

COMPTES DE L'AGENCE POUR 2009

Imprimé par
l'Agence internationale de l'énergie atomique
Août 2010

Rapport du Conseil des gouverneurs

1. Conformément à l'alinéa 11.03 b) du Règlement financier [1], le Conseil des gouverneurs communique aux États Membres de l'Agence le rapport du Vérificateur extérieur sur les comptes de l'Agence pour 2009.
2. Le Conseil, ayant examiné le rapport du Vérificateur extérieur et l'introduction du Directeur général aux comptes, et les comptes eux-mêmes, soumet à la Conférence générale le projet de résolution ci-après.

La Conférence générale,

Vu l'alinéa 11.03 b) du Règlement financier,

Prend acte du rapport du Vérificateur extérieur sur les comptes de l'Agence pour l'exercice 2009, ainsi que du rapport présenté par le Conseil des gouverneurs à ce sujet [*].

[*] GC(54)/3

[1] INFCIRC/8/Rev.2

Cinquante-quatrième session ordinaire**Comptes de l'Agence pour 2009****Table des matières**

| | <u>Page</u> |
|--|-------------|
| Table des matières | iii |
| Introduction et événements financiers marquants | 1 |
| Description des responsabilités du Directeur général et déclaration de conformité des comptes avec le Règlement financier de l'Agence internationale de l'énergie atomique au 31 décembre 2009 | 8 |
| Partie I - Opinion du Vérificateur | 11 |
| - Rapport du Vérificateur extérieur sur la vérification des comptes de l'Agence internationale de l'énergie atomique pour l'exercice clos le 31 décembre 2009 | 13 |
| Partie II - États financiers | |
| I État des recettes et des dépenses et modification des réserves et des soldes des fonds pour l'exercice clos le 31 décembre 2009 | 61 |
| II État de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2009 | 62 |
| III État des mouvements de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2009 | 63 |
| IV État des crédits ouverts au budget ordinaire pour l'exercice clos le 31 décembre 2009 | 64 |
| IV.1 État de la partie opérationnelle et courante du budget ordinaire pour l'exercice clos le 31 décembre 2009 | 65 |
| IV.2 État de la partie investissements essentiels du budget ordinaire pour l'exercice clos le 31 décembre 2009 | 66 |
| (État supplémentaire A) État des soldes non engagés des crédits ouverts en 2008 pour l'exercice clos le 31 décembre 2009 | 67 |
| Part III - États complémentaires | |
| S1 Fonds du budget ordinaire – Contributions au budget ordinaire - état au 31 décembre 2009 | 71 |
| S2 Fonds de roulement - état au 31 décembre 2009 | 75 |
| S3 Avances au Fonds de roulement - état au 31 décembre 2009 | 76 |
| S4 Fonds du budget ordinaire – état des excédents de caisse au 31 décembre 2009 | 80 |
| S5 Fonds du budget ordinaire | 81 |
| I. Parts des États Membres dans l'excédent de caisse de 2008 | 81 |
| II. Autres Excédents de caisse conservés en attendant le versement de contributions au 31 décembre 2009 | 84 |

| | | |
|--|--|-----|
| S6 | Budget ordinaire de 2009 – État récapitulatif par chef de dépense au 31 décembre 2009 | 85 |
| | (État supplémentaire A) Soldes non engagés des crédits ouverts en 2008 État récapitulatif par chef de dépense au 31 décembre 2009 | 86 |
| S7 | État récapitulatif des dépenses par grande catégorie et par groupe de fonds au 31 décembre 2009 | 87 |
| S8 | Contributions au Fonds de coopération technique – état au 31 décembre 2009 | 88 |
| S9 | Programme de coopération technique | |
| | a Dépenses de programme recouvrables - état au 31 décembre 2009 | 93 |
| | b Coûts de participation nationaux au 31 décembre 2009 | 94 |
| S10 | Comptes courants au 31 décembre 2009 | 97 |
| S11 | Dépôts en banque au 31 décembre 2009 | 98 |
| S12 | Fonds du marché monétaire AAA émis par les gouvernements et bons du trésor au 31 décembre 2009 | 99 |
| S13 | Encaisse, comptes courants et comptes de dépôt bancaires et autres équivalents de liquidités par groupe de fonds et fonds au 31 décembre 2009 | 100 |
| Partie IV - Notes aux états financiers | | 101 |
| Partie V - Annexes | | |
| A1 | Fonds du budget ordinaire – Ressources prévues et effectives pour l'exercice clos le 31 décembre 2009 | 119 |
| A2 | Fonds de coopération technique - Ressources prévues et effectives pour l'exercice clos le 31 décembre 2009 | 120 |
| A3 | Ressources mises à la disposition de l'Agence | |
| | a par les États Membres pour 2009 (contributions en espèces et en nature) | 121 |
| | b par des donateurs autres que les États Membres pour 2009 (contributions en espèces et en nature) | 125 |
| | c par programme sectoriel pour 2009 (contributions en espèces et en nature) | 126 |

Comptes de l'Agence pour 2009

A. Introduction et événements financiers marquants

1. J'ai l'honneur de soumettre ci-après les comptes de l'Agence pour l'exercice clos le 31 décembre 2009. Le rapport du Vérificateur extérieur au Conseil des gouverneurs sur la vérification des comptes figure dans la partie I. Les comptes de l'Agence sont présentés dans les parties II et III constituées respectivement par les états financiers I à IV et les états complémentaires S1 à S13. La partie IV, intitulée « Notes aux états financiers », décrit l'objet et le financement des fonds et les pouvoirs en vertu desquels ils sont administrés, ainsi que les principes comptables essentiels appliqués par le Secrétariat dans l'établissement des états financiers et des états complémentaires. Les notes donnent des informations complémentaires sur des éléments et des événements importants qui pourraient influencer sur la situation financière de l'Agence ou sur celle de fonds en sa possession ou sous son contrôle. Les annexes (partie V) présentent des informations qui, conformément aux normes comptables actuelles pour le système des Nations Unies, n'apparaissent plus sous la forme d'états financiers, d'états complémentaires ou de notes, mais qui sont jugées utiles pour les États Membres.

A.1. Principales modifications

2. Il n'y a pas de modifications importantes de la présentation cette année. L'état financier du crédit au budget ordinaire (état financier IV) comporte deux parties : l'État financier de la partie opérationnelle et continue du budget ordinaire (état financier IV.1) et l'État financier des investissements essentiels du budget ordinaire (état financier IV.2). Les états financiers comprennent en outre des états supplémentaires et des états complémentaires qui rendent compte de la situation, au 31 décembre 2009, du solde non engagé des crédits ouverts pour 2008. Il s'agit de l'état financier IV (supplémentaire A) et de l'état complémentaire 6 (supplémentaire A).

3. Le Fonds général comprend de nouveaux comptes dans le cadre du Fonds pour les programmes extrabudgétaires (groupe de fonds III) comme le montre l'annexe A.

4. Le Fonds général comprend de nouveaux comptes dans le cadre du Fonds extrabudgétaire de coopération technique (groupe de fonds IV) comme le montre l'annexe B.

A.2. Événements financiers marquants

A.2.1. En général

5. À la fin de 2009, le montant total des liquidités et des équivalents de liquidités détenus par l'Agence s'élevait, tous groupes de fonds confondus, à 266,3 millions d'euros (212,7 millions d'euros en 2008).

A.2.2. Groupe de fonds I. Fonds du budget ordinaire et Fonds de roulement

6. Les ouvertures de crédits initialement approuvées d'un montant de 296,3 millions d'euros pour les dépenses ordinaires opérationnelles et continues du budget ordinaire, et de 5,5 millions d'euros pour les investissements essentiels, au taux de change de 1 \$ pour 1 € ont été réévaluées à 280 millions d'euros et 5,1 millions d'euros en appliquant le taux de change moyen de 1,3893 \$ pour 1 € conformément à la résolution GC(52)/RES/5.

7. Les liquidités et équivalents de liquidités du Fonds du budget ordinaire, y compris le Fonds de roulement, ont baissé, passant de 75,7 millions d'euros en 2008 à 65,9 millions d'euros en 2009. Par conséquent, le flux de trésorerie a été moins satisfaisant que l'année précédente. Sur l'ensemble des liquidités, le montant de 17,6 millions d'euros (31 millions d'euros en 2008 pour 2009) représente des paiements pour 2010 versés en avance par certains États Membres.

8. Les contributions régulières ont augmenté par rapport à l'exercice précédent. Elles s'élèvent à 278,8 millions d'euros pour l'année considérée, contre 270,5 millions d'euros pour l'exercice précédent. Cette augmentation s'explique essentiellement par l'augmentation du budget pour 2009 par rapport à 2008. Le montant total des contributions régulières non acquittées à la fin de l'année était de 30,5 millions d'euros contre 38 millions d'euros à la fin de 2008.

9. J'ai le plaisir d'annoncer qu'il y avait un léger excédent de caisse pour 2008 de 200 000 euros. Il s'explique par le versement de contributions d'un montant de 27,2 millions d'euros au titre d'exercices antérieurs.

10. L'insuffisance des recettes par rapport aux dépenses en 2009, qui s'élève à 1,5 million d'euros (contre un excédent de 1,3 million en 2008), se décompose comme suit :

| | <u>Millions d'euros</u> | |
|---|-------------------------|-------------|
| | <u>2009</u> | <u>2008</u> |
| Solde non utilisé des crédits ouverts (état financier IV) | (0,5) | (0,6) |
| Excédent (insuffisance) des ressources effectives par rapport aux prévisions ajustées (Annexe A1) | (1,3) | 1,9 |
| Contributions régulières des nouveaux États Membres | <u>0,3</u> | <u>0,0</u> |
| Excédent (insuffisance) des recettes par rapport aux dépenses (état financier I) | <u>(1,5)</u> | <u>1,3</u> |

11. L'insuffisance des recettes par rapport aux dépenses est principalement liée à la baisse des taux d'intérêt, qui découle de la crise financière mondiale. Les intérêts perçus en 2009 s'élèvent à 1 million d'euros alors que le montant estimé dans le budget était de 2,7 millions d'euros.

A.3. Groupe de fonds II. Fonds général – Fonds de coopération technique

12. Les ressources du Fonds ont augmenté, le total des contributions promises s'élevant à 79,9 millions de dollars (75,9 millions de dollars en 2008) pour un objectif de 85 millions de dollars (80 millions de dollars en 2008). Les liquidités ont augmenté par rapport à l'exercice précédent, soit 73,5 millions de dollars (50,9 millions d'euros) contre 62,2 millions de dollars en 2008. Environ 18,7 % de ces liquidités sont détenus en monnaies difficiles à utiliser. L'Agence poursuit ses efforts pour réduire ces montants détenus.

A.4. Autres groupes de fonds

13. Les liquidités des groupes de fonds III, IV et VI sont indiquées dans l'état II. Ces fonds sont alimentés par des contributions extrabudgétaires d'États Membres ou d'établissements d'États Membres reçues avant la mise en œuvre des activités correspondantes, ou dans le cadre d'accords de financement avec l'ONU ou d'autres organisations internationales et d'accords avec les donateurs. Ces ressources ont augmenté pour s'établir à 149,5 millions d'euros contre 93,5 millions d'euros lors de l'exercice précédent. Cette augmentation des liquidités dans ces groupes de fonds s'explique principalement par le versement de 36,3 millions d'euros (52,3 millions de dollars) pour la banque d'uranium faiblement enrichi (UFE) proposée de l'AIEA. Étant donné que le Conseil des gouverneurs n'a pas encore approuvé la création d'une telle banque, ces contributions n'ont pas été acceptées officiellement par le Directeur général.

(Signé)

YUKIYA AMANO
Directeur général

ANNEXE A

Nouveaux comptes dans le cadre du Fonds pour les programmes extrabudgétaires **(groupe de fonds III)**

- **Argentine** – pour une contribution en euros destinée à appuyer les activités de l'Agence relatives au projet international sur les réacteurs nucléaires et les cycles du combustible nucléaire innovants (INPRO).
- **Chine** – pour une contribution en euros destinée au centre national chinois de surveillance de l'environnement marin (NMEMC) pour appuyer les tests de compétences sur les métaux traces et les composés organiques présents dans des échantillons de sédiments qui seront réalisés par les Laboratoires de l'environnement marin de l'AIEA.
- **République tchèque** – pour une contribution en euros destinée à appuyer la mise à niveau du Laboratoire des matières nucléaires, dans le cadre de la modernisation du Laboratoire d'analyse pour les garanties (LAG) de l'Agence, afin de pérenniser les capacités du LAG dans le domaine de l'analyse destructive des matières nucléaires en renforçant l'infrastructure de laboratoire en temps voulu et de manière efficiente.
- **Inde** – pour une contribution en euros destinée à appuyer les activités de l'Agence relatives au projet international sur les réacteurs nucléaires et les cycles du combustible nucléaire innovants (INPRO).
- **Finlande** – pour une contribution en euros destinée à appuyer les activités liées aux voyages au titre de son programme d'appui aux garanties.
- **Monaco** – pour une contribution en euros de la Fondation Prince Albert II de Monaco destinée à appuyer la mise en œuvre d'activités au titre du programme de l'AIEA intitulé « Protection des environnements marin et terrestre ».
- **Pays-Bas** – pour une contribution en euros destinée aux services d'un expert à titre gracieux au Département des garanties de l'Agence.
- **Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE)** – pour une contribution en euros destinée à appuyer la Conférence ministérielle sur l'énergie nucléaire organisée en Chine par l'AIEA.
- **Fonds OPEP pour le développement international** – pour une contribution en dollars des États-Unis, conformément à l'accord de subvention signé entre l'AIEA et le fonds OPEP, destinée à appuyer le Programme d'action en faveur de la cancérothérapie (PACT).
- **Suède** – pour une contribution en euros destinée à appuyer les activités liées aux voyages au titre du Programme d'appui aux garanties.
- **Procter and Gamble (P&G)** – pour une contribution en euros de la société Procter and Gamble destinée à appuyer le projet sur l'évaluation des risques liés aux surfactifs dans les environnements côtiers au titre du programme de l'Agence intitulé « Évaluation et gestion des environnements marin et terrestre ».
- **Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord** – pour une contribution en euros destinée aux services d'un expert fourni à titre gracieux au Département des garanties de l'Agence.

- **Fonds des Nations Unies pour la sécurité humaine (UNTFHS)** – pour une contribution en dollars des États-Unis destinée à appuyer la participation de l'AIEA au projet interinstitutions sur la sécurité des personnes et communautés des zones touchées par l'accident de Tchernobyl grâce à la diffusion d'informations au niveau local (Réseau international de recherche et d'information sur Tchernobyl).
- **Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets** – pour une contribution en euros destinée à appuyer le projet PNUD/FEM sur le grand écosystème marin de la mer Jaune.

ANNEXE B

Nouveaux comptes dans le cadre du Fonds extrabudgétaire de coopération technique (groupe de fonds IV)

- **Australie, FSN-CT** – pour les fonds transférés du Fonds pour la sécurité nucléaire au FCT à destination des participants venus de Chine pour assister à un cours de CT en Australie.
- **Accord régional de coopération pour l’Afrique (AFRA), CT** – pour des contributions en dollars des États-Unis, qui devraient atteindre jusqu’à 1 million de dollars, de divers pays africains destinées à la partie non financée des projets a/.
- **Canada, FSN-CT** – pour les fonds transférés du Fonds pour la sécurité nucléaire au Fonds Sécurité nucléaire-CT en euros pour dispenser un cours de CT.
- **Commission des communautés européennes, FSN-CT** – pour les fonds transférés du Fonds pour la sécurité nucléaire au Fonds Sécurité nucléaire-CT en euros pour appuyer un cours régional sur les fondements de la protection physique des matières et des installations nucléaires dans le cadre du projet de CT RAF/9/041.
- **Norvège, CT** – pour une contribution en euros destinée à appuyer le projet de CT IRA/9/018 – Infrastructure réglementaire pour l’autorisation et le contrôle des installations nucléaires et radiologiques en Iran.
- **Suède, FSN-CT** – pour les fonds transférés du Fonds pour la sécurité nucléaire au Fonds Sécurité nucléaire-CT pour appuyer le projet de CT RER/9/102 - Mise en valeur des ressources humaines dans le domaine de la sécurité nucléaire.
- **États-Unis d’Amérique, CT** – pour une contribution en dollars des États-Unis du Département de l’énergie (« Bureau de l’Initiative pour la réduction de la menace mondiale ») aux pays de l’UE et d’Afrique à l’appui du projet de CT RER/3/006 – Appui pour la réexpédition, la gestion et le stockage définitif du combustible nucléaire neuf et/ou utilisé des réacteurs de recherche.
- **Fonds d’affectation spéciale du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)** – pour des contributions en dollars des États-Unis destinées à des projets financés par le PNUD/FEM.
- **Programme des Nations Unies pour le développement** – pour une contribution en dollars des États-Unis destinée au PNUD/FEM.

**DESCRIPTION DES RESPONSABILITÉS DU DIRECTEUR GÉNÉRAL
ET
DÉCLARATION DE CONFORMITÉ DES COMPTES
AVEC LE RÈGLEMENT FINANCIER DE
L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE
AU 31 DÉCEMBRE 2009**

Responsabilités du Directeur général

Le Règlement financier stipule que le Directeur général tient la comptabilité nécessaire en tenant dûment compte des normes comptables pour le système des Nations Unies et qu'il établit des comptes annuels indiquant les recettes et les dépenses de tous les fonds de l'Agence internationale de l'énergie atomique durant l'exercice et leur situation financière respective à la fin de cet exercice, ainsi que l'utilisation des crédits ouverts au budget ordinaire de l'Agence. Le Directeur général est également tenu de fournir tous autres renseignements financiers qu'il peut juger nécessaires ou utiles ou que le Conseil peut demander.

Le Directeur général doit établir des règles de gestion financière et des procédures détaillées pour servir de base aux états financiers ainsi que pour assurer une gestion financière efficace et économique et la garde effective des avoirs de l'Agence. Il doit également exercer un contrôle financier interne permettant de procéder efficacement à l'examen des transactions financières en vue d'assurer la régularité des opérations d'encaissement, de dépôt et d'emploi de tous les fonds et autres ressources financières de l'Agence ; la conformité des dépenses avec les ouvertures de crédits approuvées par la Conférence générale, les décisions du Conseil sur l'emploi des ressources destinées au programme de coopération technique ou toute autre autorisation régissant les dépenses au titre des ressources extrabudgétaires ; et l'utilisation rationnelle des ressources de l'Agence.

Déclaration de conformité des comptes avec le Règlement financier

Nous confirmons par la présente que les comptes ci-joints, constitués par les états financiers I à IV, les états complémentaires S1 à S13 et les notes explicatives, ont été établis conformément à l'article XI du Règlement financier, en tenant dûment compte des normes comptables pour le système des Nations Unies.

(Signé) YUKIYA AMANO
Directeur général

(Signé) GARY A. EIDET
Directeur, Division du budget et des finances

29 mars 2010

PARTIE I

Lettre du Vérificateur extérieur au Président du Conseil des gouverneurs

Monsieur le Président du Conseil des gouverneurs
Agence internationale de l'énergie atomique
1400 VIENNE
Autriche

Le 31 mars 2010

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de transmettre les états financiers de l'Agence internationale de l'énergie atomique pour l'exercice clos le 31 décembre 2009 qui m'ont été soumis par le Directeur général en application de l'alinéa 11.03 a) du Règlement financier. J'ai vérifié ces états et exprimé mon opinion à leur sujet.

En outre, conformément à l'article 12.08 du Règlement financier, je sou mets mon rapport sur les comptes de l'Agence pour l'exercice clos le 31 décembre 2009.

Je vous prie d'agrée r, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) Norbert Hauser
Vice-Président de la Cour des comptes fédérale
Allemagne
Vérificateur extérieur

Bonn, le 31 mars 2010

OPINION DU VÉRIFICATEUR

CERTIFICAT DU VÉRIFICATEUR EXTÉRIEUR CONCERNANT LES COMPTES DE L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2009

À la Conférence générale de l'Agence internationale de l'énergie atomique

Rapport sur les états financiers

J'ai vérifié les états financiers de l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui comprennent l'état de l'actif, du passif, des réserves et des soldes des fonds au 31 décembre 2009, et l'état des recettes et des dépenses et des modifications des réserves et des soldes des fonds, l'état des mouvements de trésorerie, l'état des crédits ouverts (états I à IV) et les états complémentaires S-1 à S-13 pour l'exercice qui s'est achevé à cette date, et un résumé des politiques comptables essentielles et d'autres notes explicatives.

Responsabilité de la direction en ce qui concerne les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation correcte de ces états financiers conformément aux Normes comptables du système des Nations Unies. Cette responsabilité recouvre les éléments suivants : conception, application et actualisation de contrôles internes sur la préparation et la présentation correcte d'états financiers exempts d'erreurs importantes, intentionnelles ou non, choix et application des politiques comptables appropriées, et élaboration d'estimations comptables raisonnables pour les circonstances.

Responsabilité du vérificateur

Mon rôle consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur la vérification à laquelle j'ai procédé. J'ai procédé à la vérification conformément aux normes internationales d'audit. Ces normes exigent que je me conforme aux exigences déontologiques et que je planifie et effectue la vérification de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'erreurs importantes.

Une vérification consiste à appliquer des procédures pour obtenir des justificatifs des montants et des indications figurant dans les états financiers. Les procédures sont choisies en fonction du jugement du vérificateur, notamment de son évaluation des risques d'erreur importante, intentionnelle ou non, dans les états financiers. Pour évaluer ces risques, le vérificateur tient compte des contrôles internes concernant la préparation et la présentation correcte des états financiers de l'entité afin de définir des procédures de vérification adaptées aux circonstances, mais non d'exprimer une opinion sur l'efficacité des contrôles internes de l'entité. La vérification consiste également à évaluer l'adéquation des politiques comptables appliquées et l'acceptabilité des estimations comptables établies par la direction ainsi que la présentation générale des états financiers.

J'estime que les justificatifs que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés comme base de mon opinion.

Opinion

Mon opinion est que ces états financiers présentent convenablement, sur tous les points essentiels, la situation financière de l'Agence internationale de l'énergie atomique au 31 décembre 2009 ainsi que les résultats des opérations et mouvements de fonds pour l'exercice qui s'est achevé à cette date, conformément aux Normes comptables du système des Nations Unies.

Rapport sur d'autres exigences juridiques ou réglementaires

En outre, mon opinion est que les opérations de l'Agence internationale de l'énergie atomique qui sont venues à mon attention ou que j'ai contrôlées par sondage dans le cadre de ma vérification ont été, sur tous les points essentiels, conformes au Règlement financier et aux Règles de gestion financière.

Conformément à l'article XII du Règlement financier, j'ai également établi un rapport détaillé sur ma vérification des états financiers de l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui contient des informations et des observations complémentaires sur les états financiers et la présente opinion.

(Signé) Norbert Hauser
Vice-Président de la Cour des comptes fédérale
Allemagne
Vérificateur extérieur

Bonn, le 31 mars 2010

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR EXTÉRIEUR SUR LA VÉRIFICATION DES COMPTES DE L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2009

| | | |
|---|---|-------------------------------|
| ➤ | A. Synthèse | (paragraphe 1 à 66) |
| | A.1. Portée et approche de la vérification | (paragraphe 1 à 8) |
| | A.2. Principales constatations et recommandations résultant de la vérification | (paragraphe 9 à 66) |
| ➤ | B. Analyse des états financiers | (paragraphe 67 à 90) |
| | B.1. Généralités | (paragraphe 67) |
| | B.2. Avoirs | (paragraphe 68 à 82) |
| | B.3. Recettes et dépenses | (paragraphe 83 à 85) |
| | B.4. Contributions volontaires | (paragraphe 86 à 90) |
| ➤ | C. Constatations détaillées pour 2009 | (paragraphe 91 à 246) |
| | C.1. Questions financières | (paragraphe 91 à 101) |
| | C.2. Questions budgétaires | (paragraphe 102 à 106) |
| | C.3. Questions administratives | (paragraphe 107 à 171) |
| | C.4. Sécurité nucléaire | (paragraphe 172 à 180) |
| | C.5. Coopération technique | (paragraphe 181 à 217) |
| | C.6. Technologie de l'information | (paragraphe 218 à 246) |
| ➤ | D. Suite donnée à mes constatations et mes recommandations de l'an dernier et des années précédentes | (paragraphe 247 à 260) |
| ➤ | E. Autres questions | (paragraphe 261 à 264) |
| | E.1 Cas de fraude ou de présomption de fraude | (paragraphe 261) |
| | E.2 Pertes d'avoirs, passation par profits et pertes, et versements à titre gracieux | (paragraphe 262 à 264) |
| ➤ | F. Remerciements | (paragraphe 265) |

A. SYNTHÈSE

A.1. PORTÉE ET APPROCHE DE LA VÉRIFICATION

A.1.1. Portée de la vérification

Vérification des comptes et de la performance de l'AIEA, principes régissant ma vérification.

1. J'ai vérifié les comptes de l'AIEA pour l'exercice allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2009, conformément à l'article XII du Règlement financier et au mandat additionnel régissant la vérification des comptes, qui est annexé à ce règlement. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes internationales d'audit (ISA). Ces normes exigent que je planifie et effectue la vérification de manière à obtenir une assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'erreurs importantes. La direction de l'Agence est responsable de l'établissement de ces états financiers, et je suis chargé d'exprimer une opinion à leur sujet en me fondant sur les pièces justificatives que j'ai obtenues au cours de ma vérification.

Vérification des états financiers.

2. Les états financiers de l'AIEA, accompagnés de mon rapport de vérification et de l'opinion que j'ai formulée à ce sujet, ont été soumis au Directeur général, conformément aux règles applicables pertinentes. Le Directeur général a pris note du contenu de mon rapport sans autres observations.

Contrôles de performance.

3. Outre la vérification des comptes et des opérations financières de l'Agence, j'ai procédé à des examens en application du paragraphe 5 du mandat additionnel régissant la vérification des comptes. En vertu de ce paragraphe, je peux formuler les observations que je juge nécessaires sur l'efficacité des procédures financières, le système comptable, les contrôles financiers internes et, en général, les incidences financières des pratiques administratives actuelles.

A.1.2. Objectif de la vérification

Contrôles financiers pour la formulation d'une opinion.

4. La vérification avait principalement pour but de me permettre de me faire une opinion sur le point de savoir si les dépenses enregistrées pendant l'année avaient été encourues aux fins approuvées par la Conférence générale, si les recettes et les dépenses étaient classées et enregistrées comme il convient, conformément au Règlement financier de l'Agence, et si les états financiers présentaient convenablement la situation financière au 31 décembre 2009.

Vérification de l'optimisation des ressources pour la formulation de conseils.

5. En outre, j'ai aussi, dans une large mesure, examiné la performance de l'Agence pour déterminer si les dépenses sont encourues selon les principes d'économie, d'efficacité et d'efficacités. Ceci me permet de poursuivre mon objectif, qui est de donner des conseils constructifs plutôt que de formuler des critiques à posteriori.

A.1.3. Approche de la vérification

Des contrôles directs approfondis m'ont convaincu de l'exactitude des relevés de l'Agence.

Mes collaborateurs ont effectué des contrôles par sondage des relevés comptables selon que de besoin.

6. Mon opinion est fondée sur des contrôles directs approfondis dans toutes les parties des états financiers. En outre, j'ai procédé à un examen pour m'assurer que les états financiers correspondaient exactement aux relevés comptables de l'Agence et étaient présentés convenablement.

7. Ma vérification a comporté un examen d'ensemble et les contrôles par sondage des relevés comptables et autres pièces justificatives que j'ai jugé nécessaires en la circonstance. Ces procédures de vérification servent avant tout à se former une opinion sur les états financiers de l'Agence.

A.1.4. Conclusion de la vérification

Aucune insuffisance importante n'affecte l'opinion formulée après la vérification. J'ai émis une opinion qui n'est assortie d'aucune réserve sur les états financiers.

8. En dépit des observations formulées dans le présent rapport, mon examen n'a révélé aucune insuffisance ou erreur que je considère comme importante pour l'exactitude, l'exhaustivité et la validité des états financiers dans leur ensemble. En 2009, conformément à la pratique normale, mes collaborateurs ont consigné des constatations supplémentaires à l'intention des hauts responsables de l'Agence. Aucun de ces points n'a influé sur mon opinion concernant les états financiers et les états complémentaires de l'Agence, et j'ai émis une opinion qui n'est assortie d'aucune réserve sur les états financiers de l'Agence pour 2009.

A.2. PRINCIPALES CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS RÉSULTANT DE LA VÉRIFICATION

A.2.1. Objets des contrôles de performance en 2009

Résultats d'une autre mission sur le terrain concernant la coopération technique.

9. J'ai présenté les résultats de missions sur le terrain dans chacun de mes précédents rapports. En 2009, mes collaborateurs ont effectué une autre mission sur le terrain portant sur les aspects régionaux, dont les résultats confortent mes constatations précédentes. Je résume en outre les résultats des missions sur le terrain effectuées au cours des six dernières années dans le but d'améliorer la coopération entre les organismes des Nations Unies (section C.5).

Une autre mission sur le terrain a eu lieu sur les projets sur la sécurité nucléaire financés par l'UE.

10. Mes collaborateurs ont en outre effectué des missions sur le terrain dans quatre pays en 2009 sur les projets de surveillance aux frontières financés par l'Union européenne (UE). Nous avons combiné notre plan de travail avec les exigences de l'UE pour avoir une assurance supplémentaire de ce que l'argent a été dépensé de manière économique. Nous espérons que cela évitera d'autres missions de vérification coûteuses de la Commission européenne (CE) à l'AIEA (section C.4).

Autres questions et suivi.

11. Mon rapport comporte aussi un suivi des recommandations contenues dans mes rapports pour 2008 et des exercices antérieurs et des observations sur d'autres questions résultant de la vérification des états financiers de l'Agence pour 2009 (chapitre D).

Aspects de la performance couverts par le présent rapport :

12. Pour 2009, les contrôles de performance sur lesquels ont été axées les activités de mes collaborateurs ont surtout porté sur les domaines suivants :

| | |
|--|---|
| Gestion de la trésorerie et politique d'investissement | 13. Mes collaborateurs ont une fois encore analysé la situation financière de l'Agence et les placements effectués dans diverses banques. Je pense que cela est particulièrement important compte tenu des risques dus à la crise financière (chapitre B). |
| Normes comptables internationales du secteur public | 14. Le rapport contient aussi une mise à jour sur la décision de l'Agence d'adopter les Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS) et sur les progrès accomplis (section C.1.1). |
| Les visites de vérification d'un donateur en plus de mes vérifications normales sont toujours à l'ordre du jour. | 15. Depuis 2006, je fais état de la condition imposée par l'UE qui exige d'effectuer des contrôles séparés sur place pour vérifier les dépenses des projets qu'elle finance. J'informe les États Membres des faits nouveaux survenus en 2009 (section C.3.1). |
| Contributions volontaires pour les activités de base | 16. Fort des opinions du Groupe de vérificateurs externes des comptes, j'examine en outre les incidences de l'accroissement des contributions volontaires sur les programmes de l'Agence, notamment lorsque ce type de financement est utilisé pour des activités de base telles que les inspections au titre des garanties (section C.3.2). |
| Sensibilisation aux risques à l'Agence | 17. J'examine aussi la question de la sensibilisation, au sein du Secrétariat, aux risques dans les domaines opérationnel et financier, et en ce qui concerne la réputation de l'Agence (section C.3.3). |
| Efficience des achats dans le domaine de la TI | 18. En ce qui concerne les achats dans le domaine de la TI, on pourrait tirer parti de manière plus transparente des réductions de prix sur le marché des ordinateurs en utilisant une formule des fluctuations liées à l'indice du marché permettant aux prix d'augmenter et de diminuer avec les mouvements de prix sur le marché (sections C.3.4, C.6.2 et C.6.3). |
| Effets de la politique de rotation sur la performance de l'Agence. | 19. Enfin, mon rapport examine les avantages et les inconvénients de la politique de rotation du personnel de l'Agence. Ayant analysé la situation actuelle, j'aimerais faire certaines propositions qui pourraient permettre d'éviter des décisions qui auront un effet néfaste sur l'Agence (C.3.5). |

A.2.2. Récapitulation des constatations et des recommandations à l'intention du Secrétariat

A.2.2.1. Questions financières

20. Je réitère ma recommandation annuelle de recouvrer les arriérés de contributions régulières (par. 68 à 71).
21. J'invite le Secrétariat à poursuivre les négociations avec les États successeurs sur le problème des contributions régulières de l'ancienne République fédérative socialiste de Yougoslavie (par. 72 à 76).
22. Tant que la crise persistera, le Secrétariat devrait continuer à donner la priorité à la sécurité des placements plutôt qu'à l'obtention des taux d'intérêts les plus élevés possibles (par. 83 à 85).
23. Après que le Conseil des gouverneurs a approuvé un « système mixte indicatif de calcul des contributions » pour le Fonds de coopération technique (FCT), j'invite le Secrétariat à compléter sa mise en œuvre en modifiant le Règlement financier en conséquence (par. 88 à 90).

24. J'encourage le Secrétariat à continuer de maintenir des contacts bilatéraux étroits sur des politiques comptables spécifiques et des questions de mise en œuvre avec mes collaborateurs et moi-même en ce qui concerne l'adoption des IPSAS (par. 91 à 99).

25. Je suis persuadé que toutes les décisions seront prises en temps voulu et je suggère de finaliser le travail en cours sur le Règlement financier (par. 100 et 101).

A.2.2.2. Questions budgétaires

26. Je réitère ma recommandation demandant que le Secrétariat envisage, avec la mise en œuvre des IPSAS, la budgétisation en comptabilité d'exercice (par. 102 et 103).

27. J'aimerais encourager le Secrétariat à poursuivre l'élaboration d'un concept de mise en commun thématique des ressources extrabudgétaires reflétant les priorités de l'Agence telles qu'elles sont définies par le Statut (par. 122 à 126).

A.2.2.3. Questions administratives

A.2.2.3.1 Politique de rotation du personnel

28. Je recommande que la base d'une politique révisée de rotation du personnel soit le maintien d'un équilibre approprié entre la nécessité de la mémoire institutionnelle et celle d'une arrivée régulière de connaissances et de compétences récentes (par. 152 à 171).

29. Je recommande en outre que l'on veille à une combinaison judicieuse de contrats à long terme et de contrats à durée déterminée dans tous les départements. Une attention particulière peut être accordée aux cas spéciaux, par exemple, celui des garanties (par. 161).

30. Je recommande d'augmenter le pourcentage du personnel de la catégorie des administrateurs ayant des contrats à long terme (par. 162).

31. Il faudrait redoubler d'efforts pour atteindre au moins l'objectif actuel du taux moyen de femmes de l'ONU (environ 37 % de femmes) dans le cadre d'une politique révisée de rotation du personnel (par. 164).

32. J'invite instamment le Secrétariat à utiliser plus activement les outils disponibles pour mettre fin à l'emploi du personnel peu performant, y compris les procédures relatives à la période d'essai, à l'insuffisance de la performance, ainsi que la résiliation de contrats au bout de trois, cinq ou sept ans, ou à la fin d'autres périodes de contrat. La rotation du personnel ne devrait être que le dernier des instruments utilisés pour se débarrasser du personnel peu performant (par. 166 à 169).

33. Enfin, je recommande l'introduction de rapports biennaux aux organes directeurs sur la mise en œuvre, les coûts et les avantages de la rotation du personnel (par. 170 et 171).

A.2.2.3.2 Gestion des ressources humaines

34. Le Secrétariat devrait rationaliser davantage son système de gestion des ressources humaines (RH). Je l'encourage à continuer sur la voie des améliorations (par. 168).

35. Je recommande que le Secrétariat fasse rapport aux États Membres sur les mesures prises pour réorganiser la gestion des RH, y compris leurs incidences financières et en matière de gestion un an, après l'achèvement du processus de réformes (par. 169).

A.2.2.3.3 Achats

36. En ce qui concerne la gestion basée sur les résultats (GBR), je recommande d'établir des mécanismes pour réduire le nombre de demandes de faible valeur et les frais administratifs au Bureau des services d'achat (MTPS) (par. 132 à 138).

37. Il était prévu qu'une stratégie d'achat à l'échelle de l'Agence soit finalisée au plus tard le 31 mars 2010, puis révisée et mise en œuvre chaque année à partir du 1^{er} janvier. Je recommande d'établir un plan d'achats à l'échelle de l'Agence et en outre de collecter et de combiner les demandes de chaque département (par. 136 et 137).

38. Les demandeurs devraient être autorisés à acheter directement des équipements standard, à condition qu'un accord de fourniture de base soit en vigueur avec le vendeur concerné avant la mise en œuvre de l'AIPS (par. 136 et 137).

A.2.2.4. Fonds pour la sécurité nucléaire (FSN)

39. Je recommande de clarifier les responsabilités et la coopération des autorités locales avant la mise en service d'un portique de détection des rayonnements (par. 175 et 176).

40. Je recommande que le choix du site soit soumis à une analyse minutieuse et que sa fonctionnalité prévue fasse l'objet d'une évaluation générale avant l'installation du portique (par. 177).

41. Cela devrait aussi aider à assurer une alimentation en électricité adéquate et à protéger contre le vol ou le vandalisme (par. 178).

A.2.2.5. Coopération technique (CT)

A.2.2.5.1 Processus du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD)

42. Je recommande que le Secrétariat exerce son influence pour veiller à ce que les rapports d'étape sur les projets soient communiqués et les indicateurs clefs des projets définis (par. 187).

43. Je réitère ma recommandation selon laquelle les accords de projets de l'Agence doivent comporter une clause invitant les États Membres à coopérer avec les vérificateurs internes et externes de l'Agence (par. 188)

44. Étant donné que l'Agence ne travaille pas avec des représentants sur le terrain et ne reçoit pas d'informations suffisantes et fiables du terrain, je recommande l'établissement de liens étroits avec le coordinateur des Nations Unies dans le pays bénéficiaire partenaire (par. 190).

45. Je soutiens fermement l'idée de l'Agence de s'associer à d'autres partenaires et je considère qu'il est de la plus haute importance que le Secrétariat cherche dès maintenant à participer au processus du PNUAD lorsque cela est jugé nécessaire (par. 191).

A.2.2.5.2 Constatations récurrentes

46. J'encourage le Secrétariat à examiner les risques et les potentialités de toutes les nouvelles variétés végétales mises au point en consultation avec l'« Organisation mondiale de la propriété intellectuelle » (par. 195).

47. Le Secrétariat devrait envisager d'achever le glossaire de la CT en montrant clairement les rôles respectifs des accords régionaux et des projets ordinaires de CT (par. 197).

48. Le Secrétariat devrait stipuler que les projets durant plus longtemps que prévu devraient être considérés comme clos en s'appuyant sur des critères concrets de clôture (par. 198).

A.2.2.5.3 Coopération régionale

49. Je recommande vivement que le Secrétariat redouble d'efforts pour intensifier la coopération concernant les accords régionaux afin que tous les participants puissent en tirer parti (par. 207).

50. Le Secrétariat devrait assigner des objectifs clairement définis et réalisables à tous ses projets et appliquer une approche basée sur les résultats (par. 208 et 209).

51. Les lignes directrices et les règles d'application pour les accords régionaux devraient être simplifiées et rationalisées (par. 213).

52. Je recommande vivement que le Secrétariat veille à ce que les équipes nationales de projet aient des connaissances adéquates de la gestion des projets avant que ceux-ci ne soient approuvés (par. 214 et 215)

A.2.2.6. Technologie de l'information

53. En ce qui concerne les épreuves ordinaires d'intrusion, je recommande vivement que le Secrétariat veille à ce que des recommandations acceptées soient appliquées (par. 222).

54. Je recommande de réaliser les économies possibles en adaptant la configuration standard du matériel aux besoins de l'Agence. Pour réaliser des économies significatives, je m'attends à ce que les accords de fourniture de base tiennent compte de prix réduits et de normes techniques améliorées (par. 229).

55. Je recommande que le Secrétariat ne confie des tâches simples comme le déballage ou l'installation de pilotes d'imprimantes à un fournisseur pour 70 euros de l'heure, mais se charge lui-même de ces services (par. 234).

56. En ce qui concerne les prestataires de services externes, je recommande de garder les risques pour la sécurité de la TI et de l'information à un niveau aussi bas que possible (par. 235).

57. Je suggère de gérer les questions de sécurité de l'information sans ambiguïté et de manière cohérente et j'encourage le Secrétariat à continuer de clarifier les rôles et les responsabilités (par. 238).

58. Je recommande que le Secrétariat applique sans plus tarder les mesures nécessaires pour l'harmonisation et l'intégration des bases de données scientifiques et techniques à l'Agence (par. 245).

A.2.2.7. Autres questions

59. J'aimerais demander instamment au Secrétariat ainsi qu'aux États Membres d'examiner de près tout exercice futur de vérification de la CE. Celle-ci ne devrait être autorisée à effectuer aucune autre vérification tant qu'elle n'aura pas au préalable examiné les rapports de vérification interne ou externe et toutes les autres informations reçues par le donateur (par. 117).

60. J'aimerais recommander que le Secrétariat finalise la politique de gestion des risques de l'Agence et l'applique le plus rapidement possible (par. 131).

A.2.3. Recommandations à l'intention des États Membres

61. Je recommande à nouveau que les États Membres s'efforcent de mener à bien le processus de ratification pour la budgétisation biennale (par. 106).

62. Les États Membres devraient veiller à ce que les fonds des ressources extrabudgétaires ne remplacent pas des ressources du budget ordinaire prévisibles pour le financement des activités de base de l'organisation (par. 119).

A.2.4. Recommandations résultant des constatations de l'année précédente

63. Je réitère mes recommandations visant à renforcer la position du responsable de l'information car j'ai encore noté des problèmes importants dus à l'absence d'un décideur central (par. 255).

64. Les efforts déployés par le Secrétariat pour réaliser des synergies dans l'organisation des deux grandes entités de TI de l'Agence devaient être étendus et ciblés, et inclure une politique de reprise après sinistre (par. 257)

65. La protection contre les incendies est encore inadéquate au centre de données pour l'ensemble de l'Agence (par. 259).

66. La clôture de sécurité des laboratoires de Seibersdorf n'était pas encore achevée parce que les fonds nécessaires n'étaient pas disponibles (par. 260).

B. ANALYSE DES ÉTATS FINANCIERS

B.1. GÉNÉRALITÉS

Je fais rapport sur l'évolution de la situation financière de l'Agence sur une période de cinq ans.

67. Dans les paragraphes ci-après, je donne des informations sur les tendances et des informations de référence sur les cinq dernières années. À cette fin, mes collaborateurs ont encore analysé plusieurs des chiffres clés de l'Agence et leur évolution dans le temps depuis 2005.

B.2. AVOIRS

B.2.1. Contributions régulières à recevoir

Les arriérés de contributions régulières ont diminué en 2009.

68. En 2009, le niveau des arriérés de contributions régulières a diminué d'environ 7,5 millions d'euros. Quatre États Membres ont réglé des arriérés élevés, réduisant ainsi considérablement le montant total des contributions régulières non acquittées.

| Exercice | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|-------------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Contributions régulières à recevoir | 44 797 | 59 357 | 41 804 | 38 015 | 30 507 |

Tableau 1 : Contributions régulières à recevoir (CRR) en milliers d'euros

(source : état complémentaire S1)

(Aux fins de comparaison, le montant pour 2005 a été recalculé au taux de change entre le dollar des États-Unis et l'euro en vigueur au 31 décembre 2005)

Le total des arriérés de contributions régulières reste élevé, même s'il est le plus bas des cinq dernières années.

Le Secrétariat engage activement les États Membres à réduire les arriérés de contributions.

Les États Membres ayant des arriérés importants devraient tout mettre en œuvre pour honorer leurs obligations.

69. Toutefois, le montant des arriérés de plusieurs États Membres a encore augmenté en 2009, en partie de plusieurs millions d'euros. Je considère le montant total des arriérés comme trop élevé et inacceptable et je recommande que le Secrétariat poursuive ses efforts pour récupérer les fonds. Bien que des plans de versement aient été conclus et des contributions reçues, j'encourage le Secrétariat à poursuivre ses efforts pour recouvrer tous les arriérés.

70. Le Secrétariat engage activement les États Membres à réduire leurs arriérés de contributions. Des réunions sont organisées régulièrement avec les représentants des États Membres en retard dans le versement de leurs contributions pour l'exercice en cours, ainsi qu'avec les représentants des États Membres ayant des arriérés. En outre, le Secrétariat envoie trois fois par an des rappels écrits aux États Membres ayant perdu leur droit de vote. Un État Membre supplémentaire a conclu un plan de versement en 2009 (portant aujourd'hui à sept le nombre total de plans de versement).

71. Le Secrétariat a accompli d'importants efforts pour recouvrer les arriérés de contributions régulières. Je ne peux que prier les quelques États Membres ayant des arriérés importants de tout mettre en œuvre pour honorer leurs obligations. Contribuer à la prospérité de l'Agence en respectant le barème des quotes-parts convenu est aussi une question d'équité vis-à-vis des autres États Membres.

B.2.2. Arriérés de contributions régulières de l'ex-Yougoslavie

Les arriérés de contributions de l'ancienne République fédérative socialiste de Yougoslavie s'élèvent à 2,3 millions d'euros.

L'ONU a décidé que les arriérés de contributions accumulés par l'ex-Yougoslavie jusqu'au 27 avril 1992 seraient répartis entre les États successeurs de l'ancienne République fédérative.

72. Les comptes de l'AIEA montrent que l'ancienne République fédérative socialiste de Yougoslavie a des arriérés de contributions de 2,3 millions d'euros. Cette somme correspond aux contributions non acquittées pour les exercices 1990 à 2001. Jusqu'aux comptes de l'Agence pour 2000, les arriérés de contributions de la « Yougoslavie » apparaissaient comme ceux d'un État Membre, des notes de bas de page expliquant qu'il s'agissait d'un arrangement provisoire en attendant que soit réglée la question de la participation du pays à l'Agence.

73. À sa 74^{ème} séance plénière, le 24 décembre 2008, la Cinquième Commission a décidé que les arriérés de contributions accumulés par l'ex-Yougoslavie jusqu'au 27 avril 1992 seraient répartis entre les États successeurs de la République socialiste de Yougoslavie, compte tenu des dates auxquelles les différents États concernés ont respectivement informé le Secrétaire général qu'ils avaient cessé d'exister en tant qu'entités constitutives de la République fédérative socialiste de Yougoslavie. L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté cette décision le 19 mars 2009, à sa 63^{ème} session (A/RES/63/249).

À ce jour, à l'exception de contacts officieux, les États successeurs n'ont pas répondu au Secrétariat.

Un montant considérable doit être déduit des soldes dus aux divers fonds. Pour l'AIEA, un montant de 1,34 million d'euros passera donc par profits et pertes.

La décision de l'ONU doit être confirmée par le Conseil des gouverneurs.

74. Le 31 août 2009, le Secrétariat a pris contact avec les États successeurs de l'ex-Yougoslavie pour les informer de la résolution de l'Assemblée générale ainsi que des montants totaux dus et leur a demandé leurs vues sur la manière de régler le problème de ces arriérés à l'Agence. À ce jour, à l'exception de contacts officieux, les États successeurs n'ont pas répondu au Secrétariat.

75. Il faudrait peut-être passer par profits et pertes le solde net des contributions régulières non acquittées (1 347 638 €) par l'ex-Yougoslavie pour les exercices postérieurs au 27 avril 1992. Si cet accord est appliqué, l'AIEA pourrait encore réclamer un montant total de 861 070 € aux États successeurs. Le document de l'ONU reste silencieux sur la question des contributions volontaires. On ne sait pas encore s'il sera possible de recouvrer aussi des ressources extrabudgétaires d'un montant d'environ 800 000 dollars des États-Unis, mais je recommande de poursuivre les négociations avec les États successeurs.

76. La décision de l'Assemblée générale est directement applicable à tous les organismes des Nations Unies. Les institutions spécialisées et l'AIEA devront soumettre une décision à leurs organes directeurs après être parvenues à un accord avec les États Membres successeurs. Je prie donc instamment les États successeurs de répondre à l'initiative du Secrétariat et de trouver une solution conjointe à cette question. J'invite également le Secrétariat à préparer la décision du Conseil à ce sujet.

B.2.3. Encaisse et dépôts à terme

La situation de trésorerie est fortement influencée par les avances.

77. La situation générale de trésorerie de l'Agence est fortement influencée par les avances versées pour la Banque du combustible nucléaire prévue. Ce montant est inscrit au Groupe de fonds III, Fonds pour les programmes extrabudgétaires.

| Exercice | Fonds du budget ordinaire | Fonds de coopération technique | Fonds pour les programmes extrabudgétaires | États Membres et organisations internationales | Fonds d'affectation spéciale |
|----------|---------------------------|--------------------------------|--|--|------------------------------|
| | Groupe de fonds I | Groupe de fonds II | Groupe de fonds III | Groupe de fonds IV | Groupe de fonds VI |
| (1) | (2) | (3) | (4) | (5) | (6) |
| 2005 | 66 559 210 | 49 808 040 | 65 312 023 | 19 672 440 | 1 556 807 |
| 2006 | 46 276 865 | 42 764 541 | 58 933 530 | 18 240 010 | 2 640 876 |
| 2007 | 65 784 115 | 42 805 495 | 61 326 960 | 18 387 852 | 3 076 456 |
| 2008 | 75 702 191 | 43 491 916 | 68 410 930 | 22 663 006 | 2 402 922 |
| 2009 | 65 862 656 | 50 923 935 | 118 228 390 | 25 691 863 | 5 620 773 |

Tableau 2 : Encaisse et dépôts à terme en euros au 31 décembre (source : état financier II)

(Aux fins de comparaison, les montants pour 2005 ont été recalculés au taux de change entre le dollar des États-Unis et l'euro en vigueur au 31 décembre 2005)

Les liquidités du budget ordinaire, qui avaient diminué de 10 millions d'euros, sont en grande partie engagées.

78. Par rapport à 2008, les liquidités du budget ordinaire ont diminué d'environ 10 millions d'euros (colonne 2). Cependant, une bonne partie de ces fonds est nécessaire pour couvrir les sommes dues (42 millions d'euros) ou est déjà engagée pour d'autres paiements après 2009 (14,6 millions d'euros). En termes budgétaires, plus de 56,6 millions d'euros ne sont donc pas disponibles pour d'autres engagements. De plus, la disponibilité de ces fonds doit encore être considérée à la lumière du montant total des versements anticipés faits par les États Membres en 2009 pour 2010, qui s'élevaient à 17,6 millions d'euros.

Les liquidités du FCT ne sont pas pleinement disponibles.

79. La disponibilité du montant total de l'encaisse et des dépôts à terme du Fonds de coopération technique en fin d'exercice (50,9 millions d'euros) est également limitée, car les ressources sont dans une large mesure déjà engagées. Comme les années précédentes, près d'un cinquième de ce montant (9,5 millions d'euros) est détenu dans des monnaies dont l'utilisation est soumise à des restrictions légales ou autres (voir l'état complémentaire 10).

L'augmentation inhabituelle des ressources extrabudgétaires est due aux paiements anticipés d'États Membres pour la banque du combustible nucléaire prévue, lesquels ne peuvent encore être considérés comme des recettes.

80. L'augmentation des ressources extrabudgétaires (Groupe de fonds III) apparaît sous « Autres réserves », avec un chiffre d'environ 40 millions d'euros. Ce montant (37,3 millions d'euros) représente essentiellement des paiements anticipés de deux États Membres visant à financer les activités de l'Agence relatives à l'administration de la banque du combustible nucléaire. Étant donné que le Conseil des gouverneurs n'a pas encore pris de décision concernant l'établissement d'un programme extrabudgétaire à cette fin, ce montant ne peut pas encore être considéré comme une recette.

La banque du combustible nucléaire n'a pas encore été approuvée par le Conseil des gouverneurs.

81. Dans le cadre de la Nuclear Threat Initiative (NTI), plus de 150 millions de dollars des États-Unis ont été promis. La banque du combustible nucléaire, qui devrait être financée grâce à ces ressources, n'a pas encore été approuvée par le Conseil des gouverneurs.

La participation de l'Agence à cette banque devrait être clarifiée avec les organes directeurs.

82. D'après les conditions de la NTI, les fonds (après plusieurs reports) devront être disponibles jusqu'en septembre 2010. Je recommande de clarifier d'urgence avec les organes directeurs la question de la participation de l'Agence à la banque du combustible nucléaire.

B.3. RECETTES ET DÉPENSES

L'Agence a ajusté sa politique d'investissement compte tenu de la crise du marché monétaire.

83. L'impact de la crise du marché monétaire et la forte baisse des taux d'intérêt, en particulier pour les investissements en dollars des États-Unis, a conduit l'Agence à ajuster sa politique d'investissement. Pendant l'exercice 2009, les taux d'intérêt ont diminué à moins de 1 %, alors qu'à la fin de l'exercice 2008, ils pouvaient encore atteindre environ 5 % pour les comptes de dépôt à terme et 3,5 % pour les comptes à vue.

La protection des avoirs de l'Agence a été améliorée pendant la crise actuelle.

84. Au cours de l'exercice 2008, l'Agence a déjà commencé à investir plus pour obtenir des taux d'intérêt raisonnables. Afin de diversifier son portefeuille et d'investir dans des instruments à court terme plus classiques, elle a décidé d'acquérir des emprunts d'État à court terme AAA (bons du Trésor des États-Unis) et des fonds du marché monétaire AAA émis par les gouvernements. Même si les taux d'intérêt de ces produits sont bien plus faibles que ceux offerts par les banques commerciales, la sécurité des avoirs de l'Agence a été renforcée. À la fin de l'exercice 2009, le montant total détenu dans ce type d'instruments équivalait à plus de 72 millions d'euros (voir l'état complémentaire S12).

Les investissements de l'Agence visent la sécurité.

85. Environ la moitié du montant détenu en bons du Trésor des États-Unis a trait aux avances versées pour la Banque internationale du combustible nucléaire (voir le paragraphe 80). J'apprécie que, dans un souci de stabilité financière, le Secrétariat ait donné la priorité à la sécurité des investissements plutôt qu'à la recherche des taux d'intérêt les plus élevés possibles.

B.4. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

B.4.1. Recettes et dépenses

Les États Membres ont fait d'importantes contributions volontaires.

86. Les États Membres répondent de plus en plus à la demande de services de l'Agence en versant des contributions volontaires. Les chiffres pour les cinq années précédentes sont les suivants :

| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|-------------------|--------------------|
| Fonds de coopération technique | 62 562 302 | 60 847 122 | 60 329 704 | 54 101 725 | 61 325 762 |
| Fonds pour les programmes extrabudgétaires | 33 262 587 | 29 042 936 | 42 160 968 | 29 648 407 | 58 054 310 |
| Fonds extrabudgétaire de coopération technique | 11 045 253 | 14 872 011 | 10 121 146 | 7 535 097 | 17 952 578 |
| Fonds d'affectation spéciale, fonds de réserve et fonds spéciaux | 687 153 | 4 437 145 | 1 595 299 | 291 251 | 5 054 516 |
| Total | 107 557 295 | 109 199 214 | 114 207 117 | 91 576 480 | 142 387 166 |

Tableau 3 : Activités de CT et extrabudgétaires – recettes totales en euros
(source : état financier I)

(Aux fins de comparaison, les montants pour 2005 ont été recalculés au taux de change entre le dollar des États-Unis et l'euro en vigueur au 31 décembre 2005)

| | 2005 | 2006 | 2007 | 2008 | 2009 |
|---|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|
| Fonds de coopération technique | 61 136 120 | 66 061 986 | 60 973 083 | 53 202 892 | 62 365 729 |
| Fonds pour les programmes extrabudgétaires | 31 291 944 | 31 351 337 | 37 063 809 | 41 375 483 | 43 462 460 |
| Fonds extrabudgétaire de coopération technique | 9 430 799 | 16 962 882 | 11 363 934 | 7 441 949 | 11 382 543 |
| Fonds d'affectation spéciale, fonds de réserve et fonds spéciaux | 244 542 | 3 390 029 | 1 162 662 | 1 181 211 | 1 568 898 |
| Total | 102 103 405 | 117 766 234 | 110 563 488 | 103 201 535 | 118 779 630 |

Tableau 4 : Activités de CT et extrabudgétaires – dépenses totales en euros

(source : état financier I)

(Aux fins de comparaison, les montants pour 2005 ont été recalculés au taux de change entre le dollar des États-Unis et l'euro en vigueur au 31 décembre 2005)

Les recettes et les dépenses au titre du FCT ont augmenté d'environ 13 %.

87. Les recettes et les dépenses au titre du FCT ont augmenté d'environ 13 %, ce qui s'explique par la hausse (de 5 millions de dollars des États-Unis) du niveau de l'objectif convenu des contributions volontaires au FCT, qui s'établit à un total de 85 millions de dollars des États-Unis.

B.4.2. Pouvoir d'achat

Mes préoccupations concernant la perte de pouvoir d'achat du FCT sont levées si le « système mixte indicatif de calcul des contributions » est appliqué.

La proportion des contributions au FCT versées en euros devrait correspondre à celle des dépenses dans cette monnaie.

Le « système mixte indicatif de calcul des contributions » permettra d'établir l'objectif du FCT dans les deux monnaies à partir de 2011.

88. Dans mes deux derniers rapports, j'ai exprimé mes préoccupations concernant la perte de pouvoir d'achat du FCT lorsque le taux de change entre le dollar des États-Unis et l'euro est défavorable (voir mon rapport de 2007, par. 90 à 93 et de 2008, par. 88 et 89). La structure des recettes dans ces monnaies devrait correspondre à celle des dépenses en dollars des États-Unis et en euros.

89. Dans mon rapport précédent, j'ai recommandé que le Secrétariat étudie des options pour obtenir une plus grande partie de versements en euros au Fonds de coopération technique (FCT) et faire correspondre autant que possible le ratio des contributions en euros à celui des dépenses dans cette monnaie (par. 88 et 89 de mon rapport de 2008).

90. Une proposition visant à régler cette question a été approuvée par le Conseil des gouverneurs le 3 août 2009. D'après cette proposition, l'objectif des contributions volontaires au FCT sera, à partir de 2011, établi en euros et en dollars des États-Unis pour correspondre aux dépenses escomptées dans ces deux monnaies (« système mixte indicatif de calcul des contributions »). Les changements correspondants à apporter au Règlement financier sont en cours d'élaboration.

C. CONSTATATIONS DÉTAILLÉES POUR 2009

C.1. QUESTIONS FINANCIÈRES

C.1.1. Normes comptables internationales du secteur public

C.1.1.1 Mise en œuvre à l'Agence

L'application des IPSAS à compter du 1^{er} janvier 2010 a été décidée par le Conseil des gouverneurs.

L'application des IPSAS devra être reportée au moins jusqu'en 2011.

Il n'est pas possible d'appliquer les IPSAS sans mettre en place un système fiable de planification des ressources.

L'AIPS et les IPSAS sont appliqués parallèlement Il ne faudrait pas oublier que les deux projets sont interdépendants.

Il existe encore plusieurs facteurs de risque à prendre en compte pour que les IPSAS soient appliquées de façon satisfaisante

91. Le Conseil des gouverneurs a décidé d'adopter les IPSAS à compter du 1^{er} janvier 2010. J'ai l'honneur de présenter aux États Membres une mise à jour sur les faits nouveaux intervenus en 2009.

92. L'application des IPSAS à l'AIEA dépend en grande partie du bon fonctionnement du Système d'information à l'échelle de l'Agence pour l'appui au programme (AIPS). Le démarrage du projet AIPS a été reporté à l'été 2009, faute de ressources. D'après la planification du Secrétariat, la première phase de l'application de l'AIPS (phase 1) sera achevée avant la fin du premier trimestre de 2011. En conséquence, les comptes de l'Agence pourraient être établis conformément aux IPSAS au plus tôt pour 2011 (GOV/COM.9/OR.275, paragraphe 39).

93. J'ai souligné dans mon rapport de l'année dernière (voir par. 90 et suiv.) que la mise en place d'un système fiable de planification des ressources (ERP) était un facteur critique de réussite dans l'adoption des IPSAS. Et, en effet, le Programme alimentaire mondial, qui est la seule organisation du système des Nations Unies à avoir appliqué les IPSAS jusqu'à présent, avait déjà mis en place un système ERP bien avant que son administration et ses parties prenantes passent aux IPSAS.

94. L'AIEA prend les deux mesures en même temps. Cela crée un problème : d'une part, les IPSAS dépendent du bon fonctionnement du système ERP et, par ailleurs, il n'est pas possible de concevoir l'AIPS sans que des décisions n'aient été prises au sujet des IPSAS, par exemple pour savoir quel est le taux de change que devrait appliquer l'Organisation, il faut prendre une décision conforme aux IPSAS avant de pouvoir régler la question de la conception de l'AIPS.

95. Il existe un certain nombre de risques essentiels auxquels l'Agence est encore exposée :

- le Secrétariat veut appliquer l'AIPS et les IPSAS parallèlement, alors que les deux projets sont interdépendants ;
- le groupe de travail à l'échelle des Nations Unies qui examine les politiques comptables IPSAS et établit les modalités d'application n'a pas encore achevé ses travaux, mais des décisions doivent être prises maintenant ;
- les organisations du système des Nations Unies membres de ce groupe n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur la question de l'application des IPSAS dans des cas particuliers (par exemple des locaux communs comme le Centre international de Vienne) ;
- il faut assurer un financement permanent et fiable du projet AIPS ;
- le Règlement financier doit être adapté aux IPSAS et à l'AIPS et présenté aux organes directeurs en temps voulu pour qu'il puisse être approuvé avant la fin de cette année.

Les prestations après la cessation de service figurent toujours dans les notes au lieu d'être indiquées dans les états financiers. Les IPSAS ne seront pas appliquées progressivement ; il est prévu de les appliquer en une fois le 1^{er} janvier 2011.

Les IPSAS ne seront pas appliquées en plusieurs phases. Cela évite d'avoir une image déformée de la réalité

Dans le cadre du Groupe de vérificateurs externes des Nations Unies, je m'occupe activement de questions relatives aux IPSAS

J'encourage le Secrétariat à continuer de collaborer avec moi en vue de l'adoption des IPSAS.

96. Dans mon rapport de l'année dernière, j'ai recommandé de faire figurer les prestations après la cessation de service dans le bilan de l'Agence cette année, au lieu de simplement les indiquer dans les notes (par. 78 et 79). Conformément à cette recommandation, le Secrétariat prévoyait à l'origine d'appliquer progressivement les IPSAS ; il aurait fallu pour cela appliquer IPSAS 25, Prestations versées au personnel, dans les états financiers de 2009. Toutefois, étant donné que la priorité avait été donnée à la pleine application des IPSAS et de l'AIPS en plusieurs phases à partir du 1^{er} janvier 2011, il n'avait pas été possible de faire ce qui avait été prévu au départ. Les obligations de l'Agence relatives aux prestations à la cessation de service (66 millions d'euros) et aux prestations au bénéfice des retraités comme l'assurance maladie après la cessation de service (169 millions d'euros) sont toujours présentées dans les notes aux états financiers (V et W) conformément aux Normes comptables du système des Nations Unies.

97. Je souscris à cette décision, à savoir attendre que les IPSAS soient pleinement appliqués avant faire figurer les prestations après la cessation de service dans le bilan. L'application par phases risque toujours de donner une image déformée de la situation financière réelle.

98. En tant que président du Groupe de vérificateurs externes des Nations Unies, je participe activement à toutes les discussions portant sur les IPSAS. Tous les membres de ce groupe se sont mis d'accord sur certaines questions spécifiques relatives aux IPSAS. Les résultats de la réunion annuelle du Groupe de vérificateurs externes des Nations Unies concernant des questions relatives aux IPSAS ont été communiqués au Secrétaire général de l'ONU et au président de l'équipe spéciale IPSAS des Nations Unies.

99. Le Secrétariat et mon équipe ont des contacts étroits au niveau bilatéral au sujet de procédures comptables et de questions de mise en œuvre spécifiques. Tous les documents d'orientation établis par l'équipe spéciale IPSAS ont été examinés. Je suis persuadé que toutes les décisions seront prises en temps voulu et suggère de faire porter maintenant tous les efforts sur le Règlement financier. Compte tenu de notre expérience positive, j'encourage le Secrétariat à continuer de collaborer avec mon équipe en vue de l'adoption des IPSAS.

C.1.1.2 Règlement financier

Le Règlement financier conforme aux IPSAS devra être approuvé par le Conseil des Gouverneurs cette année.

Je suis prêt à participer à des consultations sur ce Règlement financier.

100. L'Agence doit élaborer un Règlement financier conforme aux IPSAS avant l'application des IPSAS à partir de 2011. À cette fin, il faudrait avoir achevé tous les travaux d'harmonisation possibles et élaboré un nouveau Règlement financier de sorte qu'il puisse être approuvé par le Conseil des gouverneurs cette année.

101. Mes collègues du Groupe de vérificateurs externes et moi-même portons un vif intérêt à toute modification, quelle qu'elle soit, du Règlement, en particulier celles qui ont une incidence sur divers aspects du contrôle interne, sur l'application des IPSAS ainsi que sur le mandat des vérificateurs extérieurs. Je me tiens à disposition pour participer à des consultations sur l'une ou l'autre de ces questions.

C.2. QUESTIONS BUDGÉTAIRES

C.2.1. Budgétisation en comptabilité d'exercice

Le Secrétariat devrait envisager d'adopter entièrement la comptabilité d'exercice à plus long terme.

Il est peu probable que l'AIEA établisse un budget en comptabilité d'exercice dans un avenir proche.

102. L'an dernier, j'ai encouragé le Secrétariat non seulement à inclure certains éléments de comptabilité d'exercice dans le budget pour 2010-2011, mais aussi à adopter entièrement la comptabilité d'exercice à plus long terme afin de pouvoir rendre compte du budget par comparaison avec les dépenses réelles dans le cadre des IPSAS (par. 23 de mon rapport de 2008).

103. En 2008, le Conseil des chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies pour la coordination a décidé de laisser en suspens la question de savoir si les organisations du système des Nations Unies devraient adopter la budgétisation en comptabilité d'exercice. Il est donc peu probable que l'AIEA établisse un budget en comptabilité d'exercice dans un avenir proche. J'ai néanmoins appris que la Division du budget et des finances (MTBF) et l'équipe de mise en œuvre de l'AIPS uniront leurs efforts pour assurer le respect des prescriptions dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre des processus et des systèmes. J'encourage le Secrétariat à intensifier ses efforts afin d'atteindre le but fixé lors de la mise en œuvre de l'AIPS et des IPSAS.

C.2.2. Budgétisation biennale

La mise en œuvre de la budgétisation biennale n'a pas encore été officiellement acceptée par les États Membres.

À ce jour, seuls 44 États Membres sur 101 ont ratifié l'amendement relatif à l'introduction d'une budgétisation biennale.

Avec les IPSAS aussi, la budgétisation biennale est préférable.

104. Depuis mon rapport de vérification pour 2004, j'ai régulièrement déclaré qu'un amendement de l'article XIV A du Statut qui doit permettre d'introduire une budgétisation biennale a été approuvé par la Conférence générale en 1999 et doit être ratifié par les deux tiers des États Membres (101 sur 151 en décembre 2009) conformément à leurs règles constitutionnelles respectives, avant de pouvoir entrer en vigueur (article XVIII C ii) du Statut).

105. Bien que plus de dix ans se soient écoulés depuis l'adoption de la résolution de la Conférence générale, l'amendement n'est pas encore en vigueur du fait de l'insuffisance des ratifications. À ce jour, seuls 44 États Membres l'ont officiellement accepté.

106. Dans la mesure où l'adoption des IPSAS n'a pas d'incidence sur la mise en œuvre, car les procédures comptables IPSAS imposent seulement la présentation d'un rapport annuel mais non d'une budgétisation biennale, je recommande de nouveau aux États Membres de s'efforcer d'achever le processus de ratification.

C.3. QUESTIONS ADMINISTRATIVES

C.3.1. Principe de la vérification unique

Les contributions volontaires assorties de conditions inacceptables devraient être refusées.

107. Au cours des années précédentes, j'ai indiqué que l'UE avait demandé des audits séparés de ses contributions volontaires sur la base d'un accord-cadre financier et administratif (FAFA). Ma recommandation de refuser ce genre de contribution car elle viole le principe de la vérification unique a été appuyée par le Conseil des gouverneurs.

Le Secrétariat devrait chercher à résoudre le problème lié à la vérification causé par l'UE et la Cour des comptes européenne.

Le Groupe de vérificateurs externes a porté cette question à l'attention de l'Assemblée générale.

Le groupe de travail sur le FAFA a enregistré des résultats positifs.

La CE tiendra compte, dans le processus de vérification, des résultats de l'audit interne et de la vérification extérieure et des résultats des missions de vérification précédentes.

Le Groupe de vérificateurs externes a demandé au Secrétaire général de l'ONU de faciliter la mise en œuvre des termes de référence modifiés, dans l'intérêt des organisations.

Il a en outre été demandé au Secrétaire général de l'ONU de veiller à ce que la CE ne commence pas les vérifications avant que toutes les autres sources aient été épuisées.

Cette procédure éliminerait la pression exercée sur les organismes clients.

108. Dans mon rapport de l'année dernière, j'ai recommandé que l'Agence continue de chercher à résoudre les problèmes causés par les contributions volontaires versées sous réserve d'une vérification spéciale par le donateur. J'ai demandé aux États Membres de noter qu'un niveau de vérification supplémentaire est imposé par la Cour des comptes européenne, outre la Commission européenne, dans le cas des contributions volontaires (par. 97 à 110).

109. En 2009, des progrès ont été réalisés car le Groupe de vérificateurs externes a porté cette question à l'attention du président de l'Assemblée générale de l'ONU et lui a demandé son aide.

110. Le groupe de travail sur le FAFA, aux travaux duquel j'ai participé, a de nouveau examiné cette question. En conséquence, le rôle des vérificateurs internes et externes des comptes des Nations Unies a été introduit dans les termes de référence communs pour les missions de vérification. Ces termes de référence communs ont été signés par l'ONU et l'UE en 2009. Bien que le FAFA reconnaisse la primauté des systèmes de supervision et de contrôle des Nations Unies, y compris le principe de la vérification unique, il permet néanmoins à la CE d'effectuer des contrôles sur place.

111. Les conclusions de la réunion du groupe de travail ont permis d'aborder ce problème sous un angle nouveau car, conformément aux termes de référence communs, la CE tiendra maintenant compte des résultats des audits internes et des vérifications extérieures dans son processus de vérification. Il serait aussi tenu compte des résultats des précédentes missions de vérification. À plus long terme, toutes les tâches de vérification pourraient être reprises dans le cadre des fonctions de supervision des organismes des Nations Unies.

112. Dans une lettre récente adressée au Secrétaire général de l'ONU, le Groupe de vérificateurs externes a demandé à celui-ci de tout mettre en œuvre, en collaboration avec les institutions spécialisées et l'AIEA, pour encourager la CE à utiliser l'assurance existante en matière de vérification avant de nouvelles vérifications. L'utilisation de dispositions existantes en matière de vérification extérieure peut permettre de réaliser des économies d'échelle et de réduire au minimum la charge globale que représente la vérification pour l'administration. De plus, les vérificateurs externes travaillent efficacement avec d'autres donateurs de façon rationnelle et économique, comme cela est le cas à l'ONUDI et au BIT.

113. Le Groupe de vérificateurs externes a encouragé, comme par le passé, le Secrétaire général de l'ONU à demander instamment à la CE et à la Cour des comptes européenne de consulter les vérificateurs externes des comptes des organisations concernées qui ont été désignés toutes les fois qu'elles considèrent qu'une nouvelle assurance ou vérification est nécessaire. Une nouvelle vérification ou un nouveau travail de vérification ne devrait être entrepris qu'à la seule condition que la CE juge que les résultats des organismes de supervision désignés des organisations concernées sont non satisfaisants.

114. Cette procédure éliminerait une bonne partie de la pression exercée sur les organismes clients, qui sont actuellement obligés d'accepter des opérations de vérification coûteuses et longues au détriment de tous les États Membres, alors que l'assurance nécessaire concernant la comptabilité est déjà donnée par le vérificateur extérieur nommé.

Nous avons fait rapport à la CE sur le résultat de nos vérifications des projets financés par l'UE.

La CE n'a pas annoncé d'autres visites pour le moment.

Le Secrétariat ne devrait pas permettre qu'il soit procédé à une autre mission de vérification à moins que la CE n'ait utilisé toute les informations disponibles et précisé la portée d'une nouvelle visite de vérification.

115. En règle générale, mes collaborateurs et moi-même faisons rapport à la CE sur les résultats de nos missions sur le terrain concernant des projets financés par l'UE, qui sont principalement les missions effectuées par le FSN, et demandons à la CE si elle a des questions.

116. Jusqu'à présent, la CE a pris note de mes rapports sans autres observations. Depuis sa première visite de vérification en automne 2006, la CE n'a pas effectué d'autres visites.

117. Je demande instamment au Secrétariat ainsi qu'aux États Membres d'observer de près toute opération de vérification à venir. La CE ne devrait pas être autorisée à procéder à une autre vérification à moins qu'elle n'ait examiné les rapports résultant de l'audit interne ou de la vérification extérieure et toute autre information reçue dans le cadre de l'établissement de rapports périodiques à l'intention du donateur. Ensuite, et après avoir vérifié les résultats d'une visite antérieure, elle devrait préciser la portée de sa nouvelle vérification.

C.3.2. Contributions volontaires

C.3.2.1 Financement des activités de base

Les activités de base devraient être financées exclusivement par les contributions régulières.

Les ressources extrabudgétaires ne devraient pas remplacer les ressources du budget ordinaire et prévisibles pour financer les activités de base d'une organisation.

Le Secrétariat a réaffecté une partie des ressources extrabudgétaires destinées à la sécurité nucléaire au financement des activités de base dans le Fonds du budget ordinaire.

La Conférence générale a approuvé cette augmentation du financement des activités de base.

118. Dans mon rapport de l'année dernière, j'ai recommandé que les activités de base de l'Agence, comme les inspections au titre des garanties et la sûreté et la sécurité nucléaires, soient financées exclusivement par les contributions régulières. J'ai soutenu les efforts du Secrétariat en ce qui concerne le projet de programme et budget pour 2010-2011 (par. 111 à 116).

119. La question des contributions volontaires a été abordée à la réunion de 2009 du Groupe de vérificateurs externes. Comme mes collègues, je considère que les ressources extrabudgétaires sont les bienvenues, mais qu'elles ne devraient pas remplacer les ressources du budget ordinaire et prévisibles pour financer les activités de base d'une organisation. Ces ressources devraient avant tout servir à compléter les ressources du budget ordinaire et ne devraient pas s'y substituer.

120. Comme il est indiqué dans le projet de programme et budget 2010-2011 (GOV/2009/1), le Directeur général a proposé de réaffecter une partie des ressources extrabudgétaires destinées à la sécurité nucléaire au financement des activités de base dans le Fonds du budget ordinaire comme suit : 6,7 millions d'euros en 2010 et 3,4 millions d'euros en 2011.

121. La Conférence générale a approuvé le programme et budget de l'Agence 2010 (GC(53)/5) qui reflète une augmentation du financement des activités de base pour la sécurité nucléaire de 3,1 millions d'euros en 2010. Un montant supplémentaire de 1,5 million d'euros est proposé pour 2011. Je considère cela comme une première étape qui régularise en partie le financement de la sûreté et de la sécurité nucléaires.

C.3.2.2 Approche thématique du financement

Les programmes financés par des

122. Dans mon rapport de l'année dernière, j'ai recommandé que les programmes de CT et autres programmes financés par des contributions

contributions volontaires devraient être menés à bien sur la base d'une approche thématique.

Les contributions volontaires ne doivent pas remettre en question l'ordre de priorité des mandats approuvés par le Conseil.

Les États Membres ont indiqué qu'ils étaient intéressés par l'idée d'un regroupement par thème et qu'ils y étaient favorables.

Le Secrétariat devrait établir les priorités de l'Agence, telles qu'elles sont définies par le Statut.

Du fait de la mise en place de l'AIPS, les travaux de mise en œuvre avaient dû être reportés. La CT devrait développer le concept.

volontaires et exécutés par l'Agence soient menés à bien sur la base d'une approche thématique. Les donateurs pourraient choisir de contribuer à un programme dans le cadre de la planification et des priorités de l'organisation.

123. À mon avis, l'utilisation des contributions volontaires ne doit jamais remettre en question l'ordre de priorité des mandats approuvés par le Conseil des gouverneurs ni exercer une influence sur le Secrétariat lors de la mise en œuvre de ces mandats. Le regroupement des ressources extrabudgétaires par thème serait le meilleur moyen d'atteindre cet objectif.

124. Dans le cadre du Comité du programme et du budget, certains États Membres ont fait part de leur intérêt pour une partie de cette recommandation, à savoir l'idée d'un regroupement par thème et dit qu'ils y étaient favorables. Le Secrétariat prévoit d'établir une proposition visant à regrouper les ressources extrabudgétaires par thème.

125. J'encourage le Secrétariat à donner suite à cette proposition et à établir les priorités de l'Agence, telles qu'elles sont définies par le Statut. Un plan détaillé devrait être soumis aux organes directeurs pour décision et être suivi avec précision.

126. Le Secrétariat a répondu que MTBF va devoir investir des moyens considérables dans les projets IPSAS et AIPS en 2010-2011, et que, de ce fait, la poursuite de l'examen d'un regroupement par thème sera remise à plus tard. Je tiens à souligner que ces travaux devraient tout d'abord être effectués par le Département de la CT.

C.3.3. Gestion du risque

Définition du risque

127. Le Secrétariat définit le risque comme étant la possibilité qu'un événement ait une incidence positive ou négative sur la capacité de l'Agence de s'acquitter de son mandat, d'atteindre ses objectifs, de mettre en œuvre ses plans ou de parvenir aux résultats escomptés. Le risque peut être lié aux objectifs stratégiques, programmatiques et opérationnels et à toutes les activités menées par l'Agence.

L'AIEA doit faire face à des risques sensibles.

128. L'AIEA doit faire face à des risques plus sensibles que la plupart des autres organisations internationales. Le Secrétariat devrait donc être conscient des risques auxquels il s'expose sur les plans opérationnel et financier et par rapport à sa réputation. Avec son propre système de gestion des risques, le Secrétariat pourrait maîtriser les divers autres mécanismes pour prévenir ces risques. Il est difficile de mettre en place un système efficace de gestion des risques dans la culture organisationnelle, mais cela est une nécessité.

La mise en place du système de gestion des risques de l'Agence n'est pas encore achevée.

129. Compte tenu de cette situation, mes collaborateurs et moi-même avons jugé qu'il était nécessaire de mettre en place un système de gestion des risques à l'AIEA. Le Secrétariat a introduit l'identification et l'analyse des risques. J'ai toutefois noté qu'une évaluation globale des risques n'était pas encore achevée, bien qu'une politique de gestion des risques et des lignes directrices s'y rapportant aient été déjà établies.

Le système de gestion des risques n'est pas encore au point..

Le système de gestion des risques devrait être mis en œuvre. Je suivrai l'évolution de la situation.

130. Je suis reconnaissant au Secrétariat d'avoir introduit le concept de la gestion des risques dans la planification du programme et budget 2010-2011. J'approuve le contenu de ce concept, même si la mise en place du système de gestion des risques n'est pas encore achevée.

131. Je recommande que le Secrétariat achève l'évaluation globale des risques de l'Agence et mette pleinement en œuvre le système de gestion des risques dans les plus brefs délais. Mes collaborateurs et moi-même suivrons l'évolution de la mise en place d'un système efficace de gestion des risques à l'AIEA.

C.3.4. Achats

Le Service des achats progresse dans la consolidation de ses fonctions.

Des mesures ont été prises pour remédier à l'absence d'une approche stratégique de la gestion de la chaîne d'approvisionnement.

Les systèmes d'achat de TI sont encore inefficients et le seront toujours tant que l'AIPS ne sera pas disponible.

L'utilisation d'accords de fourniture de base est en partie non satisfaisante.

132. Dans une lettre de recommandations de janvier 2009, j'ai rendu compte des progrès accomplis dans la consolidation des fonctions d'achat à MTPS. Cependant, il reste énormément à faire. Le Secrétariat a pris des mesures pour répondre à cette préoccupation et met actuellement en place une stratégie d'achat à l'échelle de l'Organisation. Cette stratégie, fondée sur une évaluation des risques pour les catégories de biens et services achetés par l'Agence, a été finalisée le 31 mars 2010 ; désormais, elle sera révisée et mise en œuvre le 1^{er} janvier de chaque année.

133. Compte tenu de l'inefficience de la gestion de la chaîne d'approvisionnement du Secrétariat, le nombre de transactions d'achat à faible valeur était toujours élevée. Je suis sûr que la stratégie d'achat à l'échelle de l'Agence répondra à cette préoccupation et que d'autres mesures prises par le Secrétariat permettront de réduire sensiblement le nombre de ce type de transactions. On s'accorde à reconnaître qu'avec le soutien sans réserve des divisions clients, MTPS est maintenant dans la phase de conception/planification du projet et, après une période de transition en 2010, ne se contentera plus de réagir aux exigences.

134. Plus de trois ans après l'établissement de MTPS, un impact positif sur les fonctions d'achat apparaît clairement. Cependant, le Secrétariat utilise encore deux systèmes vétustes de TI qui demandent de gros efforts de maintenance. Il n'y a pas d'interface avec l'AFMIS. Cela entraîne des redondances aussi à MTBF mais on s'accorde à reconnaître que les deux systèmes d'achat existants doivent être remplacés par l'AIPS, et le Secrétariat ne devrait plus investir dans des systèmes qui seront redondants d'ici au premier trimestre 2011.

135. Le Secrétariat utilise un accord de fourniture de base pour l'achat d'ordinateurs de bureau et d'écrans. Une annonce distincte pour les écrans aurait permis d'économiser plus de 10 000 € en 2007. Pendant plus de dix ans, le Secrétariat a acheté du matériel et des meubles de bureau à un fournisseur principal sans qu'il n'y ait d'accord de fourniture de base effectif. Dans le cadre de la stratégie d'achat de l'Agence pour 2010, tous les accords de fourniture de base et les accords de base potentiels sont passés en revue pour déterminer comment optimiser les coûts et les coûts de transaction afin que l'Agence puisse bénéficier du meilleur résultat global en matière de coûts.

| | |
|---|--|
| Le projet AIPS améliorera encore le processus d'achat au Secrétariat. | 136. Le Secrétariat améliore actuellement le processus d'achat avant la mise en œuvre de l'AIPS. Les modifications en profondeur apportées à la planification des règles et procédures financières du Secrétariat font partie intégrante du projet AIPS. La phase 1 de l'AIPS permettra de mettre en place un système financier et d'achat intégré. |
| Un Plan stratégique pour les achats a été élaboré. | 137. Le Secrétariat a pourvu le poste d'administrateur principal chargé de la gestion des approvisionnements en août 2008 et a élaboré le Plan stratégique pour les achats. Par ailleurs, MTPS a l'intention de mettre l'accent sur la planification stratégique, les normes techniques et le renforcement des relations de travail avec les demandeurs. J'ai appris qu'en 2010, le Secrétariat mettra en œuvre la stratégie d'achat à l'échelle de l'Agence. Je souscris pleinement à cette démarche. |
| Il faudrait tirer parti de toutes les synergies et économies possibles. | 138. Je me félicite des mesures prises par l'Agence et soutiens pleinement leur application dans les plus brefs délais. En outre, le Secrétariat devrait tirer parti de toutes les synergies et économies possibles comme cela est indiqué dans mes recommandations. |

C.3.5. Ressources humaines

| | |
|---|--|
| Examen des activités de la Division des ressources humaines | 139. Depuis le début de mon mandat, mes collaborateurs ont examiné maintes fois les activités menées dans le domaine des ressources humaines (MTHR). En 2009, ils ont examiné la question du personnel temporaire et, plus généralement, les effets globaux de la politique de rotation du personnel définie par l'Agence. |
|---|--|

C.3.5.1 Gestion des contrats et des postes

| | |
|--|--|
| Le personnel temporaire employé par l'Agence représentait 18,4 % des effectifs | 140. En juin 2009, l'Agence employait 393 personnes titulaires de contrats temporaires, ce qui représentait 18,4 % de l'effectif total. Sur ces 393 personnes, 189 étaient recrutées pour une courte durée et 204 pour une durée moyenne avec publication d'un avis de vacance de poste (voir le tableau 5). |
|--|--|

| Type | Effectif | | |
|----------------------------|----------------------------------|-----|--|
| Assistance temporaire (AT) | 393 (18,4 % de l'effectif total) | | |
| Courte durée | 189 (8,8 % de l'effectif total) | 117 | Contrat mensuel de courte durée |
| | | 72 | Contrat temporaire à durée déterminée sans publication d'un avis de vacance de poste |
| Durée moyenne | 204 (9,4 % de l'effectif total) | 204 | Contrat temporaire à durée déterminée avec publication d'un avis de vacance de poste |

Tableau 5 : chiffres concernant les différents types d'assistance temporaire, avec indication des pourcentages par rapport à l'effectif total.

Raisons et durée maximale de l'assistance temporaire.

141. Le Statut et Règlement du personnel de l'Agence et les lignes directrices complémentaires (Statut et Règlement du personnel) définissent l'assistance temporaire comme étant une assistance requise pendant une période limitée spécifiée pour les raisons suivantes :

- l'absence d'un fonctionnaire en congé de maternité, en arrêt de maladie prolongé ou en congé spécial prolongé ;
- un poste vacant jusqu'à qu'il soit pourvu par voie de recrutement ;
- une augmentation non prévue de la charge de travail ou de nouvelles activités ou
- des conférences ou d'autres activités de durée limitée.

La durée maximale d'engagement du personnel temporaire recruté pour une période de courte durée est généralement de deux ans et celle du personnel temporaire recruté pour une période de durée moyenne varie entre deux ans et sept ans au maximum.

Le libellé du Statut et Règlement du personnel est ambigu et manque en partie de cohérence.

142. Mes collaborateurs ont remarqué que le libellé du Statut et Règlement du personnel est ambigu et qu'il manque en partie de cohérence, notamment en ce qui concerne les types de contrats et le respect de la durée maximale fixée pour l'assistance temporaire.

L'OIOS a déjà examiné ce problème en 2005.

143. L'OIOS a déjà examiné ce problème en 2005 et recommandé, par exemple, que le Manuel administratif « soit révisé afin d'y inclure la politique spécifique applicable aux engagements pour une durée moyenne et aux engagements de courte durée » et que « son libellé soit plus précis ». Malgré les recommandations de l'OIOS, le Secrétariat n'a donné suite à cette recommandation qu'en 2009 compte tenu de la réforme du système de gestion des postes en cours à l'Agence, et des réformes du système de gestion des contrats dans l'ensemble du système des Nations Unies.

Il existe deux types de contrat différents pour les titulaires de contrat de courte durée.

144. La pratique en matière de recrutement de personnel temporaire a évolué depuis le Règlement et Statut du personnel SEC/NOT 1692, et la règle est de considérer un changement d'affectation comme un nouveau contrat. En 2009, le Secrétariat a recruté du personnel temporaire pour des périodes de courte durée sur la base de deux types de contrat différents.

- Contrats mensuels de courte durée
- Contrats temporaires à durée déterminée sans publication d'un avis de vacance de poste.

Ces types de contrats devraient être rationalisés et un avis de vacance de poste devrait être publié pour tout poste nécessitant un recrutement supérieur à deux ans.

25 % des contrats à durée déterminée et au moins 7 % des contrats de durée moyenne dépassaient les durées maximales.

145. En juin 2009, environ 25 % des contrats temporaires de courte durée (contrats mensuels de courte durée et contrats à durée déterminée sans publication d'un avis de vacance de poste) et au moins 7 % des contrats de durée moyenne dépassaient les durées maximales mentionnées ci-dessus, à savoir deux ans et sept ans respectivement. La durée la plus longue du contrat de courte durée a été de sept ans et 11 mois et la durée la plus longue du contrat de durée moyenne a été supérieure à 14 ans. Ces exceptions étaient dues à la pratique qui est de considérer une nouvelle affectation comme un nouveau contrat.

| | |
|--|--|
| <p>La réforme des systèmes de gestion des postes et des contrats a été poursuivie en 2009.</p> | <p>146. Pendant que j'examinais la pratique du Secrétariat en matière de recrutement de personnel temporaire, la Division des ressources humaines (MTHR) poursuivait ses travaux sur la réforme du système de gestion des postes. La réforme consécutive des contrats de courte durée a été achevée au début 2010. La réforme des contrats de courte durée devrait tenir compte de la réforme du système de gestion des contrats au sein du système des Nations Unies qui a débuté en 2009.</p> |
| <p>MTHR a regroupé les postes inscrits au tableau d'effectifs et les postes de durée moyenne sous une seule rubrique et les contrats temporaires à durée déterminée pertinents sont devenus des contrats à durée déterminée.</p> | <p>147. Tout d'abord, MTHR a regroupé les postes inscrits au tableau des effectifs et les postes de durée moyenne sous une seule rubrique. Les postes de durée moyenne ont été progressivement supprimés à partir de janvier 2010. Pour autant que ces postes soient entièrement financés au titre du budget ordinaire et qu'il soit nécessaire en permanence de remplir les fonctions, les contrats de ces fonctionnaires seront transformés ; les contrats temporaires de courte durée (avec publication d'un avis de vacance de poste) deviendront des contrats à durée déterminée. D'après MTHR, la quasi-totalité des 204 contrats temporaires de courte durée ayant fait l'objet de la publication d'un avis de vacance de poste seraient transformés.</p> |
| <p>La réforme du système de gestion des RH sera finalisée au début 2010.</p> | <p>148. D'après le Secrétariat, la réforme des systèmes de gestion des postes et des contrats est toujours en cours et elle sera finalisée au début 2010. MTHR a déjà annoncé que toutes les politiques incohérentes concernant les engagements de courte durée et de durée moyenne seront remplacées par les politiques mises en place dans le cadre de la réforme.</p> |
| <p>Je me félicite du processus de réforme entrepris par le Secrétariat. La rationalisation du système de gestion des postes marque une première étape.</p> | <p>149. J'accueille avec satisfaction la réforme du système de gestion des postes et des contrats entreprise par le Secrétariat. La rationalisation du système de gestion des postes par le regroupement des postes inscrits au tableau d'effectifs et des postes de durée moyenne sous une seule rubrique et la transformation des contrats temporaires de courte durée directement pertinents en contrats à durée déterminée constituent un premier pas dans la bonne direction, notamment parce que les deux types de postes étaient déjà utilisés de façon quasi identique dans le passé.</p> |
| <p>Il reste à voir quelles seront les autres mesures que prendra le Secrétariat pour rationaliser son système de gestion des RH.</p> | <p>150. Le processus de réforme des systèmes de gestion des postes et des contrats étant encore ouvert, il reste à voir quelles seront les autres mesures que le Secrétariat prendra pour rationaliser ces systèmes. J'encourage le Secrétariat à continuer d'apporter régulièrement des améliorations. Il faudrait aussi, entre autres mesures, réduire encore le nombre de types de contrat.</p> |
| <p>Rapport sur les incidences de la réforme sur le plan financier et le plan de la gestion.</p> | <p>151. Je recommande que le Secrétariat fasse rapport aux États Membres sur les mesures prises ainsi que sur les incidences de la réforme de la gestion des postes et des contrats sur le plan financier et le plan de la gestion, un an après l'achèvement du processus de réforme (le 30 juin 2011 au plus tard).</p> |

C.3.5.2 Politique de rotation du personnel

| | |
|---|---|
| <p>La politique de rotation du personnel a certains effets négatifs qui pourraient être évités sur la performance de l'Agence et elle devrait être réévaluée.</p> | <p>152. L'AIEA a mis en place une politique de rotation du personnel dès le début. Cette politique limite à sept ans au maximum la durée de l'emploi pour la plupart des fonctionnaires de la catégorie des administrateurs (Postes P) dans l'Organisation. Les fonctionnaires de la catégorie des administrateurs obtiennent un premier contrat de trois ans et au maximum deux autres contrats d'une durée de deux ans chacun (contrat à durée déterminée). Environ 40 % des fonctionnaires P ont un contrat de longue durée. J'accepte pleinement le</p> |
|---|---|

Le Statut de l'Agence dispose que l'Agence doit maintenir l'effectif de son personnel permanent à un chiffre minimum.

La Conférence générale veut recruter davantage de fonctionnaires venant de pays qui ne sont pas représentés ou qui sont sous-représentés.

Le Secrétariat a établi un point de référence non officiel fixant à 40 % du pourcentage de fonctionnaires de la catégorie des administrateurs titulaires de contrats de longue durée.

principe de la politique de rotation. Celle-ci a néanmoins eu des effets négatifs qui pourraient être évités sur l'Agence et elle devrait par conséquent être réévaluée.

153. La politique de rotation est établie sur la base du Statut de l'Agence qui dispose ce qui suit : « *il faut maintenir l'effectif du personnel permanent à un chiffre minimum* » et « *la considération dominante, dans le recrutement et l'emploi..... du personnel, doit être d'assurer à l'Agence les services de fonctionnaires possédant les plus hautes qualités ... et de l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible* ». Le Statut n'indique pas de pourcentage définissant la proportion de fonctionnaires permanents.

154. Par ailleurs, la Conférence Générale (CG) a demandé à maintes reprises au Secrétariat « *de recruter davantage de fonctionnaires venant de pays en développement et des autres États Membres qui ne sont pas représentés ou qui sont sous-représentés* » et « *note avec préoccupation que la représentation des pays en développement et de certains autres États Membres ..., notamment aux postes de responsabilité et de décision, demeure inadéquate* ». Les États Membres ont en outre encouragé le Secrétariat à s'efforcer de respecter un équilibre entre les fonctionnaires des deux sexes dans chaque domaine.

155. Afin d'appliquer les dispositions du Statut et les résolutions de la Conférence générale, le Secrétariat considère que, de toute évidence, moins de la moitié des fonctionnaires de la catégorie des administrateurs devraient être titulaires d'un contrat de longue durée à un moment quelconque. Par conséquent, le Secrétariat a établi un point de référence non officiel pour les fonctionnaires de la catégorie des administrateurs titulaires d'un contrat de longue durée, à savoir pas plus de 40 % des fonctionnaires de la catégorie des administrateurs environ.

C.3.5.2.1 Pratiques actuelles en matière de recrutement

En 2009, 39,5 % des fonctionnaires de la catégorie des administrateurs étaient titulaires d'un contrat de longue durée.

156. Au 1^{er} octobre 2009, environ 39,5 % de tous les fonctionnaires de la catégorie des administrateurs (à l'exclusion des titulaires de contrats de courte durée) étaient titulaires d'un contrat de longue durée. Jusqu'en 2009, le Secrétariat ne suivait que le pourcentage des personnes occupant des postes inscrits au tableau d'effectifs. Maintenant que les postes inscrits au tableau d'effectifs et les postes de durée moyenne ont été regroupés dans un seul registre, le pourcentage de fonctionnaires titulaires d'un contrat de longue durée peut être suivi avec plus de transparence. Le graphique ci-dessous indique le pourcentage de fonctionnaires P titulaires d'un contrat de longue durée (total et par département) pour les cinq dernières années.

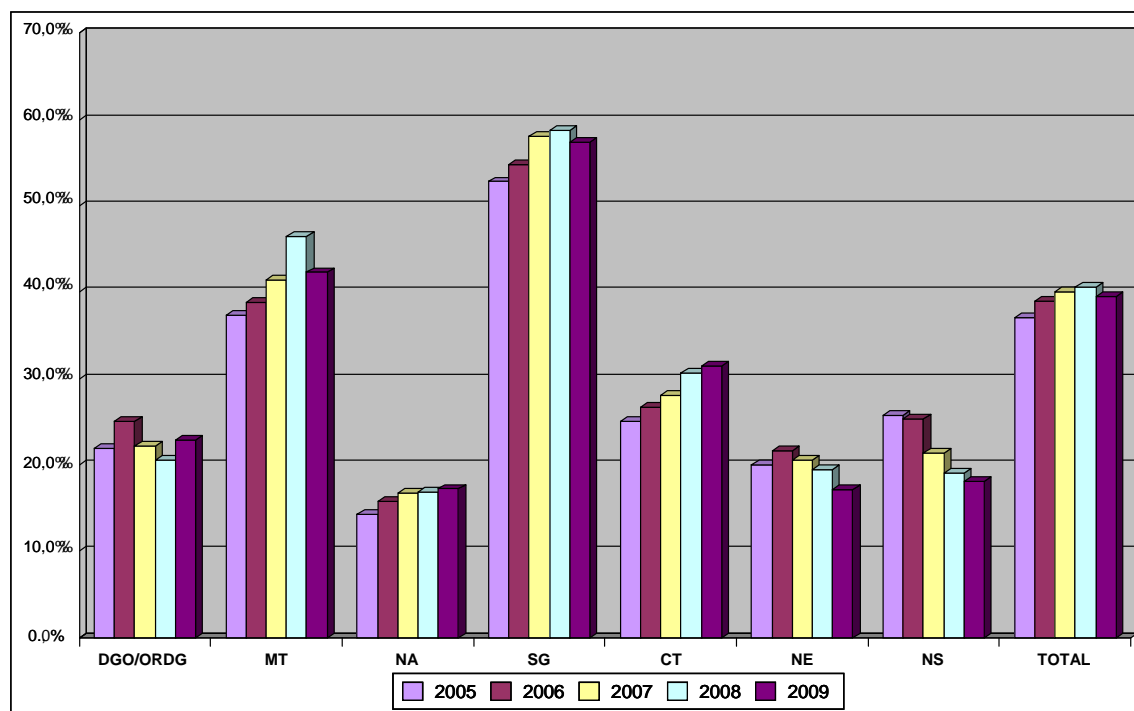


Tableau 6 : Pourcentage de fonctionnaires P titulaires d'un contrat de longue durée 2005-2009 (au 1^{er} octobre de chaque année)

Les besoins particuliers du Département des garanties en personnel de haut niveau réduisent les possibilités dans les autres départements.

157. Le Département des garanties a un pourcentage de fonctionnaires titulaires d'un contrat de longue durée plus élevé que les autres départements. Son pourcentage a augmenté, passant de 53 % à 57 % au cours des cinq dernières années, ce qui réduit les possibilités de contrats de longue durée dans les autres départements. Selon le Secrétariat, cette situation est due aux besoins particuliers de ce département pour recruter et fidéliser des personnes hautement spécialisées, principalement des inspecteurs et des analystes. En outre, le graphique montre des écarts importants entre les différents départements.

Le pourcentage est élevé dans le Département de la gestion compte tenu de la complexité de l'administration.

158. Dans le Département de la gestion, le pourcentage a augmenté, passant de 37 % à 42 % et il se rapproche de la moyenne de l'Agence. Selon le Secrétariat, le pourcentage est plus élevé dans le Département de la gestion par rapport à d'autres départements compte tenu de la complexité de l'administration et de la nécessité de conserver les connaissances en matière d'administration et de gestion au fil des années.

Le pourcentage est inférieur dans les départements techniques compte tenu de la nécessité d'acquérir en permanence les compétences et les connaissances les plus récentes.

159. À l'inverse, dans le Département des sciences et des applications nucléaires, le Département de l'énergie nucléaire et le Département de la sûreté et de la sécurité nucléaires, le pourcentage est seulement de 14 % à 26 %. Dans le Département de l'énergie nucléaire et le Département de la sûreté et de la sécurité nucléaires, le pourcentage a diminué au cours des cinq dernières années de 3 et 8 points respectivement. Le Secrétariat justifie le faible niveau dans les départements techniques par la nécessité d'acquérir en permanence les compétences et les connaissances scientifiques les plus récentes dans ces domaines.

Il deviendra plus difficile de recruter du personnel dans les domaines scientifiques et techniques.

160. Selon le Secrétariat, le recrutement de personnel au cours des cinq prochaines années sera plus difficile, notamment dans les domaines du génie nucléaire, de la physique nucléaire et de la chimie nucléaire. Le Secrétariat a envisagé d'entreprendre plusieurs initiatives en vue d'accroître le nombre de candidats ayant les qualifications voulues pour occuper des postes vacants, notamment des missions de recrutement ciblées et des activités de recherche

Le Secrétariat devrait veiller à ce qu'il y ait une répartition judicieuse entre les engagements de longue durée et de courte durée dans tous les départements et envisager des solutions flexibles.

Je recommande une approche commune à l'échelle de l'Agence à un niveau supérieur à 40 %.

Des compétences nouvelles pourraient être acquises grâce à des programmes spéciaux.

sélective. Le Secrétariat a mentionné la possibilité d'élargir ces initiatives et a aussi envisagé de perfectionner les compétences du personnel P par voie interne en assouplissant la politique de rotation du personnel, ou éventuellement en recrutant des personnes de plus de 62 ans ou en prolongeant le contrat des fonctionnaires de plus de 62 ans. Dans ce contexte, la politique de rotation du personnel risque de dissuader de nombreux candidats potentiels hautement qualifiés et l'Agence risque de donner l'impression d'être un employeur moins attrayant, notamment pour les personnes promises à un brillant avenir.

161. Je crois comprendre les raisons indiquées ci-dessus pour lesquelles le pourcentage de personnel P ayant des contrats de longue durée est plus élevé dans le Département des garanties. Néanmoins, cette justification vaut aussi pour d'autres départements compte tenu de la complexité de la gestion de leurs projets, du fonctionnement d'instruments et de procédures hautement sophistiqués, des tâches scientifiques et techniques tout à fait particulières, etc. Il faudrait envisager des solutions flexibles pour qu'il ne soit pas nécessaire d'appliquer le principe de la rotation à des fonctionnaires qui font un bon travail. Le but devrait être d'assurer un juste équilibre entre la mémoire institutionnelle et la capacité d'attirer des compétences nouvelles.

162. Je recommande une approche commune à l'échelle de l'Agence à un niveau supérieur à 40 %. Je suis conscient que, dans certains domaines, le Secrétariat doit être en mesure de réagir face à l'évolution des besoins des programmes et des projets scientifiques. En revanche, une attention particulière pourrait être accordée à des spécialités, par exemple dans le Département des garanties. Le Secrétariat devrait progressivement augmenter le pourcentage de fonctionnaires titulaires d'un contrat de longue durée.

163. Le but du Secrétariat, qui est d'acquérir des compétences nouvelles sans perdre la mémoire institutionnelle, pourrait aussi être atteint en employant des jeunes diplômés dans le cadre de programmes spéciaux, indépendamment du système commun des contrats. Je citerai comme exemple de ce qui précède le programme établi dans les laboratoires du Département des sciences et des applications nucléaires de l'Agence à Seibersdorf à l'intention des étudiants de troisième cycle en utilisant des contrats de louage de services.

C.3.5.2.2 Effets de la politique de rotation du personnel sur l'équilibre entre les fonctionnaires des deux sexes

Dans les catégories des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur, le pourcentage de femmes au Secrétariat était de 23 % ; c'est l'un des taux les plus bas des organisations du système des Nations-Unies, quelles qu'elles soient.

164. En 2009, 42 % de la totalité des effectifs à l'Agence étaient des femmes. Dans les catégories des administrateurs et des fonctionnaires de rang supérieur, le pourcentage de femmes au Secrétariat était de 23 % ; c'est l'un des taux les plus bas des organisations du système des Nations-Unies, quelles qu'elles soient. Dans le système des Nations Unies, le pourcentage moyen était d'environ 37 %. Il ressortait d'une enquête réalisée en 2005 auprès du personnel sur l'équilibre entre les fonctionnaires des deux sexes au niveau des administrateurs à l'Agence que la politique de rotation du personnel jouait un rôle non négligeable dans le fait que le taux de femmes dans les catégories mentionnées était toujours faible. On estimait qu'il s'agissait là de l'obstacle le plus important à la possibilité de faire carrière et, dans le même temps, au recrutement et à la fidélisation de femmes très qualifiées.

La rotation du personnel est un handicap pour parvenir à un équilibre entre les fonctionnaires des deux sexes.

165. Je tiens à souligner que la rotation du personnel est aussi un handicap pour parvenir à un équilibre entre les fonctionnaires des deux sexes. Par conséquent, le Secrétariat devrait viser à atteindre l'objectif de taux moyen de femmes à l'ONU (37 %) comme étant un taux minimum, lors de la réévaluation de la politique de rotation du personnel.

C.3.5.2.3 Système d'examen du comportement professionnel

Les gestionnaires considèrent souvent la rotation du personnel comme un instrument permettant de se séparer des fonctionnaires dont la performance est insuffisante.

166. À l'heure actuelle, un pourcentage élevé de fonctionnaires de la catégorie des administrateurs titulaires d'un contrat à durée déterminée restent à l'Agence pendant sept ans. Les gestionnaires considèrent la rotation du personnel comme un instrument permettant de se séparer des fonctionnaires dont la performance est insuffisante sans avoir de confrontation personnelle dans le cadre de la procédure d'évaluation.

On n'a pas besoin de la rotation du personnel pour se débarrasser des fonctionnaires dont la performance est insuffisante..

167. L'une des raisons souvent avancées pour justifier la rotation du personnel est le fait de pouvoir se séparer des fonctionnaires dont la performance est insuffisante. À mon avis, la politique de rotation du personnel ne devrait pas être appliquée de cette façon, car elle a des effets négatifs, notamment sur la motivation du personnel. Je suis persuadé qu'il existe des moyens plus appropriés pour se séparer des fonctionnaires dont la performance est insuffisante.

Pendant les engagements à durée déterminée, le Secrétariat a au moins trois occasions de se séparer des fonctionnaires dont la performance est insuffisante.

168. Pendant les engagements à durée déterminée, le Secrétariat a au moins trois occasions de se séparer des fonctionnaires dont la performance est insuffisante, la première étant pendant ou à la fin de la période d'essai d'une année. Les « procédures relatives à l'insuffisance de la performance » pourraient être aussi utilisées à n'importe quel moment. Il est aussi possible de se séparer de ces fonctionnaires à la fin du premier contrat de trois ans et à la fin de la première prolongation de contrat. Les personnes dont le comportement professionnel est non satisfaisant ne devraient pas être gardées plus longtemps qu'il n'est nécessaire.

Comme préalable, il faut réexaminer l'application du système actuel d'examen du comportement professionnel..

169. Pour ce faire, il est indispensable d'avoir un système d'examen du comportement professionnel qui soit efficace, crédible et juste, un système probatoire et des procédures applicables en cas de comportement professionnel non satisfaisant. Le Secrétariat a indiqué que le système actuel répond à ces exigences ; les gestionnaires devraient donc être censés en faire valoir en amont.

C.3.5.2.4 Établissement de rapports et coûts afférents à la rotation du personnel

Il n'y a pas de transparence s'agissant de ce qu'il faut faire pour appliquer la politique de rotation du personnel.

170. Le Secrétariat n'établit pas de rapports périodiques sur l'application de la politique de rotation du personnel, par exemple le nombre de fonctionnaires qui ont quitté l'Agence et de personnes qui ont été recrutées chaque année. L'absence de rapport signifie en outre qu'on ignore les coûts et les avantages afférents à la rotation du personnel. Outre les coûts financiers directs (voyage, déménagement, primes de rapatriement, etc.), la rotation du personnel a aussi un impact considérable sur la charge de travail à MTHR. En effet, elle accroît la charge de travail (publication d'avis de vacance de poste, dispositions concernant les voyages, recrutement, versement des primes aux fonctionnaires, la formation et perfectionnement du personnel), et elle nécessite plus de personnel, notamment à MTHR. La gestion des

Le Secrétariat devrait faire rapport aux gouvernements tous les deux ans sur l'application de la politique de rotation du personnel.

départements techniques est également concernée compte tenu du grand nombre d'activités liées au recrutement (par exemple, entrevues).

171. Je constate qu'il y a un manque de transparence en ce qui concerne l'application de la politique de rotation du personnel et les coûts y afférents. Pour y remédier, je recommande que le Secrétariat fasse rapport tous les deux ans aux États Membres sur cette question. Le rapport devrait contenir les principaux chiffres concernant la rotation du personnel, par exemple le nombre de fonctionnaires qui ont quitté l'Agence et de personnes qui ont été recrutées chaque année, le nombre de contrats à durée déterminée qui sont devenus des contrats de longue durée et le pourcentage de fonctionnaires titulaires d'un contrat de longue durée, par département. Le rapport devrait aussi indiquer les coûts afférents à l'évaluation et au recrutement des fonctionnaires titulaires d'un contrat à durée déterminée, les primes de cessation de service et de rapatriement des fonctionnaires titulaires d'un contrat à durée déterminée, les frais de justice, la dotation en personnel de MTHR et les coûts de formation et de perfectionnement du personnel.

C.4. Sécurité nucléaire

C.4.1. Introduction

En 2009, mes collaborateurs ont effectué une mission sur le terrain liée à des projets sur la sécurité nucléaire dans quatre pays africains.

Buts des projets

La mise en œuvre, prévue pour une durée de 15 mois, a été prolongée jusqu'en décembre 2008. À l'été 2009, seul un portique de détection des rayonnements avait été installé avec succès.

172. En juillet et août 2009, mes collaborateurs se sont rendus dans quatre pays africains pouvant bénéficier d'un appui dans le cadre de l'accord de contribution de la Communauté européenne avec l'AIEA, signé le 22 décembre 2006. L'UE appuie les activités de l'AIEA dans les domaines de la sécurité et de la vérification nucléaires ainsi que dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie de l'UE contre la prolifération des armes de destruction massive.

173. Les résultats pour le Projet 3, exécuté au titre de l'accord susmentionné et intitulé « Renforcement des capacités des États en matière de détection du trafic et de lutte contre le phénomène » étaient les suivants :

- meilleure connaissance du contexte dans lequel s'inscrit le trafic illicite de matières nucléaires
- mise en place, grâce à l'aide d'experts, de cadres nationaux permettant de lutter contre le trafic illicite et d'améliorer la coordination nationale du contrôle des mouvements transfrontières de matières nucléaires ainsi que d'équipements et de technologies nucléaires sensibles
- modernisation de l'équipement de surveillance des frontières à des points de passage frontaliers choisis
- mise en place d'une formation destinée au personnel des services de répression.

174. La phase de mise en œuvre de l'accord de contribution a démarré le 1^{er} février 2007. Avec une phase d'évaluation, la période de mise en œuvre devait durer 15 mois, c'est-à-dire que le projet devait prendre fin au plus tard le 30 avril 2008. Elle a été prolongée jusqu'à fin décembre 2008. Au cours des visites sur place effectuées pendant l'été 2009, mes collaborateurs ont constaté qu'un portique de détection des rayonnements n'avait été installé avec succès que dans un seul des quatre pays.

C.4.2. Appui et problèmes techniques

L'absence de coopération entre les autorités responsables locales a conduit à des défaillances car le personnel local n'avait été intégré à aucun processus coordonné d'appui et de formation.

Des problèmes techniques tels que l'absence de protection arrière et de fausses mesures ont été relevés. Les responsabilités et la coopération des autorités locales devraient être clarifiées avant la mise en service d'un portique de détection des rayonnements.

175. Ce portique de détection des rayonnements a été mis en service deux mois avant la visite sur place. Après son installation et son lancement dans un entrepôt de l'aéroport, le personnel local chargé d'en assurer le fonctionnement n'a été intégré à aucun processus coordonné d'appui et de formation. Cette situation s'expliquait par l'absence de coopération entre les autorités responsables locales et était contraire à la recommandation formulée dans le concept d'opération établi par l'AIEA. L'exploitation d'un appareil aussi technique, coûteux et sensible peut être plus difficile du fait que plusieurs autorités ont différentes responsabilités à l'intérieur et autour de l'installation, et aucune d'entre elles ne s'estime en mesure de gérer l'installation seule.

176. Mes collaborateurs ont également relevé deux problèmes techniques :
- Contrairement aux recommandations du rapport d'essai de réception de l'AIEA, le portique n'a pas été protégé à l'arrière contre les dommages éventuels d'articles entreposés directement à proximité.

– Les mesures étaient fausses lorsque la lumière de l'entrepôt était allumée.

Je recommande de clarifier par écrit les responsabilités et la coopération des autorités locales avant la mise en service d'un portique de détection des rayonnements. Je recommande également que le Secrétariat établisse un projet de modèle d'accord à cette fin.

C.4.3. Changement d'emplacement

Dans un cas, il a fallu changer l'emplacement initialement prévu pour l'installation d'un portique, ce qui a entraîné des retards.

177. Dans le projet suivant, mes collaborateurs ont appris qu'il avait fallu changer l'emplacement initialement choisi pour un portique, ce qui avait retardé son installation. Un nouveau bâtiment du service des douanes avait été construit à proximité immédiate de cet emplacement. Le détecteur à rayons X du service des douanes, installé dans le bâtiment, empêchait le fonctionnement sans interférence du portique. Ainsi, il a fallu réaménager l'emplacement pour penser à ériger de nouvelles clôtures pour empêcher les véhicules de dépasser l'installation sans être contrôlés. Ces clôtures n'ont pas encore été construites.

Lorsque de tels retards surviennent, en particulier dans le cadre d'un changement d'emplacement, il faudrait envisager de reporter la livraison du matériel. Je recommande, avant d'installer un portique de détection des rayonnements, d'achever la préparation du site pour la fonctionnalité prévue.

C.4.4. Réaménagement

Sur un autre site, il a fallu réaménager l'emplacement du portique, ce qui a entraîné certains problèmes. La question de la protection physique contre le vol et le vandalisme n'a pas été réglée non plus.

178. Un réaménagement s'est avéré nécessaire sur un autre site, avec plusieurs lignes ferroviaires et deux gares où était initialement prévu d'installer deux portiques (un dans chaque direction), près d'une gare. Plus tard, il a été décidé d'installer un appareil à chaque gare. Cela a entraîné des difficultés d'installation que l'AIEA était en train de régler avec le vendeur et les contreparties locales. La question de la protection physique contre le vol et le vandalisme n'a été réglée dans aucun des deux emplacements. En outre, il n'y avait aucune alimentation électrique.

Je recommande, avant d'installer un portique, d'assurer l'alimentation électrique et la protection contre le vol ou le vandalisme.

C.4.5. Évaluation des risques concernant la protection physique

L'évaluation des risques concernant la protection physique n'a abouti à aucune disposition précise sur aucun site.

179. Une évaluation des risques concernant la protection physique a été menée pour ces projets à partir d'un questionnaire sur le choix des sites, mais elle n'a abouti à aucune disposition précise sur aucun site. Une évaluation des risques plus large, couvrant les dommages physiques les plus divers possibles, n'a pas encore été achevée. Par conséquent, il faut considérer davantage les critères utilisés et les conséquences tirées de l'évaluation des risques. Ces aspects doivent être pris en compte dans le document n°1 de la collection Sécurité nucléaire, actuellement en cours de révision.

La livraison du matériel devrait être adaptée à l'avancement du projet.

180. L'avancement d'un projet peut être influencé par divers événements qui exigent des ajustements de calendrier. Tout particulièrement, la livraison du matériel devrait être adaptée à l'avancement du projet. Si le matériel est livré trop tôt par exemple, cela peut entraîner de longues périodes d'entreposage et des risques (coûts d'entreposage, risque de vol ou de dommages, perte de valeur, etc.).

C.5. Coopération technique

C.5.1. Coopération dans le cadre du processus du PNUAD

Le Secrétariat n'a pas apporté d'améliorations significatives à la coopération avec les autres organismes des Nations Unies ces dernières années.

181. Dans les rapports que j'ai présentés depuis 2004, et dans de nombreuses notes de gestion sur les missions de terrain, j'ai à plusieurs reprises indiqué que la coopération et l'échange d'informations avec les organismes compétents concernant les projets de l'Agence dans les domaines correspondants étaient importants et que des arrangements et des mesures appropriés devaient être mis en place à cette fin.

Le Secrétariat n'a pas utilisé toutes ses possibilités pour parvenir à un niveau de coopération satisfaisant.

182. Les vérifications des années passées montrent que le Secrétariat n'a pas utilisé toutes ses possibilités pour parvenir à un niveau de coopération satisfaisant. En outre, les constatations respectives formulées à l'issue des missions sur le terrain de 2008 et 2009 ont étayé ma conclusion. De manière générale, ce n'est que dans quelques domaines que l'on a pu relever des améliorations essentielles, comme le partenariat avec l'OMS dans le cadre du « Programme commun de lutte contre le cancer », établi en mars 2009. J'apprécie les efforts modestes déployés par le Secrétariat, mais ces mesures ne peuvent être que les prémices d'un processus de développement permanent.

Sans représentant sur le terrain, l'Agence doit s'appuyer sur les informations et l'assistance fournies par des tiers.

183. À la différence des autres organismes de coopération technique, l'Agence n'a pas les ressources nécessaires pour avoir des représentants sur le terrain dans les pays bénéficiaires. Elle doit s'appuyer sur les informations et l'assistance fournies par des tiers. Pour faire face à cette situation plutôt inhabituelle, le Secrétariat coopère avec des responsables des pays bénéficiaires.

Les agents de liaison nationaux, qui jouent un rôle crucial dans la mise en œuvre des projets, sont des responsables des pays bénéficiaires.

184. Les points de contact pour les activités locales de l'Agence dans les pays bénéficiaires sont les agents de liaison nationaux, qui jouent un rôle crucial dans la mise en œuvre des projets. Cependant, ils sont avant tout des représentants de leur État Membre et, jusque-là, ne sont pas toujours des intermédiaires appropriés entre l'Agence et le pays bénéficiaire en tant que partenaire dans la mise en œuvre du projet. Leurs rôles et responsabilités n'avaient pas été définis auparavant, mais en février 2008, le Secrétariat a publié un document intitulé « Rôles et responsabilités de l'agent de liaison national ».

De nombreux rapports d'étape sur les projets n'ont pas été communiqués comme demandé.

La non communication de certains rapports d'étape est un vieux problème qui ne peut être réglé grâce aux nouvelles possibilités offertes par le cadre de gestion du cycle de programme.

La non communication des rapports d'étape sur les projets devrait avoir des conséquences pour les États Membres.

Les vérificateurs internes et externes ont souvent des difficultés pour identifier une contrepartie pour les aider dans les missions sur le terrain.

Les accords de projets de l'Agence doivent comporter une clause de coopération.

Le fait que l'Agence ne soit pas présente sur le terrain nécessite des solutions intelligentes.

L'Agence ne participe que très peu au cadre de coopération de l'ONU.

185. De nombreux rapports d'étape sur les projets n'étaient pas disponibles à l'Agence parce qu'ils n'avaient pas été communiqués comme demandé dans les lignes directrices. L'Agence n'a donc pas pu suivre suffisamment les projets. Des indicateurs clefs n'ont été définis que dans certains projets.

186. Dans mon rapport de 2005, j'ai déjà fait état du problème de la non communication de tous les rapports d'étape. J'avais recommandé que l'Agence veille à ce qu'ils soient tous élaborés en temps voulu et que des mesures soient prises en cas de non-respect. Les missions menées sur le terrain en 2008 et 2009 ont corroboré cette constatation, même si en 2006, le Secrétariat a indiqué que le Cadre de gestion du cycle de programme (CGCP) rendrait plus efficace le suivi des résultats. Enfin, en janvier 2010, le Secrétariat a indiqué qu'en août 2009, l'application du nouveau CGCP avait été lancée et avait facilité la communication, par les contreparties, de rapports d'étape sur les projets en vertu de leurs obligations.

187. Il me paraît extrêmement important que le Secrétariat exerce toute son influence pour veiller à ce que les rapports d'étape sur les projets soient communiqués régulièrement et que les indicateurs clefs des projets soient définis. Lorsqu'un État Membre n'honore pas ses obligations, il faudrait les lui rappeler fermement par écrit. S'il n'y a aucune amélioration, d'autres mesures devraient être envisagées.

188. En outre, les vérificateurs internes et externes n'ont pas de contrepartie pour les aider dans les missions sur le terrain, ni de bureaux ou de matériel sur place. Les États Membres ne voient pas toujours qu'ils sont tenus de fournir une assistance pour les vérifications prévues et les missions d'évaluation que mènent les vérificateurs intérieurs et extérieurs. Il est parfois difficile d'obtenir une réponse des États Membres pour une visite annoncée.

189. J'ai déjà soulevé ce problème dans mon rapport de 2007. J'avais alors recommandé que les accords de projets de l'Agence comportent une clause demandant aux États Membres de coopérer avec l'Agence dans ce domaine. Il n'y a eu aucun changement notable de procédure depuis lors. Les difficultés rencontrées dans l'organisation des missions sur le terrain en 2008 et 2009 étayaient ma conclusion. Par ailleurs, la visibilité des activités de l'Agence est nulle et son personnel est inconnu des autres organismes œuvrant dans des domaines connexes.

190. Étant donné que l'Agence n'a pas de représentants sur le terrain et ne reçoit pas d'informations suffisantes et fiables du terrain, ni des agents de liaison nationaux ou à travers des rapports d'étape appropriés sur les projets, j'estime qu'il est indispensable de trouver des méthodes intelligentes pour assurer une gestion efficace des projets. La principale méthode pour y parvenir serait de collaborer étroitement avec le coordonnateur de l'ONU, en tant que représentant officiel de tous les organismes non résidents dans chaque pays.

191. Je suis conscient que le succès d'un projet dépend considérablement de la coopération fructueuse entre l'Agence et l'État Membre bénéficiaire, en tant que partenaire de la mise en œuvre. Néanmoins, un autre excellent moyen de faire face au problème de coopération de l'Agence serait de recourir au processus du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD), conçu pour promouvoir la cohérence des programmes des Nations Unies. Toutefois, l'Agence ne participe que très peu aux processus du PNUAD. Fin 2008, elle n'avait participé qu'à trois processus du PNUAD sur plus d'une centaine dans le monde ; l'an dernier,

L'absence de représentation sur le terrain et l'insuffisance de renseignements communiqués exigent une participation au PNUAD. Je doute que le Secrétariat ait conscience de cette nécessité.

Le Secrétariat devrait chercher à coopérer avec le PNUAD chaque fois que cela est raisonnable.

quatre documents supplémentaires ont été signés et il manque encore une signature. Le Secrétariat participe actuellement à 19 autres processus du PNUAD.

192. J'avais déjà soulevé ce problème dans mon rapport de 2005 et les suivants et encouragé le Secrétariat à faire siens les objectifs du PNUAD si cela est raisonnablement possible, c'est-à-dire dans les domaines où l'Agence n'a pas de mandat de premier plan, ce qui est le cas pour les deux tiers du programme actuel de CT. Le Secrétariat a déclaré qu'une participation active au processus du PNUAD faciliterait considérablement la réalisation de cet objectif. Malgré cette déclaration, j'ai trouvé décevant qu'un document relatif à la politique de partenariat et de mobilisation de ressources (SEC/DIR/88), publié par le Secrétariat le 9 février 2010, n'ait même pas mentionné l'existence d'un processus du PNUAD.

193. Je prie instamment l'Agence de collaborer avec d'autres partenaires et je considère qu'il est de la plus haute importance que le Secrétariat cherche dès maintenant à participer au processus du PNUAD. Je salue les efforts de l'Agence visant à introduire cette approche et recommande d'accroître encore la participation au PNUAD. Ce processus permet non seulement une coopération efficace dans l'intérêt de l'État bénéficiaire mais aussi accroît la visibilité des efforts de l'Agence en matière de CT, lesquels ne sont pas très connus des organismes intervenant dans ce domaine. Je continuerai à suivre cette question très attentivement.

C.5.2. Autres constatations récurrentes

Il faudrait sensibiliser aux droits de protection des nouvelles variétés mutantes.

Le Secrétariat devrait chercher à collaborer avec l'OMPI/UPOV pour connaître des options possibles.

Pour les parties prenantes aux projets de CT, les règles à appliquer ne sont pas claires.

Le glossaire de la CT est incomplet.

194. Un autre problème que j'ai soulevé à plusieurs reprises dans mes rapports précédents concerne la protection de la propriété intellectuelle de l'Agence. Les projets relatifs à la sélection par mutation ont débouché sur des variétés mutantes commercialisables. Ni le Secrétariat ni les établissements de contrepartie impliqués, dans leur majorité, n'ont pris de mesures pour protéger les droits de propriété intellectuelle. J'avais aussi signalé ce problème dans mes rapports précédents et ma note de gestion sur les questions liées à l'Accord régional de coopération pour l'Afrique sur la recherche, le développement et la formation dans le domaine de la science et de la technologie nucléaires (AFRA).

195. J'encourage le Secrétariat à examiner les risques et les potentialités des nouvelles variétés végétales mises au point. Il devrait donc chercher à collaborer avec l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) et/ou l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales pour étudier les arrangements possibles. Le Secrétariat a noté que les droits de propriété intellectuelle relatifs aux mutants devaient être protégés.

196. Le manuel de coopération technique pour les projets ordinaires de CT est dépassé depuis 2007 et est actuellement en cours de révision. Les lignes directrices relatives à la planification et à la conception des projets de coopération technique de l'AIEA sont également dépassées mais donnent encore des informations fondamentales et précieuses quant à la conception des projets et à la planification des travaux. Le manuel de CT et les lignes directrices devraient être révisés et complétés avec des outils, des techniques et les meilleures pratiques de gestion des projets de CT. Le Secrétariat a déclaré que ces deux documents en sont au stade final de la révision.

197. En tant qu'instrument de base indispensable à une bonne compréhension, le glossaire de la CT ne définit que quelques-uns des termes

Les projets de CT qui durent plus longtemps que prévu devraient être généralement considérés comme clos.

spécifiques utilisés dans les accords régionaux. Le Secrétariat devrait envisager de l'étoffer, en définissant clairement les rôles respectifs des parties à ces accords et aux projets de CT. Le Secrétariat a indiqué que le glossaire de la CT, dans le cadre de la mise à jour du manuel de CT, inclurait la terminologie relative à tous les projets de CT.

198. De nombreux projets de CT durent plus longtemps que prévu. D'après le manuel de CT, il peut être recommandé de clore prématurément ou d'annuler un projet. Aucun projet de l'Accord régional de coopération sur le développement, la recherche et la formation dans le domaine de la science et de la technologie nucléaires (RCA) n'a été clos récemment pour ce motif. Le Secrétariat devrait stipuler que les projets qui durent plus longtemps que prévu devraient généralement être considérés comme clos en s'appuyant sur des critères concrets. Il a déclaré qu'un système de suivi a été mis en place. Nous étudierons cette question dans nos futures vérifications.

Des insuffisances précédemment détectées ont encore été constatées.

199. Mes collaborateurs ont encore constaté des insuffisances dont j'avais déjà parlé dans mes précédents rapports :

- les insuffisances du flux de l'information aux établissements de contreparties pertinents
- les fluctuations du personnel qualifié mis à disposition par les pays bénéficiaires.

C.5.3. Questions générales concernant la mission sur le terrain sur les projets de CT RCA

Mes collaborateurs ont effectué une mission sur le terrain dans trois pays bénéficiaires du RCA.

200. En août-septembre 2009, mes collaborateurs ont effectué une mission sur le terrain dans trois pays asiatiques bénéficiaires afin d'examiner sur place la mise en œuvre par le Secrétariat de projets régionaux de CT dans le cadre du RCA.

Le RCA est un accord intergouvernemental autonome appuyé par l'Agence. Il vise essentiellement à promouvoir l'autonomie entre les États Membres. L'Agence n'est pas partie à cet accord.

201. Le RCA, accord intergouvernemental de la région Asie et Pacifique, a été établi en 1972 sous les auspices de l'AIEA. La République de Corée accueille le Bureau régional du RCA, situé à Taejon. Dix-sept États Membres de la région Asie et Pacifique sont actuellement signataires de cet accord. Le RCA dispose de ses propres mécanismes de gestion. L'AIEA n'est pas partie au RCA mais contribue à la fourniture de services de secrétariat ainsi qu'à l'exécution et au financement des projets RCA.

Pour les projets RCA, les procédures de cet accord et de l'Agence s'appliquent.

202. L'Agence exécute les projets régionaux en tant que projets régionaux « ordinaires » ou des projets régionaux RCA. Pour la mise en œuvre des projets RCA, les procédures du RCA et de l'Agence s'appliquent. Les principaux objectifs du RCA sont d'évoluer vers l'autonomie régionale et d'exploiter au maximum les infrastructures et les compétences disponibles en Asie à l'aide de la méthode de « coopération technique entre pays en développement ». À cette fin, les unités de ressources régionales ont été établies dans le cadre du RCA.

C.5.4. Constatations ayant trait au RCA

Les constatations faites dans trois États Membres parties au RCA sont aussi généralement pertinentes.

203. Les principales constatations et recommandations sont présentées dans le présent chapitre. Elles ne concernent pas uniquement le RCA mais sont aussi pertinentes pour les projets de CT en général.

| | |
|---|--|
| <p>La mise en œuvre était similaire pour les projets RCA et les projets régionaux « ordinaires ». Les établissements de contreparties ignoraient souvent les différences entre les projets RCA et les autres projets régionaux.</p> | <p>204. Mes collaborateurs n'ont pas trouvé de différence notable entre la mise en œuvre des projets RCA et des projets régionaux « ordinaires ». Plusieurs coordonnateurs nationaux de projets dans les pays parties au RCA visités avaient des difficultés à reconnaître la différence de nature entre ces deux catégories de projets. Les établissements de contrepartie ignoraient généralement les conditions spéciales et les restrictions liées à la fourniture d'appui dans le cadre des projets RCA. Mes collaborateurs avaient fait des constatations similaires l'an dernier au cours de leur vérification dans les États parties à l'AFRA.</p> |
| <p>Les établissements de contreparties se sentaient mal à l'aise en raison du manque d'information sur les fonds disponibles.</p> | <p>205. Dans certains cas, les établissements de contrepartie se sentaient mal à l'aise car ils n'étaient pas certains des montants dont ils disposaient sur les budgets des projets. Mes collaborateurs avaient fait des constatations similaires l'an dernier au cours de leur vérification dans les États Membres parties à l'AFRA.</p> |
| <p>La coopération entre les quatre accords régionaux en place doit être intensifiée.</p> | <p>206. Aux fins de la coopération dans le domaine de la science et de la technologie nucléaires, quatre accords régionaux ont été établis. Le « Forum quadripartite » devrait être une plate-forme d'échange d'informations sur les questions relatives aux accords régionaux. Les parties au RCA ont finalement mis fin à leur participation à ce forum, estimant qu'elle ne leur apportait aucun avantage.</p> |
| <p>Je recommande vivement que le Secrétariat redouble d'efforts pour intensifier la coopération entre les accords régionaux.</p> | <p>207. J'estime que le « Forum quadripartite » constitue une excellente plate-forme pour l'échange d'informations. Je recommande donc vivement que le Secrétariat redouble d'efforts pour intensifier la coopération entre les accords régionaux afin que tous les participants puissent en tirer profit. Le Secrétariat a déclaré qu'il avait été décidé d'adopter une approche proactive pour l'organisation de ce forum à partir de 2010.</p> |
| <p>Les projets RCA vérifiés couvrent essentiellement le même domaine. Les projets se poursuivent après les délais prévus.</p> | <p>208. Certains projets RCA vérifiés couvrent essentiellement le même domaine que celui qui avait déjà reçu auparavant un appui financier. À mon avis, les projets de CT, une fois approuvés, ne donnent pas droit à un appui continu sous la forme de nouveaux projets, même s'ils n'ont pas été achevés dans les délais prévus. J'ai déjà soulevé ce problème dans mes rapports précédents.</p> |
| <p>L'appui de la CT devrait avoir des objectifs clairement définis et réalisables.</p> | <p>209. Le Secrétariat a convenu que l'appui de la CT devait avoir des objectifs clairement définis et réalisables. Il a en outre souligné qu'une approche exhaustive et transparente était actuellement suivie dans le cadre du CGCP.</p> |
| <p>Une approche exhaustive et transparente devrait être suivie.</p> | <p>210. Les vérifications des années passées montrent qu'il est encore possible d'apporter des améliorations et le Secrétariat devrait mettre tout en œuvre pour améliorer son approche à cet égard. Il devrait également veiller à ce que la planification financière corresponde au contenu des projets.</p> |
| <p>L'utilisation des unités de ressources régionales doit être améliorée.</p> | <p>211. Le concept d'unités de ressources régionales était en principe reconnu mais sa mise en application a souvent été entravée par l'insuffisance d'informations. Les établissements de contreparties ne connaissaient pas tous les informations relatives aux unités de ressources régionales existantes ni la manière d'utiliser leurs compétences.</p> |
| <p>Le Secrétariat a conçu une nouvelle base de données pour fournir des informations aux parties concernées.</p> | <p>212. Mes collaborateurs ont déjà soulevé un problème similaire dans notre vérification relative à l'AFRA l'an dernier. Les détails d'utilisation devraient être établis et mis à la disposition des représentants nationaux RCA pour diffusion ultérieure aux coordonnateurs nationaux de projets concernés. Le Secrétariat a déclaré qu'une nouvelle base de données est maintenant mise au point.</p> |

| | |
|---|---|
| Les « lignes directrices et règles d'application pour le programme RCA » sont difficiles à comprendre. | 213. Les équipes nationales de projet ont grandement apprécié les « lignes directrices et règles d'application pour le programme RCA » mais ont estimé qu'elles devaient être simplifiées. Je recommande de réviser ce document pour prendre en compte les règles relatives aux projets ordinaires régionaux de CT, car les équipes nationales de projet y participent également. |
| Une meilleure connaissance de la gestion des projets augmenterait l'efficacité des projets RCA. | 214. Une bonne compréhension des normes de gestion de projets permettra au personnel de projets de donner des avis éclairés. Je recommande vivement que le Secrétariat veille à ce que les connaissances appropriées en matière de gestion de projets soient disponibles avant l'approbation d'un projet. |
| Les utilisateurs ne bénéficient pas pleinement du CGCP en raison du manque d'informations. Il n'y a aucun organisme représentatif pour faire connaître leurs besoins. | 215. Les utilisateurs des projets RCA ne peuvent pas encore pleinement bénéficier du CGCP en raison du manque d'informations adéquates. Il n'existe aucune institution les représentant. Le Secrétariat devrait envisager de regrouper l'aide en ligne et d'autres documents du CGCP dans un manuel de l'utilisateur accessible sur le site Web du CGCP. La responsabilité relative aux besoins des utilisateurs devrait être assumée par une institution les représentant. En attendant, le Secrétariat a annoncé qu'un manuel de l'utilisateur consolidé serait mis à la disposition des États Membres au cours du deuxième trimestre 2010. |
| Dans de nombreux projets, l'estimation de la durée n'est ni fixe ni fiable. | 216. La durée des projets a souvent été prolongée du fait d'estimations irréalistes, de normes différentes, de la définition incomplète des besoins et de l'insuffisance des capacités d'exécution. Le Secrétariat devrait insister sur la nécessité d'une planification réaliste et plus détaillée de tous les aspects de la mise en œuvre du projet. Les responsabilités des États Membres dans le cadre de leur participation devraient être clairement définies avant l'approbation d'un projet. |
| Les plans de travail ne sont que partiellement comparables. | 217. La structure des plans de travail nationaux varie selon les pays. Il n'existe pas de modèle de plan de travail obligatoire pour tous les États Membres. J'estime qu'il est nécessaire de mettre au point un tel modèle, en tenant compte des meilleures pratiques en matière de normes de gestion des projets. Le plan de travail régional et national d'un État Membre devrait figurer dans le CGCP en tant que plan de travail exhaustif donnant un aperçu clair pour les parties prenantes à tout moment. |

C.6. Technologie de l'information

| | |
|--|--|
| Mes collaborateurs et moi avons continué à examiner les services de TI de l'Agence. Les résultats sont présentés ci-après. | 218. Comme indiqué dans mes rapports des années passées, j'ai continué à examiner la gestion de la TI par l'Agence. J'apprécie le fait que le Secrétariat ait continué à appliquer nombre de mes recommandations. Certains aspects doivent encore être mis en œuvre. Mes collaborateurs ont fait le point des questions encore en suspens dans une note de gestion. Je présente les principaux contenus de ce rapport dans la mesure où les faits ont été clarifiés avec le Secrétariat. |
|--|--|

C.6.1. Évaluations de la sécurité des systèmes de TI et tests d'intrusion et de vulnérabilité

| | |
|--|---|
| Le Secrétariat a dépensé un demi-million de dollars des États-Unis pour des évaluations de la sécurité des systèmes de TI. | 219. Ces six dernières années, le Secrétariat a engagé comme sous-traitant, à quatre reprises, une entreprise spécialisée dans les évaluations de la sécurité des systèmes de TI et dans les tests d'intrusion et de vulnérabilité. L'ensemble de ces contrats a coûté environ un demi-million de dollars des États-Unis. |
|--|---|

Les rapports contenaient des questions similaires et des recommandations récurrentes.

Le sous-traitant a indiqué que la plupart des recommandations avaient été formulées auparavant.

Les recommandations acceptées doivent être mises en œuvre.

220. Mes collaborateurs ont noté que chacun des rapports présentés par le sous-traitant abordait de nombreuses questions similaires et répétait des recommandations de même nature. Dans le suivi des recommandations du sous-traitant effectué par le Secrétariat, ces questions étaient pour la plupart notées comme « acceptées », « mises en œuvre » ou « en cours ». Je suis conscient que la mise en œuvre demande parfois du temps. Toutefois, cela n'a aucun sens, à mon avis, de donner plusieurs fois le même mandat à un sous-traitant aussi cher pour aboutir aux mêmes constatations pendant plusieurs années.

221. Dans son rapport de 2009, le sous-traitant lui-même a déclaré : « Il importe de noter que toutes les recommandations de cette année, sauf une, avaient été formulées par le passé, et parfois même à plusieurs reprises ».

222. Bien que les tests d'intrusion périodiques soient utiles pour mesurer le niveau de sécurité des systèmes de TI, les recommandations précédentes devraient être mises en œuvre pour que les prochains tests de ce type puissent confirmer qu'elles ont été appliquées efficacement.

C.6.2. Achats dans le domaine de la TI – ordinateurs de bureau

L'Agence utilise un accord de fourniture de base pour l'achat des ordinateurs de bureau.

Malgré les progrès techniques et la baisse des prix, l'accord de fourniture de base est resté fondamentalement inchangé pendant trois ans.

Dans le cadre de l'accord de base, un ordinateur de bureau coûtait 110 euros de plus que le prix offert par un vendeur en ligne.

Même avec une garantie plus longue, on aurait pu économiser environ 100 000 euros au cours des trois dernières années.

223. Mes collaborateurs ont vérifié l'achat d'ordinateurs de bureau au titre d'un accord de fourniture de base passé avec une société (Société A). L'accord donne les descriptions techniques d'un ordinateur de bureau standard à l'usage de l'AIEA, une liste d'options, les prix de tous les articles ainsi que des règles concernant le changement des prix et des configurations. L'objectif était d'amender cet accord autant que nécessaire compte tenu de l'évolution du marché de l'informatique.

224. Les configurations et les prix prévus par l'accord de fourniture de base sont restés fondamentalement inchangés pendant trois ans. Toutes les six révisions de cet accord n'ont apporté que des changements mineurs et n'ont tenu compte ni de la baisse des prix sur le marché - qui est d'environ 50 % - ni des améliorations de performance survenues en parallèle.

225. Mes collaborateurs ont comparé les prix à l'aide d'un outil de configuration d'un vendeur en ligne, et constaté qu'il y avait une différence significative de 110 euros pour un ordinateur de bureau standard de même configuration. Dans le cadre d'un accord de fourniture de base et avec l'achat d'environ 750 unités par an, on devrait obtenir des prix encore plus avantageux.

226. Le Secrétariat a déclaré que certains facteurs accessoires, comme une garantie plus longue et un appui au niveau interne, étaient dûment pris en considération. Toutefois, ces services disponibles sur demande entraînent des coûts supplémentaires. Même en tenant compte de ces facteurs, il y a encore une différence significative d'au moins 80 euros par unité aux prix actuels. Pendant les trois années du présent accord de fourniture de base, l'Agence a commandé entre 2 100 et 2 400 ordinateurs. J'estime que si les prix avaient été ajustés régulièrement, les économies possibles seraient voisines de 100 000 euros.

Le Secrétariat était d'accord avec cette observation mais n'a pas encore pris de mesure.

227. Le Secrétariat a convenu que la tarification des articles de TI au titre de l'accord de fourniture de base serait, à l'avenir, examinée deux fois par an. Malheureusement, la dernière révision ne reflète pas encore cela. Toutefois, j'ai noté que le Secrétariat avait maintenant pris des mesures pour y remédier dans un futur proche.

La configuration du modèle standard ne répond pas aux besoins de l'Agence. Les mises à jour ont entraîné des coûts supplémentaires.

228. Une deuxième raison de ces niveaux de prix inutilement élevés est que la « configuration minimale » est dépassée et requiert des mises à jour coûteuses. Il ressort de l'examen de 29 achats effectués en 2009, concernant 409 ordinateurs de bureau que :

- 99,76 % des ordinateurs étaient commandés avec diverses mémoires additionnelles
- 81,66 % des ordinateurs étaient commandés avec différentes mises à jour de processeurs
- un nombre significatif d'ordinateurs étaient commandés avec des mises à jour d'adaptateurs graphiques.

Toutes les mises à jour ont entraîné des coûts supplémentaires. On peut noter, au vu de la proportion croissante de ces mises à jour, que la configuration du modèle standard ne répond pas aux besoins de l'Agence.

Je recommande de réaliser les économies possibles en adaptant la configuration minimale du matériel informatique aux besoins de l'Agence.

229. J'ai déjà recommandé à plusieurs reprises de réaliser les économies possibles en adaptant la configuration standard du matériel aux besoins de l'Agence. Compte tenu des importantes économies possibles, je réitère ma recommandation et j'espère qu'à l'avenir, les accords de fourniture de base tiendront compte de la baisse des prix et de l'amélioration des normes techniques.

C.6.3. Achats dans le domaine de la TI – services relatifs aux imprimantes

Le fournisseur était chargé du déballage des imprimantes et de l'installation des pilotes de périphériques locaux.

230. Mes collaborateurs ont relevé un nombre considérable de demandes de services à la société B en 2009. Outre la réparation des imprimantes, le vendeur était également chargé des services simples tels que le déballage, l'installation des pilotes d'imprimantes locales, le remplacement des cartouches d'encre ou le nettoyage des bacs à papier. Ces activités sont des services communs courants fournis généralement par un service d'assistance aux utilisateurs ou d'appui de premier niveau.

Le fournisseur facturait un montant horaire de 70 euros pour des services simples.

231. Le fournisseur facturait presque toutes les demandes de services à 70 euros net de l'heure, sans tarification différenciée appropriée. Ce tarif était bien trop élevé pour les services simples fournis. Ce taux horaire correspondait à la rémunération d'un fonctionnaire de la catégorie des administrateurs.

L'Agence a passé un accord de fourniture de base pour la réparation d'imprimantes hors garantie depuis 2009.

232. Le Secrétariat a déclaré qu'un accord de fourniture de base avait été passé en avril 2009 pour la réparation d'imprimantes HP avec la société C. Depuis lors, le service de réparation est assuré par le vendeur si l'imprimante est sous garantie et par la société C, au titre de l'accord de fourniture de base, dans le cas contraire.

Le nouveau fournisseur perçoit le même tarif horaire pour tous les services. La tarification n'est pas adaptée à la qualité du service.

233. L'accord de fourniture de base prévoit encore un tarif de 64,34 euros de l'heure, avec une tarification minimale d'une demi-heure. Il n'y a encore aucune distinction entre la nature des travaux et la qualité du service. Je recommande qu'à l'avenir les prix soient fixés en fonction de la qualité du service.

Le personnel d'appui à la TI pourrait effectuer de nombreuses tâches à un coût moins élevé que celui d'un fournisseur.

Il existe un risque pour la sécurité de l'information car le personnel d'appui du vendeur d'imprimantes a des privilèges d'administrateurs.

234. Je recommande également que le Secrétariat ne charge pas le fournisseur de services simples tels que le déballage ou l'installation de pilotes d'imprimantes. Le temps nécessaire au dépannage pourrait être réduit et les coûts moins élevés si les coordonnateurs de la TI ou le personnel du groupe d'assistance en étaient chargés.

235. Dans la réponse que j'ai reçue du Secrétariat, j'ai également appris que le personnel d'appui du vendeur d'imprimantes utilisait des comptes d'utilisateur de domaine de l'Agence avec des privilèges d'administrateurs. Même si ces « privilèges sont très limités et spécialisés », je recommande de limiter autant que possible le risque pour la sécurité de la TI et des informations, en particulier si ce personnel travaille sur des ordinateurs de bureau dans des domaines sensibles.

C.6.4. Responsabilités en matière de sécurité de l'information

J'ai relevé de multiples positions, rôles et groupes ayant des fonctions et des responsabilités en matière de sécurité de l'information à l'Agence.

Leurs fonctions particulières et les interfaces entre eux n'étaient pas clairement définies ; la gestion de la sécurité de l'information n'était donc pas efficace.

J'ai proposé de clarifier les rôles et les responsabilités.

Le Secrétariat a approuvé ma recommandation et élaboré un plan d'amélioration.

Je recommande de renforcer les efforts constatés. Pour répondre aux exigences de normes de gestion adéquates et assurer la sécurité de l'information de l'Agence dans le futur, il faut mettre en œuvre un système de gestion de la

236. Dans mon examen de la sécurité de l'information de l'Agence, j'ai relevé de multiples positions, rôles et groupes ayant des fonctions et responsabilités en la matière comme le responsable de l'information, le Directeur de la Division de la technologie de l'information, le responsable de la sécurité des informations de l'Agence, le Directeur de la Division de la gestion des informations, le Coordonnateur central pour la sécurité, le responsable de la classification de l'Agence, le Comité de la technologie de l'information (CTI) et le groupe d'orientation de la politique de sécurité des informations.

237. D'une part, je me réjouis de la prise de conscience accrue évidente de la question de la sécurité de l'information à l'Agence. D'autre part, de nombreuses parties chargées de gérer et d'appliquer la sécurité de l'information ne garantissent pas un niveau de sécurité élevé. Étant donné que les fonctions particulières et les interfaces liées entre elles n'étaient pas clairement définies, la probabilité de chevauchement de fonctions ou de lacunes dans les responsabilités était élevée. Je dois ajouter que la sécurité de l'information à l'Agence n'est pas gérée efficacement et n'a pas produit le résultat souhaité.

238. J'ai proposé de gérer les questions de sécurité de l'information sans ambiguïté et de manière cohérente et encouragé le Secrétariat à clarifier les rôles et les responsabilités en la matière.

239. Le Secrétariat a approuvé ma recommandation et mis au point un plan d'amélioration de la politique de sécurité de l'information comme première étape de l'amélioration des politiques correspondantes. Pour l'avenir, ce plan indique qu'il est recommandé de revoir entièrement la politique à l'aide de la norme ISO 27002 relative aux politiques de sécurité. Il a été présenté par le responsable de l'information au Comité de coordination des programmes et sera diffusé comme document SEC/DIR dans un futur proche.

240. Je recommande de renforcer les efforts positifs accomplis pour clarifier les rôles et les responsabilités dans le domaine de la sécurité de l'information. J'appuie l'idée de la direction de revoir entièrement la politique. Afin de parvenir à un niveau de sécurité de l'information adéquat, le Secrétariat doit veiller à la mise en œuvre efficace d'un système de gestion de la sécurité de l'information basé sur les normes internationales ISO 27001 et 27002. Cette tâche doit être accomplie par un fonctionnaire responsable à l'échelle de l'Agence, qui doit être désigné et doté de ressources sans ambiguïté. À cet égard, je souhaite rappeler au Secrétariat mes recommandations concernant la

sécurité de l'information.

gouvernance de la TI, et en particulier sur le rôle du responsable de l'information.

C.6.5. Sources d'informations scientifiques et techniques

L'Agence exploite plus de 200 sources d'informations scientifiques et techniques.

241. L'Agence exploite plus de 200 sources d'informations scientifiques et techniques telles que des bases de données, des applications et d'autres supports informatiques de collecte d'informations. Le nombre exact de ces sources à usage interne et externe n'a pu être déterminé car la documentation nécessaire n'était pas disponible.

Différentes approches et technologies ont été utilisées.

242. Ces sources d'informations ont généralement été mises au point par le personnel des domaines fonctionnels de l'Agence chargés de leurs contenus respectifs. De nombreuses approches et technologies différentes ont été utilisées pour exécuter les fonctions requises en mettant l'accent sur le contenu.

Il n'existait aucune ligne directrice contraignante à l'échelle de l'Agence concernant la mise au point et l'exploitation de sources d'informations scientifiques et techniques.

243. Il n'existait aucune ligne directrice contraignante à l'échelle de l'Agence concernant la mise au point et l'exploitation de sources d'informations scientifiques et techniques, tant sur leurs aspects techniques, comme les codes de logiciel, que sur les aspects de leur contenu comme la qualité, la cohérence et la redondance des données. Par conséquent, il existe diverses sources d'informations non coordonnées, en partie redondantes et de qualité douteuse.

Des initiatives ont été prises ces dernières années pour harmoniser ou intégrer ces sources d'informations ; toutefois, la situation reste décevante.

244. Même si des initiatives ont été prises ces dernières années pour harmoniser ou intégrer ces sources d'informations comme le projet de rationalisation des bases de données de l'AIEA, la mise en œuvre du portail Nucleus en tant que point d'accès commun aux sources d'informations scientifiques, techniques et réglementaires de l'AIEA ou la création du groupe de direction Nucleus, la situation actuelle reste décevante. Un certain nombre de mesures destinées à y remédier, qui ont été initialement demandées par le Comité de coordination des programmes (CCP) et planifiées par la direction, sont restées en suspens depuis des années.

Je salue les mesures prises pour harmoniser ou intégrer les bases de données scientifiques et techniques. Je recommande d'exécuter les mesures nécessaires pour parvenir à une situation satisfaisante pour les utilisateurs internes et externes.

245. Je salue les mesures positives déjà prises pour harmoniser ou intégrer les bases de données scientifiques et techniques au sein de l'Agence. Je pense que la qualité du contenu et la manière de présenter certaines informations scientifiques et techniques sont - en tant que compétence essentielle et caractéristique même de l'Agence - importantes pour sa réputation et son image dans le monde des experts internationaux et fondamentales pour ses propres travaux. Je recommande donc que le Secrétariat applique les mesures nécessaires sans plus tarder afin de répondre adéquatement aux besoins internes et externes.

Je suggère de renforcer les structures actuelles, qui sont insuffisantes. Le responsable de l'information et le groupe de direction Nucleus devraient être chargés de cette tâche.

246. Cette tâche devrait être menée par le personnage central de la TI, le responsable de l'information. Il a un statut neutre par rapport à tous les propriétaires de contenus dans les domaines d'activité et pourrait améliorer les structures rigides actuelles. Le groupe de direction Nucleus devrait être chargé de la coordination des questions relatives aux contenus et conseiller le responsable de l'information à cet égard. Je recommande de donner au responsable de l'information et au groupe de direction Nucleus les pouvoirs, outils et ressources nécessaires à cette fin.

D. Suite donnée à mes constatations et mes recommandations de l'an dernier et des années précédentes

D.1. Questions administratives

Un système pilote de facturation à l'échelle de l'Agence pour les services d'achat a été introduit et semble efficace.

Des consultants seront engagés au niveau des administrateurs dans le cadre des honoraires fixés.

247. Dans mon rapport de l'an dernier, j'ai recommandé d'envisager de mettre en place à l'échelle de l'Agence un système de facturation pour les services d'achat.

Le Secrétariat a introduit une carte d'achat pilote pour acquérir des articles de faible valeur sur Internet ou en cas d'urgence. Son utilisation pilote semble efficace de sorte que le Secrétariat a l'intention d'étendre à tous les achats de faible valeur/à faible risque d'ici la fin du troisième trimestre 2010.

248. J'ai recommandé que l'Agence ne recrute des consultants qu'au niveau des administrateurs et respecte la limite fixée pour les honoraires de consultants. Le Secrétariat m'a informé que des consultants seraient engagés au niveau des administrateurs dans le cadre des honoraires fixés. Les rares besoins d'approbation exceptionnelle seront soumis au Directeur général. J'apprécie les efforts faits et garderai la question à l'examen.

D.2. Voyages

La recommandation demandant de séparer l'établissement de rapports de mission de la présentation de demandes de remboursement a été mise en œuvre.

Les règles existantes empêchent l'Agence de faire d'importantes économies. Celles relatives aux voyages des fonctionnaires ont été révisées mais n'ont pas encore été publiées officiellement.

Une décision sur la manière de réduire le montant forfaitaire pour les voyages à l'occasion du congé dans les foyers est toujours en attente.

249. Dans mon rapport de l'an dernier, j'ai souligné que le traitement des demandes de remboursement des frais de voyage pouvait être accéléré. À cet égard, j'ai recommandé qu'on envisage de séparer l'établissement des rapports de mission de la présentation de demandes de remboursement. Cette recommandation a été appliquée par l'Agence à partir du 1^{er} janvier 2009. Mes collaborateurs et moi examinerons cette année si elle a eu des effets positifs.

250. Dans mon rapport de l'an dernier, j'ai recommandé d'envisager une prolongation raisonnable de la durée de voyage acceptable afin de réaliser d'importantes économies dans le coût des missions. Pendant la vérification des voyages, j'ai noté que la durée prévue par les règles existantes empêchait l'Agence d'économiser des montants significatifs. J'ai recommandé de modifier ces règles de manière à ce que la durée soit prolongée dans les cas où les coûts pourraient être réduits d'au moins 10 %. Les règles ont depuis été révisées mais n'ont pas encore été publiées officiellement.

251. J'ai encouragé le Secrétariat à considérer la recommandation de l'OIOS de réduire le montant forfaitaire pour les voyages à l'occasion du congé dans les foyers de 75 % à 65 %. Une décision sur la manière d'appliquer cette proposition était attendue au premier trimestre 2009 mais aucune annonce officielle n'a encore été faite. Étant donné que les règles relatives aux voyages des fonctionnaires n'ont pas encore été publiées officiellement, je continuerai de suivre la situation pendant l'année.

D.3. Garanties et sécurité nucléaire

Le Secrétariat a pris des mesures correctives supplémentaires pour améliorer le contrôle des stocks.

252. Dans mes rapports précédents, j'ai recommandé que chaque cas de matériel d'inspection pour les garanties manquant soit expliqué par la personne responsable. Par ailleurs, l'OIOS devrait jouer un rôle plus actif dans la gestion du matériel et le suivi de l'inventaire. Le Secrétariat a indiqué que toutes les procédures de recueil des explications relatives au matériel manquant fournies

par les personnes responsables étaient actuellement en place. En outre, l'OIOS a suivi l'inventaire du matériel d'inspection pour les garanties en décembre 2009 et a présenté un rapport détaillé sur la question. Je garderai celle-ci à l'examen.

D.4. Centre des incidents et des urgences

Le Secrétariat prévoit de mettre en œuvre mes recommandations concernant le Centre des incidents et des urgences.

253. Dans mon rapport de l'an dernier, j'ai recommandé que le personnel de l'AIEA coopère plus étroitement avec le Centre des incidents et des urgences (IEC). En outre, le Secrétariat devrait appliquer des règles et des procédures de routine permettant à l'IEC de recruter du personnel pour une formation régulière et des exercices. Dans le contexte du système d'astreinte de l'IEC, les appels téléphoniques d'exercice devraient aussi être faits en dehors des heures de bureau. Nous apprécions que le Secrétariat prévoit d'améliorer les séances de formation et effectue de tels appels comme recommandé.

D.5. Technologie de l'information

Il y a eu des améliorations dans la politique de TI. Des efforts continus dans ce domaine sont nécessaires.

254. S'agissant de la politique de TI, il existe des insuffisances importantes en ce qui concerne la mise en œuvre et l'application des normes, la transparence de la dotation en personnel de TI, les stratégies de coordination et de mise en œuvre, le plan de sécurité de la TI et les études de faisabilité économique. En outre, j'ai recommandé que le Secrétariat élabore des spécifications et les applique quotidiennement. Le Secrétariat m'a informé qu'il avait régulièrement introduit des améliorations et ajustements importants dans ces domaines. Nous apprécions les mesures initiales prises et encourageons le Secrétariat à poursuivre ses efforts.

Je réitère ma recommandation suggérant de renforcer la fonction du responsable de l'information. Il devrait être chargé de l'ensemble du budget de la TI.

255. J'avais recommandé de renforcer la fonction du responsable de l'information. Le Secrétariat n'y était pas favorable car il est d'avis que celui-ci dispose actuellement de pouvoirs organisationnels adéquats. Néanmoins, je réitère ma recommandation car j'ai encore noté des défaillances importantes et caractéristiques de l'absence d'un responsable central. Un exemple de la nécessité de renforcer la fonction du responsable de l'information concerne sa quête de transparence dans le budget de TI de l'Agence. Du fait de l'absence de processus coordonné de budgétisation, il a essayé d'avoir une vue d'ensemble grâce à la collecte de données. Bien que de nombreuses informations aient été communiquées à titre volontaire, l'objectif de transparence n'a pas été atteint car un certain nombre de services s'occupant de TI n'y ont pas contribué. Je pense que le responsable de l'information ne devrait pas seulement demander, il devrait avoir les pouvoirs nécessaires pour obliger tous les services à fournir des réponses. Afin d'assurer une organisation efficace de la TI, ces responsabilités sont essentielles en tant que fondement de décisions stratégiques et d'une politique plus centralisée et plus intégrée de budgétisation de la TI.

Les efforts visant à réaliser des synergies dans l'organisation de la TI devraient être étendus et ciblés.

256. Dans mes rapports précédents, j'ai recommandé de réaliser le maximum de synergies dans l'organisation de la TI. Les directeurs de MTIT et de SGIM ont déclaré dans un document commun qu'ils souhaitaient travailler en totale coordination pour que les ressources de l'Agence liées à la TI soient de plus en plus organisées de manière optimale. J'ai salué cette intention mais j'ai signalé des insuffisances dans mon dernier rapport. Celles-ci concernaient le niveau de détail du plan de travail, l'absence de calendrier précis et la participation des services s'occupant de TI autres que MTIT et SGIM. Le

| | |
|---|--|
| J'encourage l'Agence à coordonner ses activités concernant l'infrastructure de reprise après sinistre. | Secrétariat m'a informé qu'il œuvrait maintenant pour diffuser plus largement les concepts figurant dans ce document au personnel de MTIT et SGIM afin de garantir une culture d'entreprise pleinement collaborative et coopérative pour la gestion de la TI. En outre, MTIT définit les accords de niveau de service avec les autres services s'occupant de la TI. À mon avis, même si ces accords permettent certaines synergies, les effets en seraient améliorés si les efforts liés étaient élargis et ciblés. Outre l'instauration d'une culture de gestion d'entreprise dans les deux grandes entités s'occupant de la TI, il faudrait des objectifs mesurables et des examens documentés des progrès accomplis. Dans ce contexte, je pense donc encore qu'il faudrait exécuter un plan de projet détaillé. |
| Des mesures ont été prises pour harmoniser les normes de sécurité de la TI au Siège et dans les bureaux extérieurs. | 257. J'ai invité l'Agence à envisager une approche de « l'organisation unique » pour l'élaboration et l'application d'une infrastructure de reprise après sinistre. Le Secrétariat m'a informé que MTIT est chargée de cette infrastructure et des essais sont prévus pour 2010. D'autre part, j'ai noté qu'il existait des plans distincts pour cette infrastructure dans d'autres entités s'occupant de la TI, comme SGIM, ce qui illustre aussi l'échec de la création de synergies dans le domaine de la TI. J'encourage l'Agence à coordonner ses activités à cet égard ainsi qu'à intégrer les questions de continuité des opérations de manière plus intensive. Je réexaminerai cette question ultérieurement. |
| Des mesures ont été prises pour harmoniser les normes de sécurité de la TI au Siège et dans les bureaux extérieurs. | 258. J'ai souligné que les normes de sécurité concernant les articles de TI étaient moins strictes dans les bureaux extérieurs qu'au Siège. Le Secrétariat a indiqué qu'il avait pris des mesures à cet égard ; à titre d'exemple, SGIM est actuellement en train d'aligner les bureaux extérieurs pour les garanties sur les normes du Siège, et certaines activités de sécurité de la TI ont été prévues dans les laboratoires de Seibersdorf et Monaco. Je salue les mesures prises et j'en suivrai les effets. |

D.6. Recommandations résultant des constatations des années précédentes

| | |
|---|--|
| Le Secrétariat devrait accorder un rang de priorité élevé à la sécurité physique du centre de données pour l'ensemble de l'Agence. | 259. La protection contre les incendies est encore inadéquate au centre de données pour l'ensemble de l'Agence. J'ai encouragé le Secrétariat à exécuter la phase III du projet pour créer d'urgence un centre de données unique et mobiliser les fonds nécessaires en donnant la priorité aux projets de TI. Je maintiendrai cette question à l'examen. |
| La sécurité s'est améliorée à Seibersdorf ; la construction de la clôture de sécurité n'est toujours pas achevée. Je suivrai l'évolution de cette question. | 260. Dans mes rapports de 2004 à 2008, j'ai fait état des dangers inhérents à la situation en matière de sécurité sur le site du laboratoire de l'AIEA à Seibersdorf. Le Secrétariat m'a informé de progrès relatifs au contrôle de l'accès et au stationnement. Le problème de l'installation de la clôture de sécurité n'a pas encore été réglé. Le terrain nécessaire a été officiellement cédé à l'AIEA. La construction de la clôture de sécurité sera achevée lorsque des fonds seront disponibles. Je suivrai l'évolution de la situation et, si nécessaire, je continuerai à faire rapport sur cette question. |

E. AUTRES QUESTIONS

E.1. CAS DE FRAUDE OU DE PRÉSUMPTION DE FRAUDE

L'OIOS n'a relevé aucune preuve de fraude à l'Agence.

261. En 2009, l'OIOS n'a trouvé aucune preuve de fraude mais a encore déterminé des contrôles internes déficients. Néanmoins, un cas de présomption de fraude à l'encontre de l'Agence a été identifié. La question a été portée devant l'organisme compétent des Nations Unies.

E.2. PERTES D'AVOIRS, PASSATION PAR PROFITS ET PERTES, ET VERSEMENTS À TITRE GRACIEUX

E.2.1. Passation par profits et pertes et pertes d'avoirs

Créances passées par profits et pertes.

262. Un montant de 63 538,94 euros qui se décompose comme indiqué ci-après a été passé par profits et pertes en 2009 :

| | |
|------------------------------|-------------|
| Créances au titre de voyages | 38 574,97 € |
| Créances au titre de ventes | 7 187,90 € |
| Factures ponctuelles | 17 776,06 € |

Articles déclarés perdus

263. Au total, sept articles non consommables achetés pour 19 914 € et d'une valeur comptable de 0 € ont été perdus en 2009.
Au total, neuf articles liés aux garanties achetés pour 14 098 € et d'une valeur comptable de 31 € ont été déclarés perdus en 2009.

E.2.2. Versements à titre gracieux

Il n'y a pas eu de versement à titre gracieux.

264. Il n'y a pas eu de versement à titre gracieux en 2009.

F. REMERCIEMENTS

265. Je tiens à remercier le Directeur général et le personnel de l'Agence internationale de l'énergie atomique pour la coopération et l'assistance qu'ils m'ont prodiguées durant ma vérification. Je leur suis très reconnaissant de l'aide qu'ils m'ont apportée durant tout le processus de vérification externe.

(signé)

Norbert Hauser

Vice-Président de la Cour fédérale des comptes
Allemagne
Vérificateur extérieur

Abréviations

| | |
|-------|--|
| AFRA | Accord régional de coopération pour l'Afrique sur la recherche, le développement et la formation dans le domaine de la science et de la technologie nucléaires |
| AIEA | Agence internationale de l'énergie atomique |
| AIPS | Système d'information intégré à l'échelle de l'Agence pour l'appui au programme |
| CCP | Comité de coordination des programmes |
| CE | Commission européenne |
| CGCP | Cadre de gestion du cycle de programme |
| CT | Coopération technique |
| DGO | Cabinet du Directeur général |
| ERP | Système de planification des ressources |
| FAFA | Accord-cadre financier et administratif |
| FBO | Fonds du budget ordinaire |
| FCT | Fonds de coopération technique |
| FSN | Fonds pour la sécurité nucléaire |
| GBR | Gestion basée sur les résultats |
| IEC | Centre des incidents et des urgences |
| IPSAS | Normes comptables internationales du secteur public |
| MT | Département de la gestion |
| MTBF | Division du budget et des finances |
| MTHR | Division des ressources humaines |
| MTIT | Division de la technologie de l'information |
| MTPS | Bureau des services d'achat |
| NA | Département des sciences et des applications nucléaires |
| NLO | Agent de liaison national |
| NS | Département de la sûreté et de la sécurité nucléaires |
| NTI | Nuclear Threat Initiative |
| OIOS | Bureau des services de supervision interne |
| ORDG | Bureaux faisant rapport au Directeur général |

| | |
|----------------------------------|---|
| PNUAD | Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement |
| RCA | Accord régional de coopération sur le développement, la recherche et la formation dans le domaine de la science et de la technologie nucléaires |
| RH | Ressources humaines |
| SG | Département des garanties |
| SGIM | Division de la gestion des informations |
| Statut et Règlement du personnel | Statut et Règlement du personnel de l'Agence et lignes directrices complémentaires |
| TI | Technologie de l'information |
| UE | Union européenne |

PARTIE II

États financiers

Texte d'une lettre du 29 mars 2010 adressée par le Directeur général au Vérificateur extérieur

Monsieur,

En vertu de l'article 11.03 a) du Règlement financier, j'ai l'honneur de vous soumettre les comptes de l'Agence internationale de l'énergie atomique pour l'exercice clos le 31 décembre 2009, que j'approuve par la présente lettre. Les états financiers ont été établis et signés par le Directeur de la Division du budget et des finances.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, les assurances de ma très haute considération.

(Signé)

Yukiya Amano
Directeur général

ÉTAT I

ÉTAT DES RECETTES ET DES DÉPENSES ET MODIFICATIONS DES RÉSERVES ET DES SOLDES DES FONDS

pour l'exercice clos le 31 décembre 2009

| | FONDS GÉNÉRAL | | | | | | | | | | T O T A L | |
|---|---|-------------|---|------------------|--|------------|---|-------------|---|-----------|-------------|--------------|
| | FONDS DU BUDGET ORDINAIRE ET FONDS DE ROULEMENT GROUPE DE FONDS I | | FONDS DE COOPÉRATION TECHNIQUE GROUPE DE FONDS II | | FONDS POUR LES PROGRAMMES EXTRABUDGÉTAIRES GROUPE DE FONDS III | | FONDS EXTRABUDGÉTAIRE DE COOPÉRATION TECHNIQUE GROUPE DE FONDS IV | | FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE, FONDS DE RÉSERVE ET FONDS SPÉCIAUX GROUPE DE FONDS VI | | | État compl. |
| | État compl./Note | 2009 | 2008 | État compl./Note | 2009 | 2008 | État compl./Note | 2009 | 2008 | 2009 | | |
| RECETTES | | | | | | | | | | | | |
| Contributions régulières | S1 | 278 758 728 | 270 511 880 | - | - | - | - | - | - | - | 278 758 728 | 270 511 880 |
| Contributions volontaires | | - | - | 57 747 890 | 27 813 902 | - | 7 105 354 | - | - | - | 137 500 064 | 86 613 725 |
| Dépenses de programme recouvrables | S8 | 57 500 801 | 51 403 218 | - | - | - | - | - | - | - | 5 054 516 | 291 251 |
| Coûts de participation nationaux | S9a | 259 007 | 354 017 | - | - | - | - | - | - | - | 259 007 | 354 017 |
| Recettes diverses | S9b | 3 202 586 | 534 648 | - | - | - | - | - | - | - | 3 202 586 | 534 648 |
| Activités productrices de recettes | N - E. (a) | 742 945 | 681 788 | - | - | - | - | - | - | - | 742 945 | 681 788 |
| Fonds reçus en vertu d'arrangements interorganisations | | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Activités financées conjointement | N - E. (b) | 2 902 550 | 2 991 023 | - | - | - | 670 711 | - | - | - | 670 711 | (38 036) |
| Intérêts | | 961 102 | 3 945 524 | 191 156 | 1 826 712 | 304 688 | 1 834 505 | 60 471 | 467 779 | - | 2 902 550 | 2 991 023 |
| Ajustements de change | | 37 095 | 478 750 | 187 887 | (16 870) | - | - | - | - | - | 1 517 417 | 8 074 520 |
| Autres divers | | 713 983 | 126 262 | (15 675) | (16 870) | 1 732 | - | 4 539 | - | - | 224 982 | 478 750 |
| TOTAL RECETTES | | 284 116 403 | 278 735 227 | 61 325 762 | 54 101 725 | 58 054 310 | 29 648 407 | 17 952 578 | 7 535 097 | 5 054 516 | 426 503 569 | 370 311 707 |
| TOTAL DÉPENSES | S6 | 285 620 131 | 264 630 874 | 62 565 729 | 53 202 892 | 43 462 460 | 41 375 483 | 11 382 543 | 7 441 949 | 1 568 898 | 404 399 761 | 367 832 409 |
| Provision pour soldes non engagés des crédits ouverts | S4 | - | 12 842 696 | - | - | - | - | - | - | - | - | 12 842 696 |
| EXCÉDENT (INSUFFISANCE) DES RECETTES PAR RAPPORT AUX DÉPENSES | S4 | (1 503 728) | 1 261 657 | (1 039 967) | 898 833 | 14 591 850 | (11 727 076) | 6 570 035 | 93 148 | 3 485 618 | 22 103 808 | (10 363 398) |
| Ajustements au titre d'exercices antérieurs | N - G. (a) | (1 403 861) | 1 995 607 | 738 779 | 125 005 | - | - | - | - | - | (665 082) | 2 120 612 |
| Réserve pour contributions non recouvrées | N - G. (b) | 1 507 377 | (1 956 960) | - | - | - | - | - | - | - | 1 507 377 | (1 956 960) |
| EXCÉDENT (INSUFFISANCE) NET DES RECETTES PAR RAPPORT AUX DÉPENSES | | (1 400 212) | 1 300 304 | (301 188) | 1 023 838 | 14 591 850 | (11 727 076) | 6 570 035 | 93 148 | 3 485 618 | 22 946 103 | (10 199 746) |
| Engagements au titre d'exercices antérieurs | S4 | 327 786 | - | 2 467 417 | 2 204 326 | 1 413 057 | 1 590 543 | 537 052 | 784 398 | 5 379 | 4 750 691 | 4 581 206 |
| Virements aux / (des) réserves | N - I. | 6 333 000 | 17 390 | - | - | 29 063 422 | 10 940 490 | (6 095 930) | 6 095 930 | - | 29 300 492 | 17 053 810 |
| Augmentation (diminution) nette du Fonds de roulement | S5, N - H. | 16 274 | (152) | - | - | - | - | - | - | - | 16 274 | (152) |
| Sommes crédiées aux États Membres | | (4 523 832) | (8 635 092) | - | - | - | - | - | - | - | (4 523 832) | (8 635 092) |
| Ajustements pour la conversion comptable des monnaies | | - | - | (1 021 520) | 1 673 402 | (292 823) | 652 029 | (53 831) | 34 427 | - | (1 368 174) | 2 359 858 |
| Solde des fonds en début d'exercice | | 36 264 346 | 43 581 896 | 19 097 871 | 14 196 305 | 48 918 131 | 47 462 145 | 12 409 401 | 5 401 498 | 2 091 853 | 118 781 602 | 113 621 718 |
| RÉSERVES ET SOLDES DES FONDS EN FIN D'EXERCICE | | 37 017 362 | 36 264 346 | 20 242 580 | 19 097 871 | 93 693 637 | 48 918 131 | 13 366 727 | 12 409 401 | 5 582 850 | 169 903 156 | 118 781 602 |

(signé) GARY A. EIDEET
Directeur de la Division du budget et des finances

ÉTAT II

ÉTAT DE L'ACTIF, DU PASSIF, DES RÉSERVES ET DES SOLDES DES FONDOS
au 31 décembre 2009
(en euros)

| | FONDOS GÉNÉRAL | | | | | | | | | | T O T A L | | | | |
|--|---|-------------|----------------------|-------------|-------------|---------------------------------|------------|---------------------|----------------------|------------|---|-------------|-------------|-------------|-------------|
| | FONDOS DU BUDGET ORDINAIRE ET FONDOS DE ROULEMENT | | | | | FONDOS DE COOPÉRATION TECHNIQUE | | | | | FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE, FONDS DE RÉSERVE ET FONDOS SPÉCIAUX | | État compl. | 2009 | 2008 |
| | GROUPE DE FONDOS I | | GROUPE DE FONDOS II | | | GROUPE DE FONDOS III | | GROUPE DE FONDOS IV | | | GROUPE DE FONDOS VI | | | | |
| État compl./ Note | 2009 | 2008 | État compl./ Note | 2009 | 2008 | État compl./ Note | 2009 | 2008 | État compl./ Note | 2009 | 2008 | État compl. | 2009 | 2008 | |
| ACTIF | | | | | | | | | | | | | | | |
| Encaisse et dépôts à terme | | 75 702 191 | | | | | | | | | | | | | 212 670 965 |
| Investissement pour l'Économat | N - K. | 808 879 | 43 491 916 | | | | | | | | | | | | 808 879 |
| Sommes à recevoir | | | | | | | | | | | | | | | |
| Contributions régulières à recevoir des États Membres | S1 & N - L. | 30 506 932 | | | | | | | | | | | | | 38 015 274 |
| Contributions volontaires à recevoir | S8 | | 694 308 | | | | | | | | | | | | 694 308 |
| Dépenses de programme recouvrables à recevoir | S9a | | 1 698 480 | 1 968 225 | | | | | | | | | | | 1 968 225 |
| Coûts de participation nationaux à recevoir | S9b | | 622 228 | 209 389 | | | | | | | | | | | 622 228 |
| Autres | N - M.1. | 14 079 539 | 4 263 783 | 1 237 059 | | | | | | | | | | | 20 822 902 |
| TOTAL ACTIF | | 111 258 006 | 50 627 621 | 119 488 117 | 69 647 989 | 60 134 051 | 31 529 750 | 129 534 547 | 26 379 028 | 23 506 783 | 5 851 461 | 2 448 461 | 323 110 663 | 275 765 401 | |
| PASSIF | | | | | | | | | | | | | | | |
| Avances de contributions | S1, S3 | 17 630 285 | 1 318 180 | 1 268 026 | 50 000 | 50 000 | | | | | | | | | 32 319 187 |
| Engagements non réglés | N - N. | 42 010 807 | 36 124 855 | 27 919 842 | 15 901 157 | 15 015 208 | | | | | | | | | 87 327 900 |
| Provision pour réévaluation de bilan | N - P. | 5 783 333 | | 75 287 | 75 287 | 445 425 | | | | | | | | | 5 605 048 |
| Provision pour soldes non engagés de crédits ouverts | | | | | | | | | | | | | | | |
| Provision pour le renforcement de la sécurité (Phase II) | N - Y. | 57 810 | | | | | | | | | | | | | 12 842 696 |
| Provision pour la mise en oeuvre d'un ERP | N - Z. | 4 910 621 | | | | | | | | | | | | | 130 425 |
| Dépenses de programme recouvrables non recouvrées | S9a | | 1 698 480 | 1 968 225 | | | | | | | | | | | 6 155 803 |
| Coûts de participation nationaux non recouvrés | S9b | | 622 228 | 209 389 | | | | | | | | | | | 1 968 480 |
| Sommes à payer | N - O.1. | 3 847 788 | 127 728 | 164 268 | 4 703 414 | 9 483 847 | 164 268 | | | | | | | | 209 389 |
| Autres | | | | | | | | | | | | | | | 13 889 963 |
| TOTAL PASSIF | | 74 240 644 | 39 891 471 | 31 529 750 | 26 729 858 | 25 794 480 | 31 529 750 | 129 534 547 | 13 012 301 | 11 097 382 | 2 686 611 | 356 608 | 153 207 507 | 156 983 799 | |
| RÉSERVES ET SOLDES DES FONDOS | | | | | | | | | | | | | | | |
| Contributions régulières non recouvrées | S1 | 10 923 172 | | | | | | | | | | | | | 9 415 795 |
| Réserve pour le Fonds pour les investissements majeurs | N - L. | 11 133 000 | | | | | | | | | | | | | 11 133 000 |
| Autres réserves | | | | | | | | | | | | | | | 21 836 420 |
| Fonds de roulement | S2, S3 | 15 226 730 | | | | | | | | | | | | | 15 210 456 |
| Fonds de roulement de l'Économat | N - K. | 808 879 | | | | | | | | | | | | | 808 879 |
| Excédent (déficit) | S4 | (1 074 419) | | | | | | | | | | | | | (1 074 419) |
| Soldes des fonds | | | | | | | | | | | | | | | 6 029 216 |
| TOTAL RÉSERVES ET SOLDES DES FONDOS | | 37 017 362 | 20 242 580 | 19 097 871 | 48 918 131 | 53 689 725 | 19 097 871 | 129 534 547 | 13 366 727 | 6 313 471 | 5 582 850 | 2 091 853 | 169 903 156 | 118 781 602 | |
| TOTAL PASSIF, RÉSERVES ET SOLDES DES FONDOS | | 111 258 006 | 60 134 051 | 50 627 621 | 119 488 117 | 69 647 989 | 31 529 750 | 129 534 547 | 26 379 028 | 23 506 783 | 5 851 461 | 2 448 461 | 323 110 663 | 275 765 401 | |

(signé) GARY A. FIDET
Directeur de la Division du budget et des finances

ÉTAT III

ÉTAT DES MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE
pour l'exercice clos le 31 décembre 2009

(en euros)

| | 2009 | 2008 |
|--|--------------------|--------------------|
| MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES : | | |
| Excédent (insuffisance) net des recettes par rapport aux dépenses (état I) | 22 946 103 | (10 199 746) |
| (Augmentation) diminution des contributions à recevoir | 5 735 931 | 4 556 578 |
| (Augmentation) diminution des autres sommes à recevoir | 575 459 | (485 944) |
| Augmentation (diminution) des avances de contributions | (13 320 722) | 10 666 436 |
| Augmentation (diminution) des engagements non réglés | 19 349 574 | (20 391 998) |
| Augmentation (diminution) des sommes à payer | 3 464 837 | 5 669 310 |
| Augmentation (diminution) d'autres éléments passifs | (13 413 075) | 16 794 302 |
| Moins : Intérêts | (1 517 417) | (8 074 520) |
| Ajustements de change | (224 982) | (478 750) |
| MOUVEMENTS NETS LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES | 23 595 708 | (1 944 332) |
| PRODUIT DES INVESTISSEMENTS ET DES ACTIVITÉS FINANCIÈRES : | | |
| Plus : Intérêts | 1 517 417 | 8 074 520 |
| Ajustements de change | 224 982 | 478 750 |
| MOUVEMENTS NETS LIÉS AUX INVESTISSEMENTS ET AUX ACTIVITÉS FINANCIÈRES | 1 742 399 | 8 553 270 |
| MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE LIÉS À D'AUTRES SOURCES : | | |
| Économies sur le règlement, ou annulation, d'engagements au titre d'exercices antérieurs | 4 750 691 | 4 581 206 |
| Augmentation (diminution) de la provision pour dépenses de programme recouvrables et coûts de participation nationaux non recouverts (FCT) | 143 094 | (678 481) |
| Virements aux réserves | 29 300 492 | 17 053 810 |
| Augmentation (diminution) nette du Fonds de roulement | 16 274 | (152) |
| Sommes créditées aux États Membres | (4 523 832) | (8 635 092) |
| Ajustement pour conversion comptable de monnaies | (1 368 174) | 2 359 858 |
| MOUVEMENTS DE TRÉSORERIE NETS LIÉS À D'AUTRES SOURCES | 28 318 545 | 14 681 149 |
| AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE L'ENCAISSE ET DES ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE | 53 656 652 | 21 290 087 |
| ENCAISSE ET DÉPÔTS À TERME EN DÉBUT D'EXERCICE | 212 670 965 | 191 380 878 |
| TOTAL ENCAISSE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE EN FIN D'EXERCICE (état complémentaire S13) | 266 327 617 | 212 670 965 |
| se décomposant comme suit : | | |
| Groupe de fonds I - Fonds du budget ordinaire et Fonds de roulement | 65 862 656 | 75 702 191 |
| Groupe de fonds II - Fonds de coopération technique | 50 923 935 | 43 491 916 |
| Groupe de fonds III - Fonds pour les programmes extrabudgétaires | 118 228 390 | 68 410 930 |
| Groupe de fonds IV - Fonds extrabudgétaire de coopération technique | 25 691 863 | 22 663 006 |
| Groupe de fonds VI - Fonds d'affectation spéciale, fonds de réserve et fonds spéciaux | 5 620 773 | 2 402 922 |
| | 266 327 617 | 212 670 965 |

(signé) GARY A. EIDET
Directeur de la Division du budget et des finances

ÉTAT IV

ÉTAT DES CRÉDITS OUVERTS AU BUDGET ORDINAIRE
pour l'exercice clos le 31 décembre 2009

(en euros)

| Description du programme sectoriel | Crédits ouverts | | | Dépenses | | | | Fonds pour les investissements majeurs | Solde f/ |
|--|--------------------|--------------|--------------------|--------------------|------------------------|---|--------------------|--|-------------------|
| | Ajustés b/ | Virements c/ | Revisés | Décaissements | Engagements non réglés | Engagements non réglés pour les services partagés et les activités de laboratoire | Total | | |
| 1. Énergie d'origine nucléaire, cycle du combustible, et sciences nucléaires | 27 043 883 | (598) | 27 043 285 | 25 053 977 | 1 368 517 | 323 290 | 26 745 784 | 297 501 | - |
| 2. Techniques nucléaires pour le développement et la protection de l'environnement | 31 206 241 | - | 31 206 241 | 27 723 416 | 2 659 236 | 823 589 | 31 206 241 | - | - |
| 3. Sécurité et sécurité nucléaires c/ | 22 264 947 | 12 356 | 22 277 303 | 20 969 047 | 832 565 | 475 691 | 22 277 303 | - | - |
| 4. Vérification nucléaire | 113 023 007 | (9 771) | 113 013 236 | 91 008 620 | 13 384 128 | 1 429 779 | 105 822 527 | 7 190 709 | - |
| 5. Politique générale, gestion et administration | 73 441 377 | (1 844) | 73 439 533 | 65 765 132 | 5 822 588 | 678 207 | 72 265 927 | 1 173 606 | - |
| 6. Gestion de la coopération technique pour le développement | 15 738 126 | (143) | 15 737 983 | 15 333 687 | 225 492 | 101 757 | 15 660 936 | 77 047 | - |
| Total partiel | 282 717 581 | - | 282 717 581 | 245 853 879 | 24 292 526 | 3 832 313 | 273 978 718 | 8 738 863 | - |
| Virements au Fonds pour les investissements majeurs d/ | - | - | - | 8 738 863 | - | - | 8 738 863 | (8 738 863) | - |
| Crédits ouverts - Budget | 282 717 581 | - | 282 717 581 | 254 592 742 | 24 292 526 | 3 832 313 | 282 717 581 | - | - |
| Travaux remboursables pour d'autres organismes | 2 361 589 | - | 2 361 589 | 2 638 229 | - | 264 321 | 2 902 550 | - | (540 961) |
| T O T A L a/ | 285 079 170 | - | 285 079 170 | 257 230 971 | 24 292 526 | 4 096 634 c/ | 285 620 131 | - | (540 961) |

a/ Correspond à la somme de l'état IV.1 « Partie opérationnelle et courante du budget ordinaire », et de l'état IV.2 « Partie investissements essentiels du budget ordinaire ».

b/ Résolution GC(52)/RES/5 de la Conférence générale (octobre 2008) - réévalués au taux de change moyen de l'ONU, à savoir 1,3893 \$ pour 1 €

c/ Sur la base de la décision du Conseil des Gouverneurs sur le document GOV/1999/15, un montant de 12 356 € a été viré au programme sectoriel 3 « Sécurité et sécurité nucléaires », pour couvrir le coût de l'assistance d'urgence fournie en Équateur. Les soldes non utilisés du chapitre budgétaire en fin d'exercice ont servi à rembourser cette avance.

d/ Conformément au document sur le programme et budget de l'Agence (GC(53)/5) d'août 2009, ce montant a été transféré au Fonds pour les investissements majeurs pour soutenir les investissements majeurs dans les infrastructures.

e/ Sur ce montant, 2 960 636 € concernent les coûts d'appui répartis de l'Agence et 1 135 998 € les Laboratoires de l'Agence à Seibersdorf.

f/ Le montant de 540 961 € représente le coût de services supplémentaires fournis aux organisations sises au CIV et à des projets financés par le Fonds de coopération technique et des ressources extrabudgétaires.

(signé) GARY A. EIDET

Directeur de la Division du budget et des finances

ÉTAT IV.1

ÉTAT DE LA PARTIE OPÉRATIONNELLE ET COURANTE DU BUDGET ORDINAIRE
pour l'exercice clos le 31 décembre 2009

(en euros)

| Description du programme sectoriel | Crédits ouverts | | | Dépenses | | | | Fonds pour les investissements majeurs | Solde |
|--|--------------------|--------------|--------------------|--------------------|------------------------|---|--------------------|--|-------------------|
| | Ajustés a/ | Virements b/ | Révisés | Décaissements | Engagements non réglés | Engagements non réglés pour les services partagés et les activités de laboratoire | Total | | |
| 1. Énergie d'origine nucléaire, cycle du combustible, et sciences nucléaires | 26 997 682 | (598) | 26 997 084 | 25 019 277 | 1 368 517 | 323 290 | 26 711 084 | 286 000 | - |
| 2. Techniques nucléaires pour le développement et la protection de l'environnement | 31 030 678 | - | 31 030 678 | 27 722 801 | 2 659 236 | 648 641 | 31 030 678 | - | - |
| 3. Sûreté et sécurité nucléaires | 22 163 305 | 12 356 | 22 175 661 | 20 916 613 | 832 565 | 426 483 | 22 175 661 | - | - |
| 4. Vérification nucléaire | 109 954 839 | (9 771) | 109 945 068 | 90 456 220 | 13 384 128 | 1 429 779 | 105 270 127 | 4 674 941 | - |
| 5. Politique générale, gestion et administration | 72 000 335 | (1 844) | 71 998 491 | 64 615 092 | 5 822 588 | 678 207 | 71 115 887 | 882 604 | - |
| 6. Gestion de la coopération technique pour le développement | 15 458 918 | (143) | 15 458 775 | 15 212 986 | 124 092 | 53 430 | 15 390 508 | 68 267 | - |
| Total partiel | 277 605 757 | - | 277 605 757 | 243 942 989 | 24 191 126 | 3 559 830 | 271 693 945 | 5 911 812 | - |
| Virements au Fonds pour les investissements majeurs c/ | - | - | - | 5 911 812 | - | - | 5 911 812 | (5 911 812) | - |
| Crédits ouverts - Budget | 277 605 757 | - | 277 605 757 | 249 854 801 | 24 191 126 | 3 559 830 | 277 605 757 | - | - |
| Travaux remboursables pour d'autres organismes | 2 361 589 | - | 2 361 589 | 2 638 229 | - | 264 321 | 2 902 550 | - | (540 961) |
| T O T A L | 279 967 346 | - | 279 967 346 | 252 493 030 | 24 191 126 | 3 824 151 | 280 508 307 | - | (540 961) |

a/ Résolution GC(52)/RES/5 de la Conférence générale (octobre 2008) - réévalués au taux de change moyen de l'ONU; à savoir 1,3893 \$ pour 1 €

b/ Sur la base de la décision du Conseil des Gouverneurs sur le document GOV/1999/15, un montant de 12 356 € a été viré au programme sectoriel 3 « Sûreté et sécurité nucléaires », pour couvrir le coût de l'assistance d'urgence fournie en Équateur. Les soldes non utilisés du chapitre budgétaire en fin d'exercice ont servi à rembourser cette avance.

c/ Conformément au document sur le programme et budget de l'Agence (GC(53)/5) d'août 2009, ce montant a été transféré au Fonds pour les investissements majeurs pour soutenir les investissements majeurs dans les infrastructures.

d/ Sur ce montant, 2 863 101 € concernent les coûts d'appui répartis de l'Agence et 961 050 € les Laboratoires de l'Agence à Seibersdorf.

e/ Le montant de 540 961 € représente le coût de services supplémentaires fournis aux organisations sises au CIV et à des projets financés par le Fonds de coopération technique et des ressources extrabudgétaires.

(signé) GARY A. EIDET

Directeur de la Division du budget et des finances

ÉTAT IV.2

ÉTAT DE LA PARTIE INVESTISSEMENTS ESSENTIELS DU BUDGET ORDINAIRE
pour l'exercice clos le 31 décembre 2009

(en euros)

| Description du programme sectoriel | Crédits ouverts | | | Dépenses | | | | Fonds pour les investissements majeurs | Solde |
|--|------------------|-----------|------------------|------------------|------------------------|---|------------------|--|----------|
| | Ajustés a/ | Virements | Révisés | Décaissements | Engagements non réglés | Engagements non réglés pour les services partagés et les activités de laboratoire | Total | | |
| 1. Énergie d'origine nucléaire, cycle du combustible, et sciences nucléaires | 46 201 | - | 46 201 | 34 700 | - | - | 34 700 | 11 501 | - |
| 2. Techniques nucléaires pour le développement et la protection de l'environnement | 175 563 | - | 175 563 | 615 | - | 174 948 | 175 563 | - | - |
| 3. Sécurité et sécurité nucléaires | 101 642 | - | 101 642 | 52 434 | - | 49 208 | 101 642 | - | - |
| 4. Vérification nucléaire | 3 068 168 | - | 3 068 168 | 552 400 | - | - | 552 400 | 2 515 768 | - |
| 5. Politique générale, gestion et administration | 1 441 042 | - | 1 441 042 | 1 150 040 | - | - | 1 150 040 | 291 002 | - |
| 6. Gestion de la coopération technique pour le développement | 279 208 | - | 279 208 | 120 701 | 101 400 | 48 327 | 270 428 | 8 780 | - |
| Total partiel | 5 111 824 | - | 5 111 824 | 1 910 890 | 101 400 | 272 483 | 2 284 773 | 2 827 051 | - |
| Virements au Fonds pour les investissements majeurs b/ | - | - | - | 2 827 051 | - | - | 2 827 051 | (2 827 051) | - |
| Crédits ouverts - Budget | 5 111 824 | - | 5 111 824 | 4 737 941 | 101 400 | 272 483 | 5 111 824 | - | - |
| Travaux remboursables pour d'autres organismes | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| TOTAL | 5 111 824 | - | 5 111 824 | 4 737 941 | 101 400 | 272 483 | 5 111 824 | - | - |

a/ Résolution GC(52)/RES/5 de la Conférence générale (octobre 2008) - réévalués au taux de change moyen de l'ONU, à savoir 1,3893 \$ pour 1 €

b/ Conformément au document sur le programme et budget de l'Agence (GC(53)/5) d'août 2009, ce montant a été transféré au Fonds pour les investissements majeurs pour soutenir les investissements majeurs dans les infrastructures.

c/ Sur ce montant, 97 535 € concernent les coûts d'appui répartis de l'Agence et 174 948 € les Laboratoires de l'Agence à Seibersdorf.

(signé) GARY A. EIDET

Directeur de la Division du budget et des finances

ÉTAT IV (SUPPLÉMENTAIRE A)

ÉTAT DES SOLDES NON ENGAGÉS DES CRÉDITS OUVERTS EN 2008
pour l'exercice clos le 31 décembre 2009

(en euros)

| Description du programme sectoriel | Solde non engagé des crédits ouverts en 2008 | | | Dépenses effectuées sur le solde restant disponible pour les programmes sectoriels | | | | Fonds pour les investissements majeurs d/ | Solde |
|--|--|-------------------------------|---|--|------------------------|---|-------------------|---|----------|
| | Soldes non engagés reportés a/ | Réservés le projet AIPS b/ | Solde restant disponible pour les programmes sectoriels | Décaissements | Engagements non réglés | Engagements non réglés pour les services partagés et les activités de laboratoire | Total | | |
| 1. Énergie d'origine nucléaire, cycle du combustible, et sciences nucléaires | 217 837 | - | 217 837 | 201 988 | 4 232 | 2 030 | 208 250 | 9 587 | - |
| 2. Techniques nucléaires pour le développement et la protection de l'environnement | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| 3. Sécurité et sûreté nucléaires | 1 211 | - | 1 211 | 1 211 | - | - | 1 211 | - | - |
| 4. Vérification nucléaire | 10 533 708 | 1 000 000 | 9 533 708 | 1 171 658 | 7 447 434 | - | 8 619 092 | 914 616 | - |
| 5. Politique générale, gestion et administration | 1 796 675 | 590 000 | 1 206 675 | 686 531 | 300 577 | 31 603 | 1 018 711 | 187 964 | - |
| 6. Gestion de la coopération technique pour le développement | 293 265 | 100 000 | 193 265 | 142 983 | - | - | 142 983 | 50 282 | - |
| Total partiel | 12 842 696 | 1 690 000 | 11 152 696 | 2 204 371 | 7 752 243 | 33 633 | 9 990 247 | 1 162 449 | - |
| Virements au Fonds pour les investissements majeurs d/ | - | - | - | 1 162 449 | - | - | 1 162 449 | (1 162 449) | - |
| T O T A L | 12 842 696 | 1 690 000 | 11 152 696 | 3 366 820 | 7 752 243 | 33 633 | 11 152 696 | - | - |

a/ D'après les comptes de l'Agence pour 2008 (document GC(53)/4 de juillet 2008) (État IV).

b/ Sur la base de la décision du Conseil des gouverneurs Based dans le document (GOV/2008/21) de juillet 2008, un montant de 1 690 000 € a été transféré au Système d'information à l'échelle de l'Agence pour l'appui au programme (AIPS).

c/ Ce montant représente les coûts d'appui répartis de l'Agence pour les services liés aux applications du traitement des données.

d/ Conformément au document sur le programme et budget de l'Agence (GC(53)/5) d'août 2009, ce montant a été transféré au Fonds pour les investissements majeurs pour soutenir les investissements majeurs dans les infrastructures.

(signé) GARY A. EIDET

Directeur de la Division du budget et des finances

PARTIE III

ÉTATS COMPLÉMENTAIRES

ÉTAT COMPLÉMENTAIRE S1

FONDS DU BUDGET ORDINAIRE
CONTRIBUTIONS AU BUDGET ORDINAIRE

État au 31 décembre 2009

(en euros)

| État Membre | 2009 | | | Exercices antérieurs | | Total des sommes dues au taux de 0,693 € | Versements anticipés et crédits pour 2010 c/ |
|--------------------------------------|------------------------------|------------------------------------|------------|--------------------------------|----------------------------------|--|--|
| | Sommes mises en recouvrement | Versements anticipés et crédits a/ | Versements | Sommes dues au taux de 0,693 € | Versements et crédits en 2009 b/ | | |
| Afghanistan, République islamique d' | 2 263 | - | 2 263 | - | 10 283 | 41 710 | 45 |
| Afrique du Sud | 646 167 | - | 646 167 | - | - | - | 9 592 |
| Albanie | 13 655 | 181 | 11 727 | 1 747 | - | 1 747 | - |
| Algérie | 189 234 | - | 189 234 | - | - | - | 2 488 |
| Allemagne | 23 855 129 | 473 618 | 23 381 511 | - | - | - | 392 345 |
| Angola | 6 848 | - | 6 848 | - | - | - | 45 |
| Arabie saoudite | 1 685 316 | - | 1 685 316 | - | - | - | 23 436 |
| Argentine | 723 699 | - | 723 699 | - | 746 934 | - | 31 399 |
| Arménie | 4 598 | - | 4 598 | - | 9 814 | - | 60 |
| Australie | 4 965 993 | - | 4 965 993 | - | - | - | 72 117 |
| Autriche | 2 478 870 | 1 222 | 2 477 648 | - | - | - | 38 909 |
| Azerbaïdjan | 11 552 | 181 | 11 284 | 67 | 11 427 | - | - |
| Bangladesh | 22 941 | 97 | 22 844 | - | - | 67 | 220 |
| Belgium | 43 737 | 4 543 | 39 194 | - | - | - | 587 |
| Belgique | 3 037 146 | - | 3 037 146 | - | - | - | 48 410 |
| Belize | 2 275 | 45 | - | 2 230 | - | 2 230 | - |
| Bénin | 2 254 | - | - | 2 254 | - | 14 085 | - |
| Bolivie | 13 654 | - | - | 13 654 | - | 52 214 | - |
| Bosnie-Herzégovine | 13 704 | - | 13 704 | - | - | - | 260 |
| Botswana | 29 584 | - | - | 29 584 | 879 | 24 128 | - |
| Bresil | 1 947 006 | - | 1 947 006 | - | 3 355 738 | - | 50 039 |
| Bulgarie | 43 944 | 43 944 | - | 43 944 | - | - | 543 |
| Burkina Faso | 4 526 | - | 4 526 | - | 2 506 | - | 118 |
| Cameroun | 20 481 | 272 | - | 20 209 | 19 720 | 20 209 | - |
| Canada | 8 300 327 | 8 300 327 | - | - | - | - | 8 624 698 |
| Chili | 356 997 | - | - | 356 997 | 438 457 | 583 198 | - |
| Chine | 5 877 861 | 54 104 | 5 823 757 | - | - | - | 67 457 |
| Cyprus | 121 130 | - | 121 130 | - | - | - | 1 765 |
| Colombie | 229 167 | 5 067 | 224 100 | - | 13 203 | - | 29 976 |
| Corse, République de | 5 348 789 | - | 5 348 789 | - | - | - | 66 281 |
| Costa Rica | 70 549 | - | - | 70 549 | 38 627 | 418 650 | - |
| Côte d'Ivoire | 20 490 | - | 20 490 | - | 20 601 | - | 317 |
| Croatie | 110 638 | 93 819 | 16 819 | - | - | - | 118 567 |
| Cuba | 118 340 | - | - | 118 340 | 86 403 | 226 822 | - |
| Danemark | 2 052 267 | 106 781 | 1 945 486 | - | - | - | 2 141 137 |
| Égypte | 196 945 | - | 196 945 | - | - | - | 3 936 |
| El Salvador | 43 239 | - | - | 43 239 | - | 448 648 | - |
| Émirats arabes unis | 839 272 | - | 839 272 | - | - | - | 10 677 |
| Équateur | 45 516 | 633 | 28 890 | 15 993 | - | 15 993 | - |
| Érythrée | 2 254 | 45 | - | 2 209 | - | 2 209 | - |

ÉTAT COMPLÉMENTAIRE S1 (suite)

| État Membre | 2009 | | | | Exercices antérieurs | | Total des sommes dues au taux de 0,693 € | Versements anticipés et crédits pour 2010 c/ |
|---|------------------------------|------------------------------------|------------|------------|--------------------------------|----------------------------------|--|--|
| | Sommes mises en recouvrement | Versements anticipés et crédits a/ | Versements | Total | Sommes dues au taux de 0,693 € | Versements et crédits en 2009 b/ | | |
| | | | | | | | | |
| Maurice | 25 436 | 25 436 | - | 25 436 | - | - | 362 | |
| Mauritanie, République islamique de | 2 254 | - | - | - | 2 254 | 8 454 | - | |
| Mexique | 5 014 087 | - | - | - | 5 014 087 | 3 527 341 | - | |
| Monaco | 8 653 | - | 8 653 | 8 653 | - | - | 136 | |
| Mongolie | 2 305 | - | 2 305 | 2 305 | - | - | 45 | |
| Monétégro | 2 304 | - | 2 304 | 2 304 | - | - | 2 150 | |
| Mozambique | 2 254 | - | - | - | 2 254 | 1 576 | 3 830 | |
| Myanmar | 11 475 | 17 | 11 458 | 11 475 | - | - | 300 | |
| Namibie | 13 846 | - | 13 846 | 13 846 | - | - | 226 | |
| Népal | 6 764 | - | - | - | 6 764 | 6 588 | 13 352 | |
| Nicaragua | 4 570 | - | 4 570 | 4 570 | - | - | 45 | |
| Niger | 2 255 | - | 2 255 | 2 255 | - | - | 3 069 | |
| Nigeria | 104 684 | - | - | - | 104 684 | 96 085 | 200 769 | |
| Norvège | 2 174 615 | - | 2 174 615 | 2 174 615 | - | - | 30 765 | |
| Nouvelle-Zélande | 705 723 | 705 723 | - | 705 723 | - | - | 741 054 | |
| Ouganda | 6 797 | 1 397 | 5 400 | 6 797 | - | - | 226 | |
| Ouzbékistan | 18 277 | - | 18 277 | 18 277 | - | 36 074 | 333 388 | |
| Pakistan | 132 070 | - | 132 070 | 132 070 | - | - | 1 810 | |
| Palao | 2 303 | - | - | - | 2 303 | 1 | 6 481 | |
| Panama | 50 311 | - | 50 311 | 50 311 | - | 2 870 | 16 186 | |
| Paraguay | 11 379 | - | - | - | 11 379 | 236 229 | - | |
| Pays-Bas | 5 211 564 | - | 5 211 564 | 5 211 564 | - | - | 76 551 | |
| Pérou | 170 682 | - | - | - | 170 682 | 238 754 | 409 436 | |
| Philippines | 172 976 | - | 172 976 | 172 976 | - | - | 3 122 | |
| Pologne | 1 113 294 | - | 1 113 294 | 1 113 294 | - | - | 15 156 | |
| Portugal | 1 301 427 | - | 1 301 427 | 1 301 427 | - | - | 17 328 | |
| Qatar | 235 616 | 2 896 | 33 320 | 36 216 | 199 400 | - | - | |
| République arabe syrienne | 34 303 | - | 34 303 | 34 303 | - | - | - | |
| République centrafricaine | 2 254 | - | - | - | 2 254 | 15 074 | 1 267 | |
| République de Moldova | 2 307 | - | 2 307 | 2 307 | - | 48 598 | - | |
| République démocratique du Congo | 6 764 | - | - | - | 6 764 | 195 752 | - | |
| République dominicaine | 52 343 | - | - | - | 52 343 | 839 391 | - | |
| République toché | 632 195 | - | 632 195 | 632 195 | - | - | 682 264 | |
| République-Union de Tanzanie | 13 581 | 770 | 12 811 | 13 581 | - | - | 303 | |
| Roumanie | 154 525 | 2 950 | 151 575 | 154 525 | - | - | 1 991 | |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | 18 306 624 | 18 306 624 | - | 18 306 624 | - | - | 277 564 | |
| Saint-Siège | 2 890 | - | - | - | 2 890 | - | 3 006 | |
| Sénégal | 9 054 | 181 | 2 822 | 3 003 | 6 051 | - | - | |
| Serbie | 46 240 | 459 | 45 781 | 46 240 | - | - | 633 | |
| Seychelles | 4 666 | - | 4 666 | 4 666 | - | 3 714 | 45 | |
| Sierra Leone | 2 254 | - | - | - | 2 254 | 138 813 | - | |
| Singapour | 968 178 | - | - | 968 178 | - | - | 1 007 746 | |
| Slovaquie | 140 773 | - | 140 773 | 140 773 | - | - | 1 674 | |
| Slovenie | 266 717 | 20 000 | 246 717 | 266 717 | - | - | 3 710 | |
| Soudan | 22 546 | - | - | - | 22 546 | 36 490 | - | |

ÉTAT COMPLÉMENTAIRE S1 (suite)

| État Membre | 2009 | | Exercices antérieurs | | Total des sommes dues au taux de 0,693 € | Versements anticipés et crédits pour 2010 c/ |
|---|------------------------------|------------------------------------|----------------------|--------------------|--|--|
| | Sommes mises en recouvrement | Versements anticipés et crédits a/ | Versements | Total | | |
| Sri Lanka | 34 102 | 543 | 33 559 | 34 102 | - | 542 |
| Suède | 2 948 342 | - | 2 948 342 | 2 948 342 | - | 45 198 |
| Suisse | 3 381 324 | 103 266 | 3 278 058 | 3 381 324 | - | 54 246 |
| Tadjikistan | 2 286 | 332 | 1 954 | 2 286 | - | 118 |
| Tchad | 2 254 | - | 2 254 | - | 2 702 | - |
| Thaïlande | 407 858 | - | 407 858 | 407 858 | - | 442 173 |
| Tunisie | 68 857 | - | 68 857 | 68 857 | - | 1 041 |
| Turquie | 835 101 | 32 345 | 802 756 | 835 101 | - | 12 199 |
| Ukraine | 98 216 | - | 98 216 | 98 216 | - | 1 312 |
| Uruguay | 60 189 | 1 584 | 58 605 | 60 189 | - | 1 584 |
| Venezuela, République bolivarienne du | 442 597 | 5 610 | 65 368 | 70 978 | - | 371 619 |
| Vietnam | 52 554 | - | 52 554 | 52 554 | - | 679 |
| Yémen | 15 979 | 226 | 15 545 | 15 771 | - | 208 |
| Zambie | 2 264 | - | 2 264 | 2 264 | - | 45 |
| Zimbabwe | 18 144 | - | 17 730 | 17 730 | - | 414 |
| Total partiel | 278 459 927 | 33 107 600 | 225 772 072 | 258 879 672 | 19 574 228 | 27 195 618 |
| | | | | 8 278 106 | 27 852 334 | 17 601 391 |
| Nouveaux Membres : | | | | | | |
| Bahreïn d/ | 91 311 | - | 91 311 | 91 311 | - | - |
| Burundi e/ | 2 254 | - | - | - | 2 254 | - |
| Cambodge f/ | 2 254 | - | - | - | 2 254 | - |
| Congo g/ | 2 770 | - | - | - | 2 770 | - |
| Lesotho h/ | 2 254 | - | - | - | 2 254 | - |
| Oman i/ | 203 985 | - | 203 985 | 203 985 | - | 28 894 |
| Total partiel | 304 828 | - | 295 296 | 295 296 | 9 532 | 229 189 |
| | | | | 2 19 657 | - | 28 894 |
| Anciens Membres : | | | | | | |
| République populaire démocratique de Corée j/ | - | - | - | - | 128 576 | - |
| Yougoslavie k/ | - | - | - | - | 2 296 833 | - |
| Total partiel | - | - | - | - | 2 425 409 | - |
| TOTAL | 278 764 755 | 33 107 600 | 226 067 368 | 259 174 968 | 19 583 760 | 27 195 618 |
| | | | | 10 923 172 | 30 506 932 | 17 630 285 |

a/ Versements anticipés reçus pendant l'exercice 2008, complets ou partiels, de contributions au budget ordinaire pour 2009 (28 784 923 €), crédits au titre des excédents de caisse (4 321 764 €) et crédits au titre du Fonds de roulement (913 €) déduits des contributions au budget ordinaire pour 2009.

b/ Versements reçus pendant l'exercice 2009 (27 108 297 €) et crédits au titre des excédents de caisse (87 321 €).

c/ Versements anticipés de contributions au budget ordinaire pour 2010 (14 620 364 €) et crédits au titre des excédents de caisse (3 009 921 €) déduits des contributions au budget ordinaire pour 2010.

d/ Bahreïn est devenu Membre de l'Agence le 23 juin 2009.

e/ Le Burundi est devenu Membre de l'Agence le 24 juin 2009.

f/ Le Cambodge s'est retiré de l'Agence le 26 mars 2003. Il est redevenu Membre le 23 novembre 2009.

g/ Le Congo est devenu Membre de l'Agence le 15 juillet 2009.

h/ Le Lesotho est devenu Membre de l'Agence le 13 juillet 2009.

i/ Oman est devenu Membre de l'Agence le 5 février 2009.

j/ La République populaire démocratique de Corée s'est retirée de l'Agence le 13 juin 1994.

k/ A la suite de l'admission de la République fédérale de Yougoslavie le 17 septembre 2001, l'ex-Yougoslavie a cessé d'être Membre.

ÉTAT COMPLÉMENTAIRE S2

FONDS DE ROULEMENT
ÉTAT AU 31 DÉCEMBRE 2009
(en euros)

| | 2009 | 2008 |
|---|-------------------|-------------------|
| Solde au 1er janvier | 15 204 593 | 15 815 168 |
| Sommes reçues/(remboursements) d'États Membres | <u>18 420</u> | <u>(610 575)</u> |
| Solde au 31 décembre | <u>15 223 013</u> | <u>15 204 593</u> |
| Niveau fixé | 15 210 000 | 15 210 000 |
| Plus : Augmentation nette due aux contributions des nouveaux États Membres | <u>16 730</u> | <u>456</u> |
| Total (état II/état complémentaire S3) | 15 226 730 | 15 210 456 |
| Moins : À recevoir d'États Membres (état complémentaire S3) | (3 717) | (5 863) |
| Plus : Versements anticipés/crédits reçus d'États Membres (état complémentaire S3) | <u>-</u> | <u>-</u> |
| Solde au 31 décembre | <u>15 223 013</u> | <u>15 204 593</u> |

ÉTAT COMPLÉMENTAIRE S3

AVANCES AU FONDS DE ROULEMENT

État au 31 décembre 2009

(en euros)

| État Membre | Sommes mises en recouvrement | Sommes versées | Sommes dues | Versements anticipés et crédits pour 2009 |
|--------------------------------------|------------------------------------|-------------------|----------------|--|
| Afghanistan, République islamique d' | 152 | 152 | - | - |
| Afrique du Sud | 42 588 | 42 588 | - | - |
| Albanie | 913 | 913 | - | - |
| Algérie | 12 472 | 12 472 | - | - |
| Allemagne | 1 258 475 | 1 258 475 | - | - |
| Angola | 456 | 456 | - | - |
| Arabie saoudite | 109 816 | 109 816 | - | - |
| Argentine | 47 607 | 47 607 | - | - |
| Arménie | 304 | 304 | - | - |
| Australie | 262 220 | 262 220 | - | - |
| Autriche | 130 198 | 130 198 | - | - |
| Azerbaïdjan | 761 | 761 | - | - |
| Bangladesh | 1 521 | 1 521 | - | - |
| Bélarus | 2 890 | 2 890 | - | - |
| Belgique | 161 682 | 161 682 | - | - |
| Belize | 152 | 152 | - | - |
| Bénin | 152 | 152 | - | - |
| Bolivie | 913 | 913 | - | - |
| Bosnie-Herzégovine | 913 | 913 | - | - |
| Botswana | 1 977 | 1 977 | - | - |
| Brésil | 128 525 | 128 525 | - | - |
| Bulgarie | 2 890 | 2 890 | - | - |
| Burkina Faso | 304 | 304 | - | - |
| Cameroun | 1 369 | 1 369 | - | - |
| Canada | 436 831 | 436 831 | - | - |
| Chili | 23 576 | 23 576 | - | - |
| Chine | 391 353 | 391 353 | - | - |
| Chypre | 6 388 | 6 388 | - | - |
| Colombie | 15 362 | 15 362 | - | - |
| Corée, République de | 318 802 | 318 802 | - | - |
| Costa Rica | 4 715 | 4 715 | - | - |
| Côte d'Ivoire | 1 369 | 1 369 | - | - |
| Croatie | 7 301 | 7 301 | - | - |
| Cuba | 7 909 | 7 909 | - | - |
| Danemark | 108 447 | 108 447 | - | - |
| Égypte | 12 928 | 12 928 | - | - |
| El Salvador | 2 890 | 845 | 2 045 | - |
| Émirats arabes unis | 44 261 | 44 261 | - | - |
| Équateur | 3 042 | 3 042 | - | - |
| Érythrée | 152 | 152 | - | - |
| Espagne | 435 462 | 435 462 | - | - |
| Estonie | 2 282 | 2 282 | - | - |
| États-Unis d'Amérique | 3 802 500 | 3 802 500 | - | - |
| Éthiopie | 456 | 456 | - | - |
| Fédération de Russie | 176 132 | 176 132 | - | - |

ÉTAT COMPLÉMENTAIRE S3 (suite)

| État Membre | Sommes mises en recouvrement | Sommes versées | Sommes dues | Versements anticipés et crédits pour 2009 |
|---|------------------------------|----------------|-------------|---|
| Finlande | 82 742 | 82 742 | - | - |
| France | 924 464 | 924 464 | - | - |
| Gabon | 1 217 | 1 217 | - | - |
| Géorgie | 456 | 456 | - | - |
| Ghana | 608 | 608 | - | - |
| Grèce | 87 458 | 87 458 | - | - |
| Guatemala | 4 715 | 4 411 | 304 | - |
| Haïti | 304 | 304 | - | - |
| Honduras | 761 | 761 | - | - |
| Hongrie | 35 744 | 35 744 | - | - |
| Îles Marshall | 152 | 152 | - | - |
| Inde | 66 011 | 66 011 | - | - |
| Indonésie | 23 576 | 23 576 | - | - |
| Iran, République islamique d' | 26 465 | 26 465 | - | - |
| Iraq | 2 129 | 2 129 | - | - |
| Irlande | 65 251 | 65 251 | - | - |
| Islande | 5 476 | 5 476 | - | - |
| Israël | 61 448 | 61 448 | - | - |
| Italie | 745 138 | 745 138 | - | - |
| Jamahiriya arabe libyenne | 9 126 | 9 126 | - | - |
| Jamaïque | 1 521 | 1 521 | - | - |
| Japon | 2 439 076 | 2 439 076 | - | - |
| Jordanie | 1 825 | 1 825 | - | - |
| Kazakhstan | 4 259 | 4 259 | - | - |
| Kenya | 1 521 | 1 521 | - | - |
| Kirghizistan | 152 | - | 152 | - |
| Koweït | 26 770 | 26 770 | - | - |
| Lettonie | 2 586 | 2 586 | - | - |
| L'ex-République yougoslave de Macédoine | 761 | 761 | - | - |
| Liban | 5 019 | 5 019 | - | - |
| Libéria | 152 | 152 | - | - |
| Liechtenstein | 1 521 | 1 521 | - | - |
| Lituanie | 4 563 | 4 563 | - | - |
| Luxembourg | 12 472 | 12 472 | - | - |
| Madagascar | 304 | 304 | - | - |
| Malaisie | 27 834 | 27 834 | - | - |
| Malawi | 152 | 152 | - | - |
| Mali | 152 | 152 | - | - |
| Malte | 2 434 | 2 434 | - | - |
| Maroc | 6 084 | 6 084 | - | - |
| Maurice | 1 673 | 1 673 | - | - |
| Mauritanie, République islamique de | 152 | 152 | - | - |
| Mexique | 331 122 | 331 122 | - | - |
| Monaco | 456 | 456 | - | - |
| Mongolie | 152 | 152 | - | - |
| Monténégro | 152 | 152 | - | - |
| Mozambique | 152 | 152 | - | - |
| Myanmar | 761 | 761 | - | - |
| Namibie | 913 | 913 | - | - |
| Népal | 456 | - | 456 | - |
| Nicaragua | 304 | 304 | - | - |

ÉTAT COMPLÉMENTAIRE S3 (suite)

| État Membre | Sommes mises en recouvrement | Sommes versées | Sommes dues | Versements anticipés et crédits pour 2009 |
|---|------------------------------|----------------|-------------|---|
| Niger | 152 | 152 | - | - |
| Nigeria | 6 997 | 6 997 | - | - |
| Norvège | 114 683 | 114 683 | - | - |
| Nouvelle-Zélande | 37 569 | 37 569 | - | - |
| Ouganda | 456 | 456 | - | - |
| Ouzbékistan | 1 217 | 1 217 | - | - |
| Pakistan | 8 670 | 8 670 | - | - |
| Palaos | 152 | 152 | - | - |
| Panama | 3 346 | 3 346 | - | - |
| Paraguay | 761 | 761 | - | - |
| Pays-Bas | 274 845 | 274 845 | - | - |
| Pérou | 11 408 | 11 408 | - | - |
| Philippines | 11 408 | 11 408 | - | - |
| Pologne | 73 464 | 73 464 | - | - |
| Portugal | 77 267 | 77 267 | - | - |
| Qatar | 12 472 | 12 472 | - | - |
| République arabe syrienne | 2 282 | 2 282 | - | - |
| République centrafricaine | 152 | - | 152 | - |
| République de Moldova | 152 | 152 | - | - |
| République démocratique du Congo | 456 | 456 | - | - |
| République dominicaine | 3 498 | 3 498 | - | - |
| République tchèque | 41 219 | 41 219 | - | - |
| République-Unie de Tanzanie | 913 | 913 | - | - |
| Roumanie | 10 191 | 10 191 | - | - |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | 974 505 | 974 505 | - | - |
| Saint-Siège | 152 | 152 | - | - |
| Sénégal | 608 | 608 | - | - |
| Serbie | 3 042 | 3 042 | - | - |
| Seychelles | 304 | 304 | - | - |
| Sierra Leone | 152 | 152 | - | - |
| Singapour | 50 953 | 50 953 | - | - |
| Slovaquie | 9 278 | 9 278 | - | - |
| Slovénie | 14 145 | 14 145 | - | - |
| Soudan | 1 521 | 1 521 | - | - |
| Sri Lanka | 2 282 | 2 282 | - | - |
| Suède | 157 119 | 157 119 | - | - |
| Suisse | 178 413 | 178 413 | - | - |
| Tadjikistan | 152 | 152 | - | - |
| Tchad | 152 | 152 | - | - |
| Thaïlande | 27 226 | 27 226 | - | - |
| Tunisie | 4 563 | 4 563 | - | - |
| Turquie | 55 821 | 55 821 | - | - |
| Ukraine | 6 540 | 6 540 | - | - |
| Uruguay | 3 955 | 3 955 | - | - |
| Venezuela, République bolivarienne du | 29 355 | 29 355 | - | - |
| Vietnam | 3 498 | 3 498 | - | - |
| Yémen | 1 065 | 1 065 | - | - |
| Zambie | 152 | 152 | - | - |
| Zimbabwe | 1 217 | 1 217 | - | - |
| Total partiel | 15 210 000 | 15 206 891 | 3 109 | - |

ÉTAT COMPLÉMENTAIRE S3 (suite)

| État Membre | Sommes mises en recouvrement | Sommes versées | Sommes dues | Versements anticipés et crédits pour 2009 |
|---------------------------|------------------------------------|-------------------|----------------|--|
| <u>Nouveaux Membres :</u> | | | | |
| Bahreïn a/ | 5 019 | 5 019 | - | - |
| Burundi b/ | 152 | - | 152 | - |
| Cambodge c/ | 152 | - | 152 | - |
| Congo d/ | 152 | - | 152 | - |
| Lesotho e/ | 152 | - | 152 | - |
| Oman f/ | 11 103 | 11 103 | - | - |
| Total partiel | 16 730 | 16 122 | 608 | - |
| TOTAL | 15 226 730 | 15 223 013 | 3 717 | - |

a/ Bahreïn est devenu Membre de l'Agence le 23 juin 2009.

b/ Le Burundi est devenu Membre de l'Agence le 24 juin 2009.

c/ Le Cambodge est redevenu Membre de l'Agence le 23 novembre 2009.

d/ Le Congo est devenu Membre de l'Agence le 15 juillet 2009.

e/ Le Lesotho est devenu Membre de l'Agence le 13 juillet 2009.

f/ Oman est devenu Membre de l'Agence le 5 février 2009.

ÉTAT COMPLÉMENTAIRE S4

**FONDS DU BUDGET ORDINAIRE
ÉTAT DES EXCÉDENTS DE CAISSE
AU 31 DÉCEMBRE 2009**

(en euros)

| | 2009 | 2008 |
|--|----------------------|----------------------|
| <u>Au titre de l'exercice</u> | | |
| Sommes reçues | 264 324 701 | 249 713 584 |
| Décaissements (état IV) | <u>(257 230 971)</u> | <u>(237 219 900)</u> |
| Excédent (insuffisance) des sommes reçues par rapport aux décaissements | 7 093 730 | 12 493 684 |
| Engagements non réglés (état IV) | (28 389 160) | (27 410 974) |
| Provision pour soldes non engagés des crédits ouverts (états I et II) | <u>-</u> | <u>(12 842 696)</u> |
| Déficit provisoire | (21 295 430) | (27 759 986) |
| Contributions à recevoir (état complémentaire S1) | 19 583 760 | 28 599 479 |
| Sommes diverses à recevoir | <u>207 942</u> | <u>422 164</u> |
| Excédent (insuffisance) des recettes par rapport aux dépenses (état I) | (1 503 728) | 1 261 657 |
| <u>Résorption de l'excédent (du déficit) provisoire de l'exercice précédent</u> | | |
| Déficit provisoire de l'exercice précédent | (27 759 986) | (28 071 268) |
| Réception de : | | |
| Contributions pour les exercices antérieurs (état complémentaire S1) | 27 195 618 | 32 427 018 |
| Économies sur le règlement des engagements de dépenses d'exercices précédents (état I) | 327 786 | - |
| Recettes diverses | <u>422 164</u> | <u>168 703</u> |
| Excédent (déficit) de caisse de l'exercice précédent - Excédent de caisse de 2007 | 185 582 | 4 524 453 |
| Autres excédents : (état complémentaire S5) | | |
| Excédents de caisse conservés en attendant le versement de contributions | <u>243 727</u> | <u>243 106</u> |
| Total excédent (état II) | (1 074 419) | 6 029 216 |

ÉTAT COMPLÉMENTAIRE S5

FONDS DU BUDGET ORDINAIRE

I. PARTS DES ÉTATS MEMBRES DANS L'EXCÉDENT DE CAISSE DE 2008

(en euros)

| État Membre | Barème des contributions pour 2008 % | Montant € |
|--------------------------------|--|--------------|
| Afghanistan, Rép. Islamique d' | 0,001 | 2 |
| Afrique du Sud | 0,228 | 423 |
| Albanie | 0,005 | 9 |
| Algérie | 0,067 | 124 |
| Allemagne | 8,512 | 15 796 |
| Angola | 0,002 | 4 |
| Arabie saoudite | 0,590 | 1 095 |
| Argentine | 0,256 | 475 |
| Arménie | 0,002 | 4 |
| Australie | 1,774 | 3 292 |
| Autriche | 0,881 | 1 635 |
| Azerbaïdjan | 0,004 | 7 |
| Bangladesh | 0,008 | 15 |
| Bélarus | 0,015 | 28 |
| Belgique | 1,094 | 2 030 |
| Belize | 0,001 | 2 |
| Bénin | 0,001 | 2 |
| Bolivie | 0,005 | 9 |
| Bosnie-Herzégovine | 0,005 | 9 |
| Botswana | 0,011 | 20 |
| Brésil | 0,691 | 1 282 |
| Bulgarie | 0,015 | 28 |
| Burkina Faso | 0,002 | 4 |
| Cameroun | 0,007 | 13 |
| Canada | 2,955 | 5 484 |
| Chili | 0,127 | 236 |
| Chine | 2,091 | 3 880 |
| Chypre | 0,043 | 80 |
| Colombie | 0,082 | 152 |
| Corée, République de | 1,858 | 3 448 |
| Costa Rica | 0,025 | 46 |
| Côte d'Ivoire | 0,007 | 13 |
| Croatie | 0,039 | 72 |
| Cuba | 0,042 | 78 |
| Danemark | 0,733 | 1 360 |
| Égypte | 0,069 | 128 |
| El Salvador | 0,015 | 28 |
| Émirats arabes unis | 0,299 | 555 |
| Équateur | 0,016 | 30 |
| Érythrée | 0,001 | 2 |
| Espagne | 2,945 | 5 465 |
| Estonie | 0,012 | 22 |
| États-Unis d'Amérique | 25,719 | 47 728 |
| Éthiopie | 0,002 | 4 |
| Fédération de Russie | 1,191 | 2 210 |

ÉTAT COMPLÉMENTAIRE S5 (suite)

| État Membre | Barème des contributions pour 2008 % | Montant € |
|---|--|--------------|
| Finlande | 0,560 | 1 039 |
| France | 6,253 | 11 604 |
| Gabon | 0,007 | 13 |
| Géorgie | 0,002 | 4 |
| Ghana | 0,003 | 6 |
| Grèce | 0,510 | 947 |
| Guatemala | 0,025 | 46 |
| Haïti | 0,002 | 4 |
| Honduras | 0,004 | 7 |
| Hongrie | 0,192 | 356 |
| Îles Marshall | 0,001 | 2 |
| Indie | 0,353 | 655 |
| Indonésie | 0,126 | 234 |
| Iran, Rép. Islamique d' | 0,141 | 262 |
| Iraq | 0,011 | 20 |
| Irlande | 0,441 | 818 |
| Islande | 0,037 | 69 |
| Israël | 0,416 | 772 |
| Italie | 5,041 | 9 355 |
| Jamahiriya arabe libyenne | 0,049 | 91 |
| Jamaïque | 0,008 | 15 |
| Japon | 16,498 | 30 616 |
| Jordanie | 0,010 | 19 |
| Kazakhstan | 0,023 | 43 |
| Kenya | 0,008 | 15 |
| Kirghizistan | 0,001 | 2 |
| Koweït | 0,181 | 336 |
| Lettonie | 0,014 | 26 |
| L'ex-République yougoslave de Macédoine | 0,004 | 7 |
| Liban | 0,027 | 50 |
| Libéria | 0,001 | 2 |
| Liechtenstein | 0,010 | 19 |
| Lituanie | 0,024 | 45 |
| Luxembourg | 0,084 | 156 |
| Madagascar | 0,002 | 4 |
| Malaisie | 0,150 | 278 |
| Malawi | 0,001 | 2 |
| Mali | 0,001 | 2 |
| Malte | 0,013 | 24 |
| Maroc | 0,032 | 59 |
| Maurice | 0,009 | 17 |
| Mauritanie, Rép. Islamique de | 0,001 | 2 |
| Mexique | 1,780 | 3 303 |
| Monaco | 0,003 | 6 |
| Mongolie | 0,001 | 2 |
| Monténégro | 0,001 | 2 |
| Mozambique | 0,001 | 2 |
| Myanmar | 0,004 | 7 |
| Namibie | 0,005 | 9 |
| Népal a/ | 0,003 | 6 |

ÉTAT COMPLÉMENTAIRE S5 (suite)

| État Membre | Barème des contributions pour 2008 % | Montant € |
|---|--|----------------|
| Nicaragua | 0,002 | 4 |
| Niger | 0,001 | 2 |
| Nigeria | 0,037 | 69 |
| Norvège | 0,776 | 1 440 |
| Nouvelle-Zélande | 0,254 | 471 |
| Ouganda | 0,002 | 4 |
| Ouzbékistan | 0,006 | 11 |
| Pakistan | 0,046 | 85 |
| Palaos | 0,001 | 2 |
| Panama | 0,018 | 33 |
| Paraguay | 0,004 | 7 |
| Pays-Bas | 1,859 | 3 450 |
| Pérou | 0,061 | 113 |
| Philippines | 0,061 | 113 |
| Pologne | 0,393 | 729 |
| Portugal | 0,450 | 835 |
| Qatar | 0,084 | 156 |
| République arabe syrienne | 0,012 | 22 |
| République centrafricaine | 0,001 | 2 |
| République de Moldova | 0,001 | 2 |
| République démocratique du Congo | 0,002 | 4 |
| République dominicaine | 0,019 | 35 |
| République tchèque | 0,222 | 412 |
| République-Unie de Tanzanie | 0,005 | 9 |
| Roumanie | 0,054 | 100 |
| Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord | 6,591 | 12 231 |
| Saint-Siège | 0,001 | 2 |
| Sénégal | 0,003 | 6 |
| Serbie | 0,016 | 30 |
| Seychelles | 0,002 | 4 |
| Sierra Leone | 0,001 | 2 |
| Singapour | 0,345 | 640 |
| Slovaquie | 0,050 | 93 |
| Slovénie | 0,096 | 178 |
| Soudan | 0,008 | 15 |
| Sri Lanka | 0,012 | 22 |
| Suède | 1,063 | 1 973 |
| Suisse | 1,207 | 2 240 |
| Tadjikistan | 0,001 | 2 |
| Tchad | 0,001 | 2 |
| Thaïlande | 0,145 | 269 |
| Tunisie | 0,024 | 45 |
| Turquie | 0,299 | 555 |
| Ukraine | 0,035 | 65 |
| Uruguay | 0,021 | 39 |
| Venezuela, République bolivarienne du | 0,157 | 291 |
| Vietnam | 0,019 | 35 |
| Yémen | 0,006 | 11 |
| Zambie | 0,001 | 2 |
| Zimbabwe | 0,006 | 11 |
| TOTAL (état complémentaire S4) | 100,003 b/ | 185 582 |

a/ Nouvel État Membre admis à l'Agence après l'approbation du barème des contributions.

b/ Le total est supérieur à 100 %, car il comprend les nouveaux États Membres auxquels une contribution a été demandée en plus de ce que prévoyait le barème en vigueur. Cette différence a cependant été prise en compte dans le calcul du montant des crédits à restituer.

ÉTAT COMPLÉMENTAIRE S5 (suite)

II. AUTRES EXCÉDENTS DE CAISSE CONSERVÉS EN ATTENDANT LE VERSEMENT DE CONTRIBUTIONS AU 31 DÉCEMBRE 2009

(en euros)

| Exercice | 31 décembre 2008 | Montant restitué | 31 décembre 2009 |
|-------------------------------|------------------|------------------|------------------|
| 1965-1968 | 286 | 286 | - |
| 1979-1995 | 130 551 | 302 | 130 249 |
| 1996 | 42 840 | 1 129 | 41 711 |
| 1997 | 22 346 | 5 606 | 16 740 |
| 1998 | 23 370 | 409 | 22 961 |
| 1999 | 7 289 | 422 | 6 867 |
| 2001 | 2 603 | 139 | 2 464 |
| 2002 | 760 | 22 | 738 |
| 2004 | 3 809 | 49 | 3 760 |
| 2005 | 9 252 | 469 | 8 783 |
| 2007 | 4 524 453 | 4 514 999 | 9 454 |
| TOTAL (état compl. S4) | 4 767 559 | 4 523 832 | 243 727 |

ÉTAT COMPLÉMENTAIRE S6

BUDGET ORDINAIRE DE 2009
ÉTAT RÉCAPITULATIF PAR CHEF DE DÉPENSE
AU 31 DÉCEMBRE 2009

(en euros)

| Chef de dépense | Budget ajusté 2009 a/ | Dépenses | | | Soldes non utilisés (dépassements) | Solde |
|---|--------------------------|--------------------|---------------------------|---------------------|--|------------------|
| | | Décaissements | Engagements non réglés | Dépenses totales | | |
| Traitements - Postes approuvés - P | 71 470 474 | 66 094 660 | - | 66 094 660 | 5 375 814 | - |
| Personnel temporaire - P/MD | 9 859 493 | 9 401 292 | - | 9 401 292 | 458 201 | - |
| Personnel temporaire - P/CD | 148 780 | 635 403 | - | 635 403 | (486 623) | - |
| Traitements - Postes approuvés - G | 34 089 981 | 32 150 265 | - | 32 150 265 | 1 939 716 | - |
| Personnel temporaire - G/MD | 4 515 959 | 4 860 576 | - | 4 860 576 | (344 617) | - |
| Personnel temporaire - G/CD | 200 218 | 1 049 373 | - | 1 049 373 | (849 155) | - |
| Dépenses communes de personnel | 49 336 786 | 49 347 762 | - | 49 347 762 | (10 976) | - |
| Heures supplémentaires | 353 652 | 353 446 | - | 353 446 | 206 | - |
| Total partiel : Dépenses de personnel | 169 975 343 | 163 892 777 | - | 163 892 777 | 6 082 566 | - |
| Voyages - Fonctionnaires | 12 683 416 | 7 270 843 | 2 799 791 | 10 070 634 | 2 612 782 | - |
| Voyages - Non-fonctionnaires | 6 632 439 | 6 392 962 | 269 582 | 6 662 544 | (30 105) | - |
| Total partiel : Voyages | 19 315 855 | 13 663 805 | 3 069 373 | 16 733 178 | 2 582 677 | - |
| Services d'interprétation | 663 071 | 525 825 | 49 134 | 574 959 | 88 112 | - |
| Représentation et réceptions | 241 940 | 301 562 | 169 | 301 731 | (59 791) | - |
| Formation | 985 248 | 1 025 519 | 504 917 | 1 530 436 | (545 188) | - |
| Matériel : pris à bail ou loué | 480 076 | 312 377 | 8 472 | 320 849 | 159 227 | - |
| Matériel acheté/travaux de construction | 9 278 213 | 2 847 962 | 6 317 381 | 9 165 343 | 112 870 | - |
| Fournitures et accessoires | 5 693 284 | 4 345 709 | 1 351 162 | 5 696 871 | (3 587) | - |
| Dépenses générales de fonctionnement | 11 367 214 | 5 863 257 | 1 341 759 | 7 205 016 | 4 162 198 | - |
| Contrats | 6 233 461 | 1 872 407 | 4 561 880 | 6 434 287 | (200 826) | - |
| Consultants/experts sous contrats de courte durée | - | 3 653 590 | 1 409 523 | 5 063 113 | (5 063 113) | - |
| Contrats de recherche et de services techniques | 5 232 518 | 2 115 287 | 2 326 372 | 4 441 659 | 790 859 | - |
| Divers | 3 162 402 | 3 304 225 | 31 845 | 3 336 070 | (173 668) | - |
| Total partiel : Autres coûts directs | 43 337 427 | 26 167 720 | 17 902 614 | 44 070 334 | (732 907) | - |
| Contributions aux coûts de gestion des bâtiments du CIV | 10 453 607 | 10 205 929 | 1 608 408 | 11 814 337 | (1 360 730) | - |
| Contributions aux coûts des services de sécurité du CIV | 5 870 044 | 3 848 724 | 1 610 731 | 5 459 455 | 410 589 | - |
| Contributions aux coûts du CIV | 16 323 651 | 14 054 653 | 3 219 139 | 17 273 792 | (950 141) | - |
| Coûts directs de mise en œuvre | 11 667 189 | 11 407 769 | 670 855 | 12 078 624 | (411 435) | - |
| Coûts de gestion et d'exploitation | 4 577 791 | 4 296 484 | 282 613 | 4 579 097 | (1 306) | - |
| Total partiel : Activités de laboratoire | 16 244 980 | 15 704 253 | 953 468 | 16 657 721 | (412 741) | - |
| Services de traduction et de rédaction | 5 391 212 | 5 225 245 | 70 434 | 5 295 679 | 95 533 | - |
| Services d'impression | 1 838 948 | 1 578 134 | 296 856 | 1 874 990 | (36 042) | - |
| Services informatiques d'application | 886 961 | 130 417 | 1 501 434 | 1 631 851 | (744 890) | - |
| Services informatiques centraux (SG fixes) | 1 494 946 | 842 211 | 652 841 | 1 495 052 | (106) | - |
| Services médicaux | 983 633 | 862 107 | 28 666 | 890 773 | 92 860 | - |
| Services d'administration des contrats | 632 622 | 641 331 | 7 000 | 648 331 | (15 709) | - |
| Services de protection et de contrôle radiologiques | 1 180 179 | 1 180 336 | 49 131 | 1 229 467 | (49 288) | - |
| Total partiel : Coûts partagés | 12 408 501 | 10 459 781 | 2 606 362 | 13 066 143 | (657 642) | - |
| Total Partie opérationnelle et courante | 277 605 757 | 243 942 989 | 27 750 956 | 271 693 945 | 5 911 812 | - |
| Investissements essentiels | 5 111 824 | 1 910 890 | 373 883 | 2 284 773 | 2 827 051 | - |
| Total partiel | 282 717 581 | 245 853 879 | 28 124 839 | 273 978 718 | 8 738 863 | - |
| Fonds pour les investissements majeurs b/ | - | 8 738 863 | - | 8 738 863 | (8 738 863) | - |
| Total des programmes de l'Agence | 282 717 581 | 254 592 742 | 28 124 839 | 282 717 581 | - | - |
| Travaux remboursables pour d'autres organismes | 2 361 589 | 2 638 229 | 264 321 | 2 902 550 | - | (540 961) c/ |
| TOTAL GÉNÉRAL (état IV) | 285 079 170 | 257 230 971 | 28 389 160 | 285 620 131 | - | (540 961) |

a/ Résolution GC(52)/RES/5 de la Conférence générale d'octobre 2008 - réévalué au taux de change moyen de l'ONU, soit 1,3893 \$ pour 1 €

b/ Conformément au document sur le programme et budget de l'Agence (GC(53)/5) d'août 2009, un montant de 8 738 863 € a été transféré au Fonds pour les investissements moyens pour soutenir les investissements majeurs dans les infrastructures.

c/ Le montant de 540 961 € représente le coût de services supplémentaires fournis aux organisations sises au CIV et à des projets financés par le Fonds de coopération technique et des ressources extrabudgétaires.

ÉTAT COMPLÉMENTAIRE S6 (SUPPLÉMENTAIRE A)

SOLDES NON ENGAGÉS DES CRÉDITS OUVERTS EN 2008
ÉTAT RÉCAPITULATIF PAR CHEF DE DÉPENSE
AU 31 DÉCEMBRE 2009

(en euros)

| Chef de dépense | Soldes non engagés des crédits ouverts reportés de 2008 | Dépenses | | | Soldes non utilisés (dépassements) | Solde |
|---|---|------------------|------------------------|-------------------|------------------------------------|----------|
| | | Décaissements | Engagements non réglés | Dépenses totales | | |
| Traitements - Postes approuvés - P | - | - | - | - | - | - |
| Personnel temporaire - P/MD | - | 31 372 | - | 31 372 | (31 372) | - |
| Personnel temporaire - P/CD | 36 000 | 28 054 | - | 28 054 | 7 946 | - |
| Traitements - Postes approuvés - G | - | - | - | - | - | - |
| Personnel temporaire - G/MD | - | - | - | - | - | - |
| Personnel temporaire - G/CD | - | 1 548 | - | 1 548 | (1 548) | - |
| Dépenses communes de personnel | - | 21 198 | - | 21 198 | (21 198) | - |
| Heures supplémentaires | - | 2 491 | - | 2 491 | (2 491) | - |
| Total partiel : Dépenses de personnel | 36 000 | 84 663 | - | 84 663 | (48 663) | - |
| Voyages - Fonctionnaires | 25 000 | 15 595 | 2 978 | 18 573 | 6 427 | - |
| Voyages - Non-fonctionnaires | 197 000 | 163 454 | - | 163 454 | 33 546 | - |
| Total partiel : Voyages | 222 000 | 179 049 | 2 978 | 182 027 | 39 973 | - |
| Services d'interprétation | - | 17 399 | - | 17 399 | (17 399) | - |
| Représentation et réceptions | - | 7 063 | - | 7 063 | (7 063) | - |
| Formation | 44 000 | 26 686 | 82 898 | 109 584 | (65 584) | - |
| Matériel : pris à bail ou loué | 2 681 288 | - | - | - | 2 681 288 | - |
| Matériel acheté/travaux de construction | 668 117 | 514 894 | 1 300 927 | 1 815 821 | (1 147 704) | - |
| Fournitures et accessoires | 238 500 | 402 556 | 121 457 | 524 013 | (285 513) | - |
| Dépenses générales de fonctionnement | 6 511 871 | 121 703 | 148 243 | 269 946 | 6 241 925 | - |
| Contrats | 176 865 | 544 073 | 6 051 324 | 6 595 397 | (6 418 532) | - |
| Consultants/experts sous contrats de courte durée | 401 686 | 152 014 | 44 416 | 196 430 | 205 256 | - |
| Contrats de recherche et de services techniques | - | - | - | - | - | - |
| Divers | - | 28 049 | - | 28 049 | (28 049) | - |
| Total partiel : Autres coûts directs | 10 722 327 | 1 814 437 | 7 749 265 | 9 563 702 | 1 158 625 | - |
| Contributions aux coûts de gestion des bâtiments du CIV | - | - | - | - | - | - |
| Contributions aux coûts des services de sécurité du CIV | - | - | - | - | - | - |
| Contributions aux coûts du CIV | - | - | - | - | - | - |
| Coûts directs de mise en oeuvre | 5 488 | - | - | - | 5 488 | - |
| Coûts de gestion et d'exploitation | - | - | - | - | - | - |
| Total partiel : Activités de laboratoire | 5 488 | - | - | - | 5 488 | - |
| Services de traduction et de rédaction | - | - | - | - | - | - |
| Services d'impression | - | - | - | - | - | - |
| Services informatiques d'application | 165 670 | 125 011 | 33 633 | 158 644 | 7 026 | - |
| Services informatiques centraux (SG fixes) | - | - | - | - | - | - |
| Services médicaux | - | - | - | - | - | - |
| Services d'administration des contrats | - | - | - | - | - | - |
| Services de protection et de surveillance radiologiques | 1 211 | 1 211 | - | 1 211 | - | - |
| Total partiel : Coûts partagés | 166 881 | 126 222 | 33 633 | 159 855 | 7 026 | - |
| Total partiel | 11 152 696 | 2 204 371 | 7 785 876 | 9 990 247 | 1 162 449 | - |
| Versement au Fonds pour les investissements majeurs b/ | - | 1 162 449 | - | 1 162 449 | (1 162 449) | - |
| TOTAL (état IV supplémentaire A) | 11 152 696 | 3 366 820 | 7 785 876 | 11 152 696 | - | - |

a/ Le solde non engagé des crédits ouverts en 2008 était de 12 842 696 €. Sur la base de la décision du Conseil des gouverneurs conformément au document GOV/2008/21 de juillet 2008, un montant de 1 690 000 € a été réservé pour le Système d'information à l'échelle de l'Agence pour l'appui au programme (AIPS), ce qui a réduit les soldes restants disponibles pour les programmes sectoriels à 11 152 696 €.

b/ Conformément au document sur le programme et budget de l'Agence (GC(53)/5) d'août 2009, un montant de 1 162 449 € a été transféré au Fonds pour les investissements majeurs pour soutenir les investissements majeurs dans les infrastructures.

**ÉTAT RÉCAPITULATIF DES DÉPENSES PAR GRANDE CATÉGORIE ET PAR GROUPE DE FONDS
AU 31 DÉCEMBRE 2009**

(en euros)

| Catégorie | 2009 | | | | | | 2008 |
|---|--|--------------------------------------|--|--|---|--------------------|---------------|
| | General Fund | | | | | | TOTAL 2009 |
| | Fonds du budget ordinaire et Fonds de roulement | Fonds de coopération technique | Fonds pour les programmes extrabudgétaires | Fonds extrabudgétaire de coopération technique | Fonds d'affectation spéciale, fonds de réserve et fonds spéciaux | TOTAL 2008 | |
| Groupe de fonds I | Groupe de fonds II | Groupe de fonds III | Groupe de fonds IV | Groupe de fonds VI | | | |
| Traitements | 110 720 091 | - | 585 495 | - | - | 108 841 873 | |
| Dépenses communes de personnel | 55 770 966 | - | 5 245 517 | - | - | 58 257 396 | |
| Personnel temporaire | 17 355 731 | - | 9 937 711 | - | - | 24 798 585 | |
| Total - Dépenses de personnel | 183 846 788 | - | 15 768 723 | - | - | 191 897 854 | |
| Matériel | 12 090 143 | 23 598 833 | 9 549 953 | 7 496 082 | 1 447 975 | 42 563 517 | |
| Versement au Fonds pour les investissements majeurs | 8 738 863 | - | - | - | - | 8 738 863 | |
| Voyages | 17 181 790 | 17 841 804 | 7 833 566 | 1 006 763 | - | 40 760 080 | |
| Contrats | 19 869 850 | 4 363 366 | 6 173 347 | 959 177 | - | 30 241 257 | |
| Dépenses générales de fonctionnement | 11 605 931 | 831 767 | 326 573 | 21 940 | 70 | 13 225 095 | |
| Contributions aux coûts de gestion des bâtiments du CIV | 12 514 647 | - | 23 557 | - | - | 11 159 059 | |
| Contributions aux coûts des services de sécurité du CIV | 5 563 177 | - | - | - | - | 5 563 177 | |
| Formation | 1 654 314 | 12 565 238 | 1 68 676 | 831 598 | - | 15 219 826 | |
| Fournitures et accessoires | 8 276 091 | 2 260 134 | 830 487 | 264 173 | 120 853 | 9 584 499 | |
| Divers | 4 278 537 | 904 587 | 2 787 578 | 802 810 | - | 7 368 973 | |
| Total - Autres dépenses | 101 773 343 | 62 365 729 | 27 693 737 | 11 382 543 | 1 568 898 | 175 934 555 | |
| DÉPENSES TOTALES (état I) | 285 620 131 | 62 365 729 | 43 462 460 | 11 382 543 | 1 568 898 | 367 832 409 | |

ÉTAT COMPLEMENTAIRE S8 (suite)

| État Membre | Quote-part de base % | Part des 85 millions de dollars, objectif pour 2009, calculée par application de la quote-part de base a/ | 2009 | | | Exercices antérieurs | | | | | | |
|-----------------------------------|----------------------|---|-----------------|-------------------------------|-----------------------------------|----------------------|----------------------------------|-----------------------------------|------------------------|-------------|-----------------------|--------------------------------|
| | | | Sommes promises | Versements de sommes promises | Versements sans promesse formelle | Sommes dues | % de la part de l'objectif versé | Solde non acquitté au 1er janvier | Sommes versées en 2009 | Sommes dues | Total des sommes dues | Versements anticipés pour 2010 |
| Égypte | 0,085 | 72 250 | 72 250 | 72 250 | - | - | 100 | - | - | - | - | - |
| El Salvador | 0,019 | 16 150 | - | - | - | - | - | 15 200 | - | 15 200 | - | - |
| Émirats arabes unis | 0,291 | 247 350 | - | 247 350 | - | - | 100 | - | - | - | - | - |
| Équateur | 0,020 | 17 000 | 17 000 | - | - | - | 100 | - | - | - | - | - |
| Érythrée | 0,001 | 850 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Espagne | 2,863 | 2 433 550 | - | 2 433 500 | - | - | 100 | - | - | - | - | - |
| Estonie | 0,015 | 12 750 | 12 750 | - | - | - | 100 | - | - | - | - | - |
| États-Unis d'Amérique | 25,000 | 21 250 000 | 20 950 000 | - | - | - | 98,6 | - | - | - | - | - |
| Éthiopie | 0,003 | 2 550 | 2 550 | - | - | - | 100 | - | - | - | - | 2 550 |
| Fédération de Russie | 1,158 | 984 300 | - | 745 656 | - | - | 75,8 | - | - | - | - | - |
| Finlande | 0,544 | 462 400 | 462 400 | - | - | - | 100 | - | - | - | - | - |
| France | 6,078 | 5 166 300 | - | 4 888 588 | - | - | 94,6 | - | - | - | - | - |
| Gabon | 0,008 | 6 800 | - | 8 000 | - | - | 117,6 | - | - | - | - | - |
| Géorgie | 0,003 | 2 550 | - | 2 551 | - | - | 100 | 15 067 | c/ | 15 067 | - | - |
| Ghana | 0,004 | 3 400 | 3 400 | - | 1 800 | - | 47,1 | 6 400 | - | 6 400 | - | 1 800 |
| Grèce | 0,575 | 488 750 | 488 750 | - | - | - | 100 | - | - | - | - | - |
| Guatemala | 0,031 | 26 350 | - | - | - | - | - | 24 900 | - | 24 900 | - | - |
| Haïti | 0,002 | 1 700 | - | - | - | - | - | 1 600 | - | 1 600 | - | - |
| Honduras | 0,005 | 4 250 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Hongrie | 0,235 | 199 750 | 199 750 | - | - | - | 100 | - | - | - | - | - |
| Îles Marshall | 0,001 | 850 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Inde | 0,434 | 368 900 | 368 900 | - | - | - | 100 | 6 487 | - | 6 487 | - | 246 |
| Indonésie | 0,155 | 131 750 | 100 000 | 15 000 | - | - | 87,3 | - | - | - | - | - |
| Iran, Rép. Islamique d' | 0,174 | 147 900 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Iraq | 0,014 | 11 900 | 11 900 | - | - | - | 100 | - | - | - | - | - |
| Irlande | 0,429 | 364 650 | 364 650 | - | - | - | 100 | - | - | - | - | 364 650 |
| Islande | 0,036 | 30 600 | 30 600 | - | - | - | 100 | - | - | - | - | - |
| Israël | 0,404 | 343 400 | - | 140 225 | - | - | 40,8 | - | - | - | - | - |
| Italie | 4,899 | 4 164 150 | 4 164 150 | - | - | - | 100 | - | - | - | - | - |
| Jamahiriya arabe libyenne | 0,060 | 51 000 | - | - | - | - | - | 48 000 | b/ | 48 000 | - | 51 000 |
| Jamaïque | 0,010 | 8 500 | - | - | - | - | - | 8 000 | b/ | 8 000 | - | - |
| Japon | 16,036 | 13 630 600 | - | 13 630 600 | - | - | 100 | - | - | - | - | - |
| Jordanie | 0,012 | 10 200 | 10 200 | - | - | - | - | - | - | - | - | 10 200 |
| Kazakhstan | 0,028 | 23 800 | - | 23 800 | - | - | 100 | 22 400 | b/ | 22 400 | - | - |
| Kenya | 0,010 | 8 500 | - | 8 500 | - | - | 100 | 8 000 | - | 8 000 | - | - |
| Kirghizistan | 0,001 | 850 | - | 850 | - | - | 100 | 800 | b/ | 800 | - | 537 |
| Koweït | 0,176 | 149 600 | 149 600 | - | - | - | 100 | - | - | - | - | - |
| Lettonie | 0,017 | 14 450 | 14 450 | - | - | - | 100 | - | - | - | - | 14 450 |
| L'ex-Rép. yougoslave de Macédoine | 0,005 | 4 250 | 4 250 | - | - | - | 100 | - | - | - | - | - |
| Liban | 0,033 | 28 050 | - | - | - | - | - | 80 | - | 80 | - | - |

ÉTAT COMPLEMENTAIRE S8 (suite)

| État Membre | Quote-part de base % | Part des 85 millions de dollars, objectif pour 2009, calculée par application de la quote-part de base a/ | Exercices antérieurs | | | | | | | | | |
|---|----------------------|---|----------------------|-------------------------------|-----------------------------------|-------------|----------------------------------|-----------------------------------|------------------------|-------------|-----------------------|--------------------------------|
| | | | 2009 | | | | | | | | | |
| | | | Sommes promises | Versements de sommes promises | Versements sans promesse formelle | Sommes dues | % de la part de l'objectif versé | Solde non acquitté au 1er janvier | Sommes versées en 2009 | Sommes dues | Total des sommes dues | Versements anticipés pour 2010 |
| République démocratique du Congo | 0,003 | 2 550 | - | - | - | - | - | 8 890 | 4 445 | 4 445 | 4 445 | - |
| République dominicaine | 0,023 | 19 550 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| République tchèque | 0,271 | 230 350 | 230 350 | 230 350 | - | - | 100 | - | - | - | - | - |
| République-Unie de Tanzanie | 0,006 | 5 100 | 5 100 | 5 100 | - | - | 100 | - | - | - | - | - |
| Roumanie | 0,067 | 56 950 | 56 950 | 56 950 | - | - | 100 | - | - | - | - | - |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | 6,407 | 5 445 950 | - | 5 445 950 | - | - | 100 | - | - | - | - | - |
| Saint-Siège | 0,001 | 850 | 2 591 | 2 591 | - | - | 304,8 | - | - | - | - | 2 878 |
| Sénégal | 0,004 | 3 400 | 1 460 | 1 460 | - | - | 42,9 | - | - | - | - | - |
| Serbie | 0,020 | 17 000 | 17 000 | 17 000 | - | - | 100 | - | - | - | - | - |
| Seychelles | 0,002 | 1 700 | - | 1 700 | - | - | 100 | - | - | - | - | - |
| Sierra Leone | 0,001 | 850 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Singapour | 0,335 | 284 750 | 284 750 | 284 750 | - | - | 100 | - | - | - | - | 283 900 |
| Slovaquie | 0,061 | 51 850 | 51 850 | 51 850 | - | - | 100 | - | - | - | - | - |
| Slovenie | 0,093 | 79 050 | 79 050 | 79 050 | - | - | 100 | - | - | - | - | - |
| Soudan | 0,010 | 8 500 | 8 500 | 8 500 | - | - | 100 | - | - | - | - | - |
| Sri Lanka | 0,015 | 12 750 | - | 12 750 | - | - | 100 | - | - | - | - | 12 750 |
| Suède | 1,033 | 878 050 | - | 878 050 | - | - | 100 | - | - | - | - | - |
| Suisse | 1,173 | 997 050 | 997 050 | 997 050 | - | - | 100 | - | - | - | - | 158 794 |
| Tadjikistan | 0,001 | 850 | 850 | 850 | - | - | 100 | - | - | - | - | 850 |
| Tchad | 0,001 | 850 | 850 | 850 | - | - | 100 | - | - | - | - | - |
| Thaïlande | 0,179 | 152 150 | 152 150 | 152 150 | - | - | 100 | - | - | - | - | 152 150 |
| Tunisie | 0,030 | 25 500 | 25 500 | 25 500 | - | - | 100 | - | - | - | - | - |
| Turquie | 0,367 | 311 950 | - | 311 950 | - | - | 100 | - | - | - | - | - |
| Ukraine | 0,043 | 36 550 | - | 36 550 | - | - | 100 | - | - | - | - | - |
| Uruguay | 0,026 | 22 100 | 22 100 | 22 100 | - | - | 100 | - | - | - | - | - |
| Venezuela, Rép. bolivarienne du | 0,193 | 164 050 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Vietnam | 0,023 | 19 550 | 19 550 | 19 550 | - | - | 100 | - | - | - | - | - |
| Yémen | 0,007 | 5 950 | - | 5 908 | - | - | 99,3 | - | - | - | - | - |
| Zambie | 0,001 | 850 | 850 | 850 | - | - | 100 | 2 350 b/ | 2 350 | - | - | - |
| Zimbabwe | 0,008 | 6 800 | 6 800 | 6 800 | - | - | 100 | 30 770 b/ | 30 770 | - | - | - |
| Total partiel | 6127 | 85 000 000 | 39 945 316 | 37 510 251 | 39 891 387 | 2 435 065 | 91,1 | 1 191 133 | 1 136 864 | 54 269 | 2 489 334 | 1 776 753 |
| Nouveaux Membres : | | | | | | | | | | | | |
| Bahreïn d/ | 0,033 | 28 050 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Burundi e/ | 0,001 | 850 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Cambodge f/ | 0,001 | 850 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Congo g/ | 0,001 | 850 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Lesotho h/ | 0,001 | 850 | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - |
| Oman i/ | 0,073 | 62 050 | - | 62 050 | - | - | 100 | - | - | - | - | 59 500 |
| Total partiel | 0,110 | 93 500 | - | 62 050 | - | - | 66,4 | - | - | - | - | 59 500 |

ÉTAT COMPLÉMENTAIRE S8 (suite)

| État Membre | Quote-part de base % | Part des 85 millions de dollars, objectif pour 2009, calculée par application de la quote-part de base a/ | Exercices antérieurs | | | | | | | | | | |
|---|----------------------|---|----------------------|-------------------|-------------------------------|-----------------------------------|-------------|----------------------------------|-----------------------------------|------------------------|------------------|-----------------------|--------------------------------|
| | | | 2009 | Sommes promises | Versements de sommes promises | Versements sans promesse formelle | Sommes dues | % de la part de l'objectif versé | Solde non acquitté au 1er janvier | Sommes versées en 2009 | Sommes dues | Total des sommes dues | Versements anticipés pour 2010 |
| Anciens Membres : | | | | | | | | | | | | | |
| République populaire démocratique de Corée j/ | - | - | - | - | - | - | - | - | 29 635 | - | 29 635 | 29 635 | - |
| Yougoslavie k/ | - | - | - | - | - | - | - | - | 834 026 | - | 834 026 | 834 026 | - |
| Total partiel | - | - | - | - | - | - | - | - | 863 661 | - | 863 661 | 863 661 | - |
| TOTAL | 6127,110 | 85 093 500 | 39 945 316 | 37 510 251 | 39 953 437 | 2 435 065 | 91,0 | 2 054 794 | 1 136 864 | 917 930 | 3 352 995 | 1 836 253 | |
| États I et II (en euros) | | | 28 660 779 | 26 973 279 | 28 840 022 | 1 687 500 | | 1 433 087 | 796 962 | 636 125 | 2 323 625 | 1 242 092 | |

a/ Comme il est recommandé de le faire dans la résolution GC(V)RES/100, telle que modifiée par la résolution GC(XV)RES/286.

b/ Contribution promise/versée en 2009 au titre de 2008 : Belgique - 942 775 \$; Bosnie-Herzégovine - 4 800 \$; Jamaïque - 8 000 \$; Kazakhstan - 22 400 \$; Kirghizistan - 800 \$; Malawi - 800 \$; Malawi - 800 \$; Malawi - 800 \$; au titre de 2007 : Malawi - 800 \$; au titre de 2006 : Malawi - 775 \$; Zambie - 1 550 \$; au titre de 2004 : Zimbabwe - 5 980 \$; au titre de 2003 : Zimbabwe - 5 980 \$; au titre de 2002 : Zimbabwe - 5 840 \$; au titre de 2001 : Zimbabwe - 6 400 \$;

c/ Revalorisation de la contribution promise par la Géorgie au titre de 2000 - 37 \$.

d/ Bahreïn est devenu Membre de l'Agence le 23 juin 2009.

e/ Le Burundi est devenu Membre de l'Agence le 24 juin 2009.

f/ Le Cambodge est devenu Membre de l'Agence le 23 novembre 2009.

g/ Le Congo est devenu Membre de l'Agence le 15 juillet 2009.

h/ Le Lesotho est devenu Membre de l'Agence le 13 juillet 2009.

i/ Oman est devenu Membre de l'Agence le 5 février 2009.

j/ La République populaire démocratique de Corée s'est retirée de l'Agence le 13 juin 1994.

k/ Par suite de l'admission de la République fédérale de Yougoslavie le 17 septembre 2001, l'ex-Yougoslavie a cessé d'être Membre.

ÉTAT COMPLÉMENTAIRE S9a

PROGRAMME DE COOPÉRATION TECHNIQUE
DÉPENSES DE PROGRAMME RECOUVRABLES
ÉTAT AU 31 DÉCEMBRE 2009

(en dollars des États-Unis)

| Bénéficiaires | 1984-2002 | | |
|---|--------------------|------------------------|------------------|
| | Solde non acquitté | Sommes versées en 2009 | Sommes dues |
| Arménie a/ | 93 716 | 31 780 | 61 936 |
| Bolivie | 278 078 | - | 278 078 |
| Côte d'Ivoire | 222 089 | 170 036 | 52 053 |
| République dominicaine a/ | 230 189 | 25 577 | 204 612 |
| El Salvador | 13 146 | - | 13 146 |
| Géorgie a/ | 41 788 | 41 788 | - |
| Ghana a/ | 236 657 | - | 236 657 |
| Guatemala a/ | 146 518 | - | 146 518 |
| Iraq | 56 145 | - | 56 145 |
| Kirghizistan | 9 021 | - | 9 021 |
| Paraguay | 74 259 | - | 74 259 |
| Pérou | 461 031 | 4 643 | 456 388 |
| Qatar | 2 162 | - | 2 162 |
| Roumanie | 51 899 | - | 51 899 |
| Sri Lanka | 296 050 | 14 238 | 281 812 |
| Tunisie a/ | 55 020 | 34 943 | 20 077 |
| Ouzbékistan a/ | 125 581 | 41 860 | 83 721 |
| Total partiel | 2 393 349 | 364 865 | 2 028 484 |
| Anciens Membres : | | | |
| République populaire démocratique de Corée b/ | 39 712 | - | 39 712 |
| Serbie et Monténégro c/ | 1 302 | - | 1 302 |
| Arriérés : | | | |
| Bosnie-Herzégovine, Croatie, Slovénie, L'ex-République yougoslave de Macédoine, Serbie et Monténégro c/ | 381 410 | - | 381 410 |
| TOTAL | 2 815 773 | 364 865 | 2 450 908 |
| États I et II (en euros) | 1 957 487 | 259 007 | 1 698 480 |

a/ Plans de versement conclus avec l'Agence.

b/ La République populaire démocratique de Corée s'est retirée de l'Agence le 13 juin 1994.

c/ Par suite de l'admission de la République fédérale de Yougoslavie le 17 septembre 2001, l'ex-Yougoslavie a cessé d'être Membre. Pour la période antérieure à 1992, le montant des arriérés de dépenses de programme recouvrables au titre de l'assistance technique fournie à l'ex-République fédérative socialiste de Yougoslavie s'élevait à 381 410 \$. Après cette date, une assistance technique supplémentaire a été fournie à l'ex-Yougoslavie, au titre de laquelle des dépenses de programmes recouvrables d'un montant de 1 302 \$ restent dues. Depuis, aucune assistance technique n'a été fournie à l'ex-Yougoslavie.

ÉTAT COMPLÉMENTAIRE S9b

PROGRAMME DE COOPÉRATION TECHNIQUE
COÛTS DE PARTICIPATION NATIONAUX
AU 31 DÉCEMBRE 2009
(en dollars des États-Unis)

| État Membre | 2009 | | | 2005-2008 | | | Total des sommes versées en 2009 | Total des sommes dues | 2010 Versements anticipés/ crédits reçus |
|----------------------|------------------------------|------------------------|-------------|-------------------------|------------------------|-------------|----------------------------------|-----------------------|--|
| | Sommes mises en recouvrement | Sommes versées en 2009 | Sommes dues | Solde dû au 1er janvier | Sommes versées en 2009 | Sommes dues | | | |
| Afrique du Sud | 68 398 | 68 398 | - | - | - | - | 68 398 | - | - |
| Albanie | 75 360 | 73 987 | 1 373 | 1 165 | 1 165 | - | 75 152 | 1 373 | - |
| Algérie | 91 021 | 49 254 | 41 767 | - | - | - | 49 254 | 41 767 | - |
| Arabie saoudite | 14 178 | 14 178 | - | - | - | - | 14 178 | - | - |
| Argentine | 81 890 | 81 890 | - | - | - | - | 81 890 | - | - |
| Arménie | 124 671 | 58 298 | 66 373 | - | - | - | 58 298 | 66 373 | - |
| Azerbaïdjan | 105 264 | 105 131 | 133 | 133 | 133 | - | 105 264 | 133 | - |
| Bélarus | 101 044 | 49 390 | 51 654 | - | - | - | 49 390 | 51 654 | - |
| Belize | 21 140 | 21 140 | - | 368 | - | 368 | 21 140 | 368 | - |
| Bolivie | 39 358 | 23 323 | 16 035 | 7 516 | 891 | 6 625 | 24 214 | 22 660 | - |
| Bosnie-Herzégovine | 25 553 | 25 553 | - | - | - | - | 25 553 | - | - |
| Botswana | 49 969 | 49 969 | - | - | - | - | 49 969 | - | - |
| Brésil | 125 215 | 125 215 | - | - | - | - | 125 215 | - | 46 789 |
| Bulgarie | 40 079 | 40 079 | - | - | - | - | 40 079 | - | - |
| Cameroon | 28 026 | 13 362 | 14 664 | 51 647 | 23 734 | 27 913 | 37 096 | 42 577 | - |
| Chili | 70 620 | 70 620 | - | - | - | - | 70 620 | - | 458 |
| Chine | 174 515 | 173 315 | 1 200 | 4 467 | 4 467 | - | 177 782 | 1 200 | - |
| Chypre | 2 460 | 2 460 | - | - | - | - | 2 460 | - | - |
| Colombie | 87 783 | 80 473 | 7 310 | - | - | - | 80 473 | 7 310 | - |
| Corée, République de | 19 791 | 9 863 | 9 928 | - | - | - | 9 863 | 9 928 | - |
| Costa Rica | 43 111 | 43 111 | - | 6 151 | 6 151 | - | 49 262 | - | 1 266 |
| Côte d'Ivoire | 50 022 | 50 022 | - | 1 856 | 1 856 | - | 51 878 | - | - |
| Croatie | 69 592 | 69 592 | - | - | - | - | 69 592 | - | - |
| Cuba | 108 105 | 108 105 | - | - | - | - | 108 105 | - | - |
| Égypte | 46 454 | 46 454 | - | 5 215 | 5 215 | - | 51 669 | - | 698 |
| El Salvador | 42 562 | 36 769 | 5 793 | 2 812 | 2 812 | - | 39 581 | 5 793 | - |
| Emirats arabes unis | 62 654 | 62 591 | 63 | - | - | - | 62 591 | 63 | - |
| Équateur | 42 384 | 25 253 | 17 131 | 3 182 | 1 952 | 1 230 | 27 205 | 18 361 | 747 |
| Estonie | 38 602 | 38 602 | - | - | - | - | 38 602 | - | - |
| Fédération de Russie | 52 | 52 | - | - | - | - | 52 | - | - |

ÉTAT COMPLÉMENTAIRE S9b (suite)

| État Membre | 2009 | | | 2005-2008 | | | Total des sommes versées en 2009 | Total des sommes dues | 2010 Versements anticipés/ crédits reçus |
|---|------------------------------|------------------------|-------------|-------------------------|------------------------|-------------|----------------------------------|-----------------------|--|
| | Sommes mises en recouvrement | Sommes versées en 2009 | Sommes dues | Solde dû au 1er janvier | Sommes versées en 2009 | Sommes dues | | | |
| Gabon | 10 287 | 10 287 | - | - | - | - | 10 287 | - | - |
| Géorgie | 84 498 | 84 498 | - | - | - | - | 84 498 | - | - |
| Ghana | 42 477 | 23 164 | 19 313 | 7 424 | - | 7 424 | 23 164 | 26 737 | - |
| Grèce | 1 109 | 1 109 | - | - | - | - | 1 109 | - | - |
| Guatemala | 26 429 | 19 503 | 6 926 | 1 547 | - | 1 547 | 19 503 | 8 473 | - |
| Honduras | 35 331 | 35 331 | - | - | - | - | 35 331 | - | - |
| Hongrie | 10 181 | 9 074 | 1 107 | - | - | - | 9 074 | 1 107 | - |
| Indonésie | 63 859 | 63 859 | - | - | - | - | 63 859 | - | - |
| Iran, Rép. islamique d' | 59 027 | 58 310 | 717 | - | - | - | 58 310 | 717 | - |
| Iraq | 32 282 | 31 290 | 992 | - | - | - | 31 290 | 992 | - |
| Israël | 50 892 | 50 892 | - | 24 | 24 | - | 50 916 | - | - |
| Jamahiriya arabe libyenne | 70 665 | 70 665 | - | - | - | - | 70 665 | - | 12 409 |
| Jamaïque | 22 041 | 11 021 | 11 020 | 11 802 | - | 11 802 | 11 021 | 22 822 | - |
| Jordanie | 107 344 | 107 344 | - | 1 751 | 1 751 | - | 109 095 | - | - |
| Kazakhstan | 73 549 | 73 549 | - | 4 604 | 4 604 | - | 78 153 | - | - |
| Kenya | 54 168 | 54 168 | - | - | - | - | 54 168 | - | - |
| Kirghizistan | 90 298 | 44 558 | 45 740 | 36 127 | - | 36 127 | 44 558 | 81 867 | - |
| Koweït | 34 253 | 17 126 | 17 127 | 1 182 | 1 182 | - | 18 308 | 17 127 | - |
| Lettonie | 6 128 | 6 128 | - | - | - | - | 6 128 | - | 756 |
| L'ex-République yougoslave de Macédoine | 98 479 | 98 479 | - | - | - | - | 98 479 | - | - |
| Liban | 73 593 | 73 593 | - | 4 159 | 4 159 | - | 77 752 | - | - |
| Lituanie | 20 168 | 20 168 | - | - | - | - | 20 168 | - | - |
| Malaisie | 65 250 | 65 250 | - | - | - | - | 65 250 | - | - |
| Malte | 7 407 | 7 407 | - | - | - | - | 7 407 | - | - |
| Maroc | 56 088 | 45 224 | 10 864 | - | - | - | 45 224 | 10 864 | 781 |
| Maurice | 33 224 | 33 224 | - | 8 403 | 8 403 | - | 41 627 | - | - |
| Mexique | 84 833 | 53 702 | 31 131 | - | - | - | 53 702 | 31 131 | - |
| Mongolie | 47 699 | 47 699 | - | - | - | - | 47 699 | - | 154 |
| Monténégro | 52 761 | 26 380 | 26 381 | 18 408 | - | 18 408 | 26 380 | 44 789 | - |
| Namibie | 48 322 | 48 322 | - | - | - | - | 48 322 | - | - |
| Nicaragua | 51 276 | 51 143 | 133 | - | - | - | 51 143 | 133 | - |
| Nigeria | 80 035 | 80 035 | - | 11 222 | - | 11 222 | 80 035 | 11 222 | - |
| Ouzbékistan | 91 978 | 91 624 | 354 | 15 700 | - | 15 700 | 91 624 | 16 054 | - |
| Pakistan | 102 794 | 54 294 | 48 500 | - | - | - | 54 294 | 48 500 | - |
| Panama | 45 261 | 45 261 | - | - | - | - | 45 261 | - | 4 732 |

ÉTAT COMPLÉMENTAIRE S9b (suite)

| État Membre | 2009 | | | 2005-2008 | | | Total des sommes versées en 2009 | Total des sommes versées/ anticipés/ crédits reçus 2010 |
|---------------------------------|------------------------------------|------------------------------|---|------------------------------|----------------|-------------------------------|---|--|
| | Sommes mises en recouvrement | Sommes versées en 2009 | Sommes dues 1er janvier au 31 décembre | Sommes versées en 2009 | Sommes dues | Solde dû au 1er janvier | | |
| Paraguay | 6 107 | 3 197 | 2 910 | - | 8 518 | - | 3 197 | - |
| Pérou | 56 650 | 56 650 | - | 16 833 | - | - | 73 483 | - |
| Philippines | 90 429 | 90 429 | - | - | - | - | 90 429 | - |
| Pologne | 18 262 | 17 966 | 296 | - | 10 985 | - | 17 966 | - |
| Portugal | 1 964 | 1 964 | - | - | - | - | 1 964 | - |
| Qatar | 36 331 | 36 331 | - | - | - | - | 36 331 | - |
| République arabe syrienne | 96 685 | 50 853 | 45 832 | - | - | - | 50 853 | 45 832 |
| République de Moldova | 95 932 | 40 485 | 55 447 | - | - | - | 40 485 | 55 447 |
| République dominicaine | 42 334 | 20 589 | 21 745 | - | - | - | 20 589 | 21 745 |
| République tchèque | 7 564 | 7 542 | 22 | - | - | - | 7 542 | 22 |
| Roumanie | 24 535 | 20 540 | 3 995 | 13 544 | 24 579 | - | 34 084 | 28 574 |
| Serbie, République de | 59 025 | 59 025 | - | - | - | - | 59 025 | 6 751 |
| Seychelles | 20 333 | 18 853 | 1 480 | - | - | - | 18 853 | 1 480 |
| Singapour | 17 640 | 8 820 | 8 820 | - | - | - | 8 820 | 8 820 |
| Slovaquie | 25 092 | 25 092 | - | - | - | - | 25 092 | - |
| Slovénie | 22 510 | 22 498 | 12 | 15 341 | - | - | 37 839 | 12 |
| Sri Lanka | 53 685 | 53 685 | - | - | - | - | 53 685 | - |
| Tadjikistan | 78 254 | 78 254 | - | - | - | - | 78 254 | - |
| Thaïlande | 67 981 | 67 981 | - | - | - | - | 67 981 | - |
| Tunisie | 53 844 | 53 844 | - | 2 517 | - | - | 56 361 | - |
| Turquie | 1 544 | 1 544 | - | - | - | - | 1 544 | - |
| Ukraine | 101 613 | 50 868 | 50 745 | - | - | - | 50 868 | 50 745 |
| Uruguay | 57 635 | 27 704 | 29 931 | - | - | - | 27 704 | 29 931 |
| Venezuela, Rép. bolivarienne du | 43 907 | 43 907 | - | - | - | - | 43 907 | - |
| Vietnam | 93 818 | 53 354 | 40 464 | - | - | - | 53 354 | 40 464 |
| Zimbabwe | 55 380 | 55 380 | - | 374 | - | - | 55 754 | - |
| Total partiel | 4 916 931 | 4 197 485 | 715 428 | 117 108 | 182 448 | 4 314 593 | 4 314 593 | 897 876 |
| <u>Nouveau Membre :</u> | | | | | | | | |
| Oman a/ | - | - | - | - | - | - | - | 29 096 |
| TOTAL | 4 916 931 | 4 197 485 | 715 428 | 117 108 | 182 448 | 4 314 593 | 4 314 593 | 1 046 376 |
| États I et II (en euros) | 3 610 798 | 3 115 006 | 495 792 | 214 016 | 126 436 | 3 202 586 | 3 202 586 | 76 088 |

a/ Oman est devenu Membre de l'Agence le 5 février 2009.

ÉTAT COMPLÉMENTAIRE S10

COMPTES COURANTS
AU 31 DÉCEMBRE 2009

| Monnaie | Montant dans la monnaie en question | Taux de change de l'ONU | Équivalent en euros |
|-------------------------------|--|----------------------------|------------------------|
| <u>Fonds de l'Agence</u> | | | |
| Dollars australiens | 91 705 | 1,604617 | 57 151 |
| Dollars canadiens | 220 537 | 1,497835 | 147 237 |
| Dollars des États-Unis | 3 885 008 | 1,443001 | 2 692 311 |
| Euros | 1 722 667 | 1,0000 | 1 722 667 |
| Livres sterling | 185 400 | 0,901875 | 205 572 |
| Pesos cubains | 882 741 | 1,443001 | 611 740 |
| Roupiés indiennes | 5 320 | 67,316017 | 79 |
| Roupiés pakistanaises | 5 300 | 119,696969 | 44 |
| Won de la R.P.D. de Corée | 1 645 579 | 200,5772 | 8 204 |
| Yen | 2 761 355 | 132,323232 | 20 868 |
| Yuan renminbi | 87 351 974 | 9,82684 | 8 889 122 |
| Zlotych | 12 569 | 4,126984 | 3 046 |
| TOTAL COMPTES COURANTS | | | 14 358 041 |

NOTE : L'utilisation de certaines monnaies par l'Agence est limitée par des dispositions juridiques ou autres. En fin d'exercice, la valeur en euros, sur la base des taux de change de l'ONU, des montants détenus en ces monnaies était de 9 509 066 €

ÉTAT COMPLÉMENTAIRE S11

DÉPÔTS EN BANQUE
AU 31 DÉCEMBRE 2009

| Établissement | Taux d'intérêt annuel | Échéance | Monnaie/montant | Taux de change de l'ONU | Équivalent en euros |
|-----------------------------------|--------------------------|-----------------|---------------------|----------------------------|------------------------|
| <u>Fonds de l'Agence</u> | | | | | |
| JPMorgan Chase, New York | 0,400 % | au jour le jour | \$ É.-U. 29 370 640 | 0,693 | 20 353 859 |
| Intesa San Paolo, Vienne | 0,190 % | au jour le jour | EUR 900 000 | 1,000 | 900 000 |
| Tokyo-Mitsubishi, Londres | 0,230 % | 10/01/04 | \$ É.-U. 6 000 000 | 0,693 | 4 158 002 |
| SMBC, Londres | 0,330 % | 10/01/08 | \$ É.-U. 5 000 000 | 0,693 | 3 465 000 |
| SE Banken, Londres | 0,500 % | 10/01/15 | \$ É.-U. 15 000 000 | 0,693 | 10 395 005 |
| Intesa San Paolo, Vienne | 0,660 % | 10/01/15 | EUR 2 400 000 | 1,000 | 2 400 000 |
| SE Banken, Londres | 0,570 % | 10/01/15 | EUR 5 000 000 | 1,000 | 5 000 000 |
| Intesa San Paolo, Vienne | 0,670 % | 10/01/25 | EUR 3 000 000 | 1,000 | 3 000 000 |
| HSBC, Londres | 0,360 % | 10/01/28 | EUR 9 000 000 | 1,000 | 9 000 000 |
| Intesa San Paolo, Vienne | 0,640 % | 10/01/29 | EUR 9 400 000 | 1,000 | 9 400 000 |
| HSBC, Londres | 0,370 % | 10/02/01 | EUR 3 000 000 | 1,000 | 3 000 000 |
| Rabo Bank, Londres | 0,350 % | 10/02/01 | EUR 8 000 000 | 1,000 | 8 000 000 |
| Wachovia Bank, Londres | 0,330 % | 10/02/02 | \$ É.-U. 5 000 000 | 0,693 | 3 465 000 |
| Banco Santander, Madrid | 0,290 % | 10/02/19 | \$ É.-U. 9 400 000 | 0,693 | 6 514 204 |
| Société Générale, Paris | 0,230 % | 10/02/19 | \$ É.-U. 2 400 000 | 0,693 | 1 663 200 |
| HSBC, Londres | 0,400 % | 10/02/25 | EUR 9 000 000 | 1,000 | 9 000 000 |
| Rabo Bank, Londres | 0,370 % | 10/03/01 | EUR 15 200 000 | 1,000 | 15 200 000 |
| Société Générale, Paris | 0,400 % | 10/03/01 | EUR 3 000 000 | 1,000 | 3 000 000 |
| SE Banken, Londres | 0,400 % | 10/03/08 | \$ É.-U. 2 400 000 | 0,693 | 1 663 200 |
| SE Banken, Londres | 0,400 % | 10/03/09 | \$ É.-U. 5 000 000 | 0,693 | 3 465 000 |
| Wachovia Bank, Londres | 0,500 % | 10/03/25 | \$ É.-U. 9 800 000 | 0,693 | 6 791 400 |
| Wachovia Bank, Londres | 0,860 % | 10/03/30 | EUR 10 700 000 | 1,000 | 10 700 000 |
| Societe Generale, Paris | 0,250 % | 10/04/01 | \$ É.-U. 8 500 000 | 0,693 | 5 890 505 |
| Rabo Bank, Londres | 0,430 % | 10/04/12 | EUR 4 300 000 | 1,000 | 4 300 000 |
| HSBC, Londres | 0,380 % | 10/04/16 | EUR 5 100 000 | 1,000 | 5 100 000 |
| Banco Santander, Madrid | 0,540 % | 10/04/20 | \$ É.-U. 5 600 000 | 0,693 | 3 880 800 |
| Banco Bilbao (BBVA), Bruxelles | 0,580 % | 10/05/05 | \$ É.-U. 12 000 000 | 0,693 | 8 316 005 |
| Wachovia Bank, Londres | 0,250 % | 10/05/11 | \$ É.-U. 3 500 000 | 0,693 | 2 425 500 |
| Société Générale, Paris | 0,540 % | 10/05/18 | EUR 2 200 000 | 1,000 | 2 200 000 |
| Intesa San Paolo, Vienne | 0,830 % | 10/05/25 | EUR 1 600 000 | 1,000 | 1 600 000 |
| Banco Bilbao (BBVA), Bruxelles | 0,370 % | 10/06/18 | \$ É.-U. 2 700 000 | 0,693 | 1 871 100 |
| Banco Santander, Madrid | 0,700 % | 10/08/05 | \$ É.-U. 5 000 000 | 0,693 | 3 465 000 |
| TOTAL DES DÉPÔTS EN BANQUE | | | | | 179 582 780 |

ÉTAT COMPLÉMENTAIRE S12

FONDS DU MARCHÉ MONÉTAIRE AAA ÉMIS PAR LES GOUVERNEMENTS ET BONS DU TRÉSOR

AU 31 DÉCEMBRE 2009

| Instrument | Taux d'intérêt annuel | Échéance | Montant dans la monnaie en question a/ | Taux de change de l'ONU | Equivalent en euros |
|------------------------------------|--------------------------|----------|---|----------------------------|------------------------|
| <u>Fonds de l'Agence</u> | | | | | |
| JPM Euro Government Liquidity Fund | 0,250 % | FMM | EUR 35 000 000 | 1,000 | 35 000 000 |
| Bons du Trésor des États-Unis | 0,391 % | 10/02/11 | US\$ 1 999 915 | 0,693 | 1 385 941 |
| Bons du Trésor des États-Unis | 0,391 % | 10/02/11 | US\$ 1 999 937 | 0,693 | 1 385 956 |
| Bons du Trésor des États-Unis | 0,150 % | 10/06/17 | US\$ 49 595 464 | 0,693 | 34 369 668 |
| TOTAL DES COMPTES DE DÉPÔT | | | | | 72 141 565 |

a/ Le montant des bons du Trésor des États-Unis indiqué dans cette colonne correspond au prix d'achat.

ÉTAT COMPLÉMENTAIRE S13

ENCAISSE, COMPTES COURANTS ET COMPTES DE DÉPÔT BANCAIRES ET AUTRES ÉQUIVALENTS DE LIQUIDITÉS PAR GROUPE DE FONDS ET FONDS

AU 31 DÉCEMBRE 2009

(exprimés en euros)

| Groupe de fonds | Encaisse | Comptes courants et comptes de dépôt et autres équivalents en espèces | Total |
|---|----------------|---|--------------------|
| I Fonds du budget ordinaire et Fonds de roulement | 245 231 | 65 617 425 | 65 862 656 |
| II Fonds de coopération technique | - | 50 923 935 | 50 923 935 |
| III Fonds pour les programmes extrabudgétaires a/ | - | 118 228 390 | 118 228 390 |
| IV Fonds extrabudgétaire de coopération technique | - | 25 691 863 | 25 691 863 |
| VI Fonds d'affectation spéciale, fonds de réserve et fonds spéciaux | - | 5 620 773 | 5 620 773 |
| TOTAL (état II) | 245 231 | 266 082 386 | 266 327 617 |

a/ Inclut un montant de 37,3 millions d'euros destiné à la banque internationale du combustible nucléaire, dont la création a été proposée mais n'est pas encore approuvée par les organes directeurs de l'Agence.

PARTIE IV

Notes aux états financiers

A. Énoncé des objectifs de l'Agence

1. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) est une organisation intergouvernementale autonome fondée en 1957 conformément à une décision de l'Assemblée générale des Nations Unies. Elle fait partie du régime commun des Nations Unies et est soumise à l'Accord régissant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui est entré en vigueur le 14 novembre 1957. Son mandat statutaire est de s'efforcer de hâter et d'accroître la contribution de l'énergie atomique à la paix, la santé et la prospérité dans le monde entier et de s'assurer, dans la mesure de ses moyens, que l'aide fournie par elle-même ou à sa demande ou sous sa direction ou sous son contrôle n'est pas utilisée de manière à servir à des fins militaires.

B. Principes comptables essentiels

B.1. Base de présentation

2. Les états financiers de l'Agence sont présentés en euros. Ils reflètent l'application du Règlement financier et des Règles de gestion financière de l'AIEA et sont conformes aux normes comptables pour le système des Nations Unies sur tous les points essentiels.

3. Il convient de noter qu'à la suite d'une décision du Conseil des gouverneurs¹, l'Agence est en train d'appliquer les Normes comptables internationales du secteur public (IPSAS). Ce processus devrait être achevé en 2011. Tous les principes comptables seront concernés d'une façon ou d'une autre. Les effets les plus sensibles se feront sentir au niveau de la constatation des actifs immobilisés (Notes B.10 et R), de la constatation des obligations de dépenses (Notes V et W), de la constatation des dépenses (Note B.6) et des contributions en nature (Notes B.12 et Q).

4. Pour la préparation des états financiers consolidés de l'Agence, ces fonds qui sont en dollars sont convertis en euros. La méthodologie suivie pour cette conversion comptable est présentée dans la note B.2 ci-après.

¹ Document GOV/2007/10 approuvé par le Conseil des gouverneurs à ses réunions du 14 juin et du 9 juillet 2007 (GOV/OR.1188, par. 135 et 136 ; GOV/OR.1189, par. 16 et 17).

B.2. Transcription et conversion de monnaies

5. Pour préparer les états financiers consolidés de l'Agence, les états financiers des fonds basés sur le dollar des États-Unis ont été transcrits en euros par l'application des pratiques comptables usuelles suivantes :

- Les recettes, les dépenses et les modifications des réserves et des soldes des fonds ont été déclarées en euros convertis au taux de change des Nations Unies en vigueur à la date de la transaction.
- Les actifs et les passifs ont été convertis à l'euro au taux de change des Nations Unies en vigueur en fin d'exercice.
- Toutes les variations de change consécutives à l'application de cette méthodologie sont classées comme un élément des soldes de fonds à titre d'ajustements pour la correspondance des monnaies.

B.3. Groupement des fonds

6. L'Agence tient des comptes séparés pour chaque fonds ; ces comptes sont présentés en cinq groupes. Les fonds sont établis sur la base des résolutions adoptées par la Conférence générale et sont administrés conformément au Règlement financier approuvé par le Conseil des gouverneurs, aux Règles de gestion financière arrêtées par le Directeur général et aux procédures et pratiques établies par le Secrétariat en conformité avec ce Règlement et ces Règles.

7. L'objet du groupe de fonds I (Fonds du budget ordinaire et Fonds de roulement) est de faire face aux engagements de dépenses de l'Agence découlant des ouvertures de crédits approuvées. Le Fonds du budget ordinaire est alimenté par un budget ordinaire annuel approuvé par la Conférence générale et financé grâce aux contributions régulières et à des recettes diverses. Le Fonds de roulement, qui sert à financer les ouvertures de crédits en attendant le versement des contributions, ainsi qu'à des fins déterminées de temps à autre par le Conseil des gouverneurs avec l'approbation de la Conférence générale, est financé grâce à des avances versées par les États Membres.

8. L'objet du groupe de fonds II (Fonds général - Fonds de coopération technique) est de faire face aux engagements de dépenses liés au programme de coopération technique approuvé. Le groupe de fonds II est alimenté par des allocations annuelles approuvées par la Conférence générale qui sont financées grâce à des contributions volontaires, aux dépenses de programme recouvrables, aux coûts de participation nationaux et à des recettes diverses. Les fonds non utilisés peuvent être reportés pour l'achèvement du programme approuvé.

9. L'objet du groupe de fonds III (Fonds général - Fonds pour les programmes extrabudgétaires) est de faire face aux engagements de dépenses liés aux activités extrabudgétaires menées à l'appui du programme ordinaire. Le groupe de fonds III est financé grâce à des contributions volontaires spéciales de pays donateurs et d'organisations internationales. Les contributions restent à la disposition des programmes jusqu'à ce qu'elles soient effectivement utilisées, en consultation avec le donateur concerné.

10. L'objet du groupe de fonds IV (Fonds général - Fonds extrabudgétaire de coopération technique) est de faire face aux engagements de dépenses liés aux activités extrabudgétaires des projets de coopération technique approuvés. Le groupe de fonds IV est financé grâce à des contributions volontaires spéciales des États Membres, des organisations internationales et du Programme des Nations Unies pour le développement, qui restent à la disposition des projets approuvés jusqu'à ce qu'elles soient effectivement utilisées, en consultation avec le donateur.

11. L'objet du groupe de fonds VI, constitué de divers fonds (fonds d'affectation spéciale, fonds de réserve et fonds spéciaux), est de faire face aux engagements de dépenses liés aux activités financées grâce à leurs ressources respectives.

B.4. Constatation des recettes

B.4.1. Groupe de fonds I

12. Les contributions des États Membres et les recettes diverses (travaux pour d'autres organismes) sont enregistrées sur la base de l'exercice. En ce qui concerne les autres recettes diverses, seule la partie qui a été effectivement perçue en fin d'exercice est incluse dans les états financiers aux fins du calcul des excédents à restituer aux États Membres.

B.4.2. Groupe de fonds II

13. Les contributions volontaires des États Membres sont enregistrées sur la base de l'exercice. Les recettes diverses et les recettes perçues au titre des dépenses de programme recouvrables et des coûts de participation nationaux sont enregistrées sur la base des mouvements de trésorerie.

B.4.3. Groupes de fonds III, IV et VI

14. Pour ces groupes de fonds, les recettes sont enregistrées sur la base des mouvements de trésorerie.

B.5. Gestion de la trésorerie

15. Dans les états financiers, les encaisses sont présentées séparément par groupe de fonds. Les montants dus entre les fonds ou les groupes de fonds sont réglés en ajustant l'encaisse pour chaque groupe de fonds. Les intérêts perçus sont enregistrés au groupe de fonds pertinent.

B.6. Constatation des dépenses

16. Les dépenses comprennent les décaissements et les engagements non réglés de l'exercice budgétaire en cours.

17. On entend par engagement de dépenses un engagement comportant une charge imputable sur les ressources pour lesquelles l'autorisation de dépenses a été donnée et par engagement non réglé la partie des engagements qui n'ont pas encore été payés. Les engagements de dépenses sont enregistrés conformément au Règlement financier et aux Règles de gestion financière sur la base de contrats, de bons de commande, d'accords ou d'autres types d'engagements juridiques, ou sur la base d'une dette reconnue par l'Agence.

B.7. Système mixte pour les ouvertures de crédits et les contributions régulières

18. Le système mixte pour les ouvertures de crédits et les contributions régulières a été introduit en 1986 afin de réduire les effets pour l'Agence des fluctuations des taux de change sur les dépenses au titre du budget ordinaire. Chaque année, la Conférence générale ouvre des crédits pour l'Agence répartis en chapitres budgétaires. Le Directeur général peut encourir des dépenses dans les limites indiquées dans les chapitres budgétaires et aux fins pour lesquelles les crédits ont été ouverts. Les virements entre chapitres budgétaires nécessitent l'approbation préalable du Conseil des gouverneurs. Le montant alloué à chaque chapitre budgétaire comprend une partie en euros et une partie en dollars des États-Unis exprimée en tant qu'équivalent-euros au taux de change moyen des Nations Unies qui

devrait être enregistré pendant l'exercice budgétaire. Par conséquent, les dépenses autorisées par la Conférence générale, exprimées en euros, ne peuvent être déterminées qu'à la fin de l'exercice.

19. Les contributions des États Membres sont calculées suivant le barème fixé par la Conférence générale. Chaque contribution comporte aussi une partie en euros et une partie en dollars des États-Unis. Ces parties sont en proportion directe des parts respectives des deux monnaies dans les dépenses au titre du budget ordinaire.

B.8. Transactions en d'autres monnaies

20. Les transactions en d'autres monnaies sont enregistrées en euros pour tous les fonds basés sur l'euro et en dollars pour tous les fonds basés sur le dollar des États-Unis au taux de change des Nations Unies en vigueur au moment de la transaction.

21. Les gains et les pertes au change en ce qui concerne les monnaies fonctionnelles respectives sont comptabilisés de la façon suivante :

B.8.1. Groupes de fonds I et II

- Les gains et les pertes réalisés à la suite de l'achat d'autres monnaies et du règlement de sommes à percevoir ou à verser sont crédités ou imputés aux recettes diverses de chaque groupe de fonds,
- Les gains nets non réalisés résultant de la réévaluation du bilan apparaissent comme provision dans le bilan, alors que les pertes nettes sont imputées aux recettes diverses de chaque groupe de fonds,
- Les gains et les pertes non réalisés dus à la revalorisation d'engagements non réglés sont enregistrés comme ajustements des dépenses de programme correspondantes pour chaque groupe de fonds.

B.8.2. Groupes de fonds III, IV et VI

- À des fins comptables, tous les gains et pertes nets (réalisés et non réalisés) au titre des groupes de fonds III, IV et VI sont enregistrés en tant qu'éléments des groupes de fonds respectifs.

B.9. Excédents/déficits de caisse et soldes des fonds

22. Pour le groupe de fonds I, les excédents de caisse sont répartis entre les États Membres conformément au barème des contributions pour l'exercice auquel ils se rapportent. Ceci s'applique aux États Membres qui ont payé l'intégralité de leurs contributions respectives. Les déficits de caisse sont provisoirement couverts par des avances provenant du Fonds de roulement en attendant le versement des contributions régulières au titre d'exercices antérieurs.

23. Pour les groupes de fonds II, III, IV et VI, les soldes des fonds représentent l'actif ou le passif net des fonds. Ces soldes sont reportés aux exercices futurs.

B.10. Immobilisations

24. Les immobilisations sont inscrites comme dépenses l'année de leur acquisition. Cependant, des comptes d'inventaire sont maintenus pour le matériel non consommable, les fournitures et les accessoires d'une valeur supérieure à 2 000 € ou à caractère sensible et ayant une durée de vie utile minimale estimée de cinq ans, ou de trois ans pour le matériel informatique. La valeur du stock est donnée dans la note R ci-après.

B.11. Contributions non recouvrées et contributions versées d'avance

25. Une réserve pour contributions non recouvrées égale au montant des contributions arriérées depuis plus d'un an apparaît sur le bilan comme déduction des excédents disponibles. Les recettes correspondantes ne sont pas ajustées.

26. Les contributions versées d'avance sont considérées comme une dette vis-à-vis du donateur lorsqu'elles sont initialement reçues, et sont enregistrées en tant que recettes pendant l'exercice suivant.

B.12. Contributions en nature

27. Les contributions en nature – sous la forme de ressources humaines, de matériel, de réunions et de bourses offerts par des États Membres, l'ONU, d'autres organisations internationales et des sources non gouvernementales – ne sont pas enregistrées dans les comptes de l'Agence. Toutefois, des estimations de ces contributions apparaissent dans la note Q ci-après.

B.13. Services gratuits

28. Pour certains autres fonds en euros, l'Agence assure gratuitement des services administratifs et de vérification.

C. Participation à la Caisse des pensions

29. L'Agence participe et cotise à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU), qui a été créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour le versement de pensions, prestations de décès, pensions d'invalidité et autres indemnités. La Caisse des pensions gère un régime de prestations financé par capitalisation. Les obligations financières de l'Agence vis-à-vis de la Caisse des pensions comprennent sa cotisation obligatoire au taux fixé par l'Assemblée générale des Nations Unies et sa part de la couverture de tout déficit actuariel conformément à l'article 26 des statuts de la Caisse. Les contributions à la couverture des déficits ne sont dues que si l'Assemblée générale invoque les dispositions de l'article 26 après avoir constaté, à la suite d'une évaluation actuarielle, que les avoirs de la Caisse risquent d'être insuffisants pour faire face aux obligations.

30. Au moment de l'établissement du présent rapport, l'Assemblée générale des Nations Unies n'avait pas invoqué cette disposition.

D. Fonds commun pour le financement des réparations et remplacements importants

31. Le 1^{er} janvier 1981 a pris effet entre la République d'Autriche, l'Organisation des Nations Unies et l'AIEA un accord portant création d'un fonds commun destiné à couvrir les dépenses relatives aux réparations et remplacements importants de bâtiments, d'installations et d'équipements techniques qui sont la propriété de la République d'Autriche et font partie des districts de siège de l'ONU et de l'AIEA au Centre international de Vienne. Cet accord s'applique également à l'Organisation des

Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) depuis 1986, date à laquelle cette organisation est devenue indépendante.

32. Au 31 décembre 2009, le solde du Fonds, qui est administré par l'ONUDI, s'élevait à 1 976 506 € (2 089 622 € en 2008).

E. Recettes diverses par principales catégories

| | <u>2009</u> | <u>2008</u> |
|--|-------------------------|-------------------------|
| a) Activités productrices de recettes | | |
| Publications de l'Agence - INIS | 27 559 | 27 218 |
| Publications de l'Agence - Autres | 192 397 | 216 718 |
| Recettes de Laboratoire | 198 386 | 216 718 |
| Montants à recouvrer au titre des accords de garanties | 324 603 | 221 134 |
| Total (état I) | <u>742 945</u> | <u>681 788</u> |
| b) Activités financées conjointement | | |
| Services de traitement de l'information | 345 606 | 309 961 |
| Services d'impression | 979 741 | 1 154 136 |
| Services médicaux | 726 227 | 702 203 |
| Autres services financiers | 142 540 | 91 420 |
| Services de protection et de contrôle radiologiques | 105 129 | 125 722 |
| Services de traduction | 210 401 | 171 819 |
| Revue Fusion nucléaire | 155 219 | 117 549 |
| Services de Laboratoire | 216 660 | 310 560 |
| Services du Laboratoire de l'environnement marin | 21 027 | 7 653 |
| Total (état I) | <u>2 902 550</u> | <u>2 991 023</u> |

F. Dépenses (état I)

33. Les dépenses totales d'un montant de 62 365 729 € pour le Fonds de coopération technique ne comprennent pas des engagements de dépenses s'élevant à 3 162 912 € des budgets des projets pour des exercices ultérieurs (766 841 € en 2008).

G. Ajustements au titre d'exercices antérieurs

| | <u>2009</u> | <u>2008</u> |
|---|---------------------------|-------------------------|
| a) <u>Fonds du budget ordinaire</u> : | | |
| Excédent des contributions recouvrées par rapport aux arriérés d'exercices précédents | | |
| Total (état I) | <u>(1 403 861)</u> | <u>1 995 607</u> |
| <u>Fonds de coopération technique</u> : | | |
| Annonces et ajustements d'annonces de contributions concernant les programmes d'exercices antérieurs | | |
| Total (état I) | <u>738 779</u> | <u>125 005</u> |

H. Sommes créditées aux États Membres

34. Les excédents de caisse restitués se sont élevés à 4 523 832 € (8 635 092 € en 2008) (état I). Cette somme comprend l'excédent de caisse de 2007 s'élevant à 4 514 999 € et ceux d'exercices antérieurs s'élevant à 8 833 €

I. Réserves

I.1. Virements aux réserves

35. Un montant de 11 133 000 € a été transféré à la Réserve pour le Fonds pour les investissements majeurs en 2009 conformément au document relatif au programme et au budget GC(53)/5 (états I et II).

I.2. Virements depuis les réserves

36. Un montant de 4 800 000 € provenant de la Réserve pour le remplacement du matériel 2009 a été viré du Fonds du budget ordinaire au Fonds pour le remplacement du matériel (groupe de fonds VI – Fonds d'affectation spéciale, fonds de réserve et fonds spéciaux) (états I et II).

J. Fonds d'affectation spéciale, fonds de réserve et fonds spécial (état I)

37. Le groupe de fonds VI comprend un fonds d'affectation spéciale, un fonds de réserve et un fonds spécial comme suit :

| | Fonds disponibles | Dépenses | Solde non utilisé |
|--|-------------------|------------------|-------------------|
| <u>Fonds d'affectation spéciale</u> | | | |
| Fonds d'affectation spéciale pour les instituts de recherche (RITF) | 1 179 845 | 294 736 | 885 109 |
| Total 2009 | 1 179 845 | 294 736 | 885 109 |
| <u>Fonds de réserve</u> | | | |
| Fonds pour le remplacement du matériel | 5 900 179 | 1 274 162 | 4 626 017 |
| Total 2009 | 5 900 179 | 1 274 162 | 4 626 017 |
| <u>Fonds spécial</u> | | | |
| Fonds Nobel de l'AIEA pour la nutrition et la lutte contre le cancer | 71 722 | - | 71 722 |
| Total 2009 | 71 722 | - | 71 722 |

K. Investissement pour l'Économat

38. L'Économat du Centre international de Vienne (CIV) a été créé à la suite d'un accord qui a pris effet le 1^{er} avril 1972 entre l'AIEA et la République d'Autriche. En vertu d'un mémorandum d'accord du 31 mars 1977 entre l'AIEA, l'ONU et l'ONUDI relatif à la répartition des services communs au CIV, la responsabilité de la gestion de l'Économat a été confiée à l'AIEA.

39. L'investissement initial a été financé à parts égales grâce aux fonds accumulés des économats de l'AIEA et de l'ONUDI disponibles au 1^{er} octobre 1979.

40. Au 31 décembre 2009, la valeur de l'investissement réalisé pour l'Économat par l'AIEA était de 808 879 € (808 879 € en 2008) (état II).

L. Contributions régulières à recevoir

41. Contributions non acquittées par exercice budgétaire :

| Exercices | 2009 | 2008 |
|------------------------|-------------------|-------------------|
| 1965-2002 | 4 873 495 | 5 213 500 |
| 2003 | 237 653 | 239 634 |
| 2004 | 223 854 | 227 802 |
| 2005 | 310 237 | 327 796 |
| 2006 | 323 592 | 342 520 |
| 2007 | 433 319 | 3 064 543 |
| 2008 | 4 521 022 | 28 599 479 |
| (état compl. S 1) | 10 923 172 | 38 015 274 |
| 2009 (état compl. S 1) | 19 583 760 | - |
| Total (état II) | 30 506 932 | 38 015 274 |

M. Sommes à recevoir – Autres

M.1. Fonds du budget ordinaire

| | 2009 | 2008 |
|---|-------------------|-------------------|
| États Membres | 5 677 904 | 4 457 654 |
| ONU, institutions spécialisées et autres organisations internationales | 1 375 768 | 2 334 523 |
| Membres du personnel | 2 937 367 | 3 033 432 |
| Fournisseurs et entrepreneurs | 434 993 | 443 308 |
| Autres comptes | 3 649 790 | 4 733 423 |
| Avances au Fonds de roulement | 3 717 | 5 863 |
| Total (état II) | 14 079 539 | 15 008 203 |

M.2. Fonds de coopération technique

| | <u>2009</u> | <u>2008</u> |
|---|-------------------------|-------------------------|
| États Membres | 124 259 | 124 742 |
| ONU, institutions spécialisées et autres organisations internationales | 415 449 | 440 014 |
| Membres du personnel | 348 730 | 190 455 |
| Fournisseurs et entrepreneurs | 189 794 | 437 545 |
| Fonds remis à des agents | 3 487 551 | 3 071 027 |
| Total (état II) | <u>4 565 783</u> | <u>4 263 783</u> |

N. Engagements de dépenses non réglés – Fonds du budget ordinaire

42. Les engagements non réglés se répartissent comme suit :

| | <u>2009</u> | <u>2008</u> |
|---|--------------------------|--------------------------|
| Exercice considéré | 28 389 160 | 27 410 974 |
| Exercices antérieurs | 823 747 | 721 032 |
| Provision pour soldes non engagés des crédits ouverts pour 2004 | 250 314 | 557 923 |
| Provision pour soldes non engagés des crédits ouverts pour 2006 | - | 153 592 |
| Provision pour soldes non engagés des crédits ouverts pour 2008 | 7 785 876 | - |
| Provision pour la phase II du renforcement de la sécurité | 2 685 978 | 3 826 693 |
| Provision pour le projet AIPS | 2 075 732 | - |
| Total (état II) | <u>42 010 807</u> | <u>32 670 214</u> |

O. Sommes à payer – Autres

O.1. Fonds du budget ordinaire

| | <u>2009</u> | <u>2008</u> |
|-------------------------------|-------------------------|-------------------------|
| Membres du personnel | 3 529 968 | 3 518 557 |
| Autres comptes | 300 055 | 1 461 049 |
| Fournisseurs et entrepreneurs | 17 765 | 16 238 |
| Total (état II) | <u>3 847 788</u> | <u>4 995 844</u> |

O.2. Fonds de coopération technique

| | <u>2009</u> | <u>2008</u> |
|-------------------------------|-----------------------|-----------------------|
| Membres du personnel | 47 460 | 75 579 |
| Autres comptes | 71 489 | 86 806 |
| Fournisseurs et entrepreneurs | 8 779 | 1 883 |
| Total (état II) | <u>127 728</u> | <u>164 268</u> |

P. Provision pour revalorisation de bilan (état II)

La provision correspond aux gains nets non réalisés provenant de la revalorisation des comptes de bilan :

| | <u>2009</u> | <u>2008</u> |
|---------------------------|-------------------------|-------------------------|
| Fonds du budget ordinaire | 5 783 333 | 5 474 058 |
| Total (état II) | <u>5 783 333</u> | <u>5 474 058</u> |

43. Le léger renforcement du dollar des États-Unis par rapport à l'euro en 2009 s'est traduit par une faible augmentation des gains non réalisés pour le Fonds du budget ordinaire par rapport à l'exercice précédent.

Q. Contributions en nature

Les contributions en nature faites par des États Membres, l'ONU, d'autres organisations internationales et des sources non gouvernementales sont les suivantes :

| | En milliers d'euros | | | | | |
|-------------------------|---------------------|---------------|--|------------|---------------|---------------|
| | États Membres | | ONU, organisations internationales et sources non gouvernementales | | Total | |
| | 2009 | 2008 | 2009 | 2008 | 2009 | 2008 |
| Bourses | 153 | 352 | 214 | - | 367 | 352 |
| Matériel et fournitures | 1 066 | 233 | 1 | 11 | 1 067 | 244 |
| Réunions et autres | 1 404 | 1 780 | - | 2 | 1 404 | 1 782 |
| Ressources humaines | 11 410 | 10 414 | 145 | 173 | 11 555 | 10 587 |
| Total | 14 033 | 12 779 | 360 | 186 | 14 393 | 12 965 |

44. En raison du caractère de ces contributions, on ne peut donner que des estimations de leur valeur monétaire. Pour plus de détails, voir l'annexe A3 a, b et c (non vérifiée).

R. Matériel non consommable

45. Les valeurs nettes ci-après sont tirées des inventaires de l'Agence :

| | En milliers d'euros | |
|------------------------------------|---------------------|---------------|
| | 2009 | 2008 |
| Matériel scientifique et technique | 12 367 | 12 017 |
| Matériel informatique | 795 | 804 |
| Matériel de transport | 176 | 277 |
| Total | 13 338 | 13 098 |

46. Aux fins de l'inventaire sont considérés comme du matériel tous les articles dont la valeur d'achat initiale est égale ou supérieure à 2 000 €, ainsi que tous les articles sensibles.

47. Les montants indiqués sont les valeurs actuelles déterminées par rapport à la valeur initiale des articles en fonction de leur durée de vie utile estimée, qui est de trois ans pour le matériel de traitement électronique de l'information, et de cinq ans pour tous les autres articles de matériel.

48. Le titre de propriété du matériel fourni dans le cadre de la coopération technique est transféré au bénéficiaire au moment de la livraison ; ce matériel n'est donc pas inclus dans l'inventaire des biens de l'Agence.

S. Passif éventuel

49. L'Agence n'a pas de passif pour 2009.

T. Appui à la coopération technique

50. L'appui à la coopération technique provient de trois sources : a) le budget du programme sectoriel 6, Gestion de la coopération technique pour le développement, b) la valeur des compétences scientifiques et techniques que les départements techniques mettent à la disposition du programme de coopération technique et c) l'appui indirect au programme et à l'administration qui est très difficilement quantifiable.

51. Dans le budget pour 2009 (GC(52)/RES/5), le montant du budget ordinaire consacré à l'appui au programme de coopération technique pour 2009 était estimé à 28 702 317 €. Ce montant inclut ce qui est visé aux alinéas a) et b) du paragraphe précédent.

U. Fonds de réserve pour les primes d'assurance maladie

52. La société Vanbreda International fournit des services d'assurance maladie aux membres du personnel. Elle est dépositaire du Fonds de réserve pour les primes d'assurance maladie, qui est destiné à conserver les excédents de primes versés en sus des montants dus à la société et à absorber les augmentations futures de primes. Ce fonds, dont la valeur était de 1 327 792 € au 31 décembre 2009, appartient conjointement à l'Agence et aux participants sur la base de leurs contributions.

V. Prestations à la cessation de service

53. En vertu du Statut et du Règlement du personnel, les fonctionnaires de l'Agence ont droit à certaines prestations à la cessation de service. Les dépenses sont enregistrées pendant l'exercice au cours duquel les prestations sont versées. Les droits et les obligations correspondantes au 31 décembre 2009 sont estimés comme suit :

| | | En milliers d'euros | |
|------------------------------------|----------------------------|---------------------|---------------|
| | | 2009 | 2008 |
| Rapatriement | - primes | 13 279 | 13 222 |
| | - voyages et déménagements | 9 866 | 9 589 |
| Congés annuels accumulés | | 21 330 | 18 763 |
| Indemnités de cessation de service | | 21 850 | 20 746 |
| Total | | 66 325 | 62 320 |

W. Prestations dont bénéficient les retraités

54. En vertu du Statut et du Règlement du personnel, les retraités de l'Agence ont le droit de bénéficier d'une couverture médicale par l'intermédiaire de l'Agence. L'Agence contribue à la prime totale du retraité et enregistre le coût de cette prestation durant l'exercice où il est encouru. La part de l'Agence dans la prime totale s'est élevée à 1 953 379 d'euros (1 780 454 € en 2008).

55. Toutefois, pour mieux comprendre les dimensions financières des obligations de l'Agence en matière d'assurance maladie au bénéfice des retraités, un actuaire-conseil indépendant a été engagé en 2006 pour procéder à une évaluation actuarielle des prestations correspondantes pour les périodes s'achevant entre 2006 et 2009. La méthode d'évaluation utilisée était celle du coût unitaire projeté du crédit. Le passif accumulé au 31 décembre 2009 s'élève, selon les projections, à 169 millions d'euros (155 millions d'euros en 2008) sur la base d'un taux d'actualisation de 4,1 % et d'un taux d'inflation pour les frais médicaux de 6 %.

X. Fonds pour la sécurité nucléaire

| | En milliers d'euros | |
|---|---------------------|-----------------|
| | Recettes | Dépenses |
| Allemagne | - | 11 |
| Australie | 240 | 92 |
| Canada | 1 904 | 1 735 |
| Commission européenne | 4 947 | 3 095 |
| Danemark | - | 479 |
| Espagne | 300 | 390 |
| États-Unis d'Amérique | 8 275 | 6 235 |
| Finlande | 60 | 50 |
| France | 144 | 166 |
| Irlande | 55 | 45 |
| Italie | 91 | - |
| Japon | 76 | 105 |
| Nouvelle-Zélande | 35 | 6 |
| Pakistan | - | 315 |
| Pays-Bas | 90 | 145 |
| Qatar | - | 98 |
| Institut de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice | 50 | 4 |
| République de Corée | 288 | 88 |
| République tchèque | - | 34 |
| Royaume-Uni | 4 385 | 979 |
| Roumanie | - | 41 |
| Suède | 127 | 57 |
| Total | 21 067 | 14 170 |

56. Les chiffres ci-dessus indiquent les recettes et les dépenses relatives au Fonds pour la sécurité nucléaire pour l'exercice 2009.

Y. Provision pour la phase II du renforcement de la sécurité

57. La situation concernant la provision pour la phase II du renforcement de la sécurité pour l'année 2009 se présente comme suit :

| | Solde d'ouverture | Dépenses | Solde de Clôture |
|---|--------------------------|-----------------|-------------------------|
| Provision pour la phase II du renforcement de la sécurité | 130 425 | 72 615 | 57 810 |
| Total 2009 | 130 425 | 72 615 | 57 810 |

Z. Provision pour la mise en œuvre du système de planification des ressources (ERP)

| | Solde d'ouverture | Ajouts | Fonds disponibles | Dépenses | Solde de clôture |
|---|--------------------------|------------------|--------------------------|------------------|-------------------------|
| Système de planification des ressources | 6 155 803 | 2 314 487 | 8 470 290 | 3 559 669 | 4 910 621 |
| Total 2009 | 6 155 803 | 2 314 487 | 8 470 290 | 3 559 669 | 4 910 621 |

58. Le solde de clôture indiqué correspond au montant disponible au 31 décembre 2009 pour la mise en œuvre du système d'information à l'échelle de l'Agence pour l'appui au programme (AIPS).

AA. Dépenses d'appui au programme

| | Solde d'ouverture | Recettes | Fonds disponibles | Dépenses | Solde de clôture |
|-------------------------------|--------------------------|------------------|--------------------------|-----------------|-------------------------|
| Dépenses d'appui au programme | 732 298 | 1 255 706 | 1 988 004 | 586 000 | 1 402 004 |
| Total 2009 | 732 298 | 1 255 706 | 1 988 004 | 586 000 | 1 402 004 |

PARTIE V

ANNEXES

ANNEXE A1

FONDS DU BUDGET ORDINAIRE

RESSOURCES PRÉVUES ET EFFECTIVES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2009

(en euros)

| | Prévisions | | Prévisions ajustées | Ressources effectives | | | Excédent (insuffisance) des ressources effectives par rapport aux prévisions ajustées |
|---|--------------------|-------------------|------------------------|-----------------------|-------------------|--------------------|---|
| | budgétaires a/ | Ajustements | | Sommes reçues | Sommes dues | Total | |
| Contributions régulières des États Membres | 278 453 900 | | 278 453 900 | 258 879 672 | 19 574 228 | 278 453 900 | - |
| Contributions régulières des nouveaux États Membres | - | 304 828 | 304 828 | 295 296 | 9 532 | 304 828 | - |
| Total partiel | 278 453 900 | 304 828 | 278 758 728 | 259 174 968 | 19 583 760 | 278 758 728 | - |
| Différence, taux de change effectif/moyen | 95 055 | | 95 055 | - | - | - | (95 055) |
| Total contributions régulières et revalorisation | 278 548 955 | 304 828 b/ | 278 853 783 | 259 174 968 | 19 583 760 | 278 758 728 | (95 055) |
| Recettes diverses | | | | | | | |
| a) Travaux remboursables pour d'autres organismes (chapitre 7) | | | | | | | |
| Services de traitement de l'information | - | - | - | 345 127 | 479 | 345 606 | 345 606 |
| Services d'impression | 803 403 | - | 803 403 | 932 904 | 46 837 | 979 741 | 176 338 |
| Services médicaux | 769 786 | - | 769 786 | 565 601 | 160 626 | 726 227 | (43 559) |
| Services de protection et de contrôle radiologique | 101 213 | - | 101 213 | 105 129 | - | 105 129 | 3 916 |
| Services de traduction | 265 897 | - | 265 897 | 210 401 | - | 210 401 | (55 496) |
| Revue Fusion nucléaire | 154 620 | - | 154 620 | 155 219 | - | 155 219 | 599 |
| Autres services financiers | 43 532 | - | 43 532 | 142 540 | - | 142 540 | 99 008 |
| Services de laboratoire | 179 950 | - | 179 950 | 216 660 | - | 216 660 | 36 710 |
| Services des Laboratoires de l'environnement marin | 43 188 | - | 43 188 | 21 027 | - | 21 027 | (22 161) |
| Total partiel | 2 361 589 | - | 2 361 589 | 2 694 608 | 207 942 | 2 902 550 | 540 961 |
| b) Imputables à des programmes déterminés | | | | | | | |
| Publications de l'Agence - INIS | 45 000 | - | 45 000 | 27 559 | - | 27 559 | (17 441) |
| Publications de l'Agence - Autres | 375 000 | - | 375 000 | 192 397 | - | 192 397 | (182 603) |
| Recettes du Laboratoire | 240 000 | - | 240 000 | 198 386 | - | 198 386 | (41 614) |
| Montants à recouvrer au titre des accords de garantie | 300 000 | - | 300 000 | 324 603 | - | 324 603 | 24 603 |
| Recettes au titre d'autres services | 2 000 | - | 2 000 | - | - | - | (2 000) |
| Total partiel | 962 000 | - | 962 000 | 742 945 | - | 742 945 | (219 055) |
| c) Non imputables à des programmes déterminés | | | | | | | |
| Revenus de placements et intérêts | 2 747 820 | - | 2 747 820 | 961 102 | - | 961 102 | (1 786 718) |
| Gains (pertes) au change | - | - | - | 37 095 | - | 37 095 | 37 095 |
| Autres | 458 806 | - | 458 806 | 713 983 | - | 713 983 | 255 177 |
| Total partiel | 3 206 626 | - | 3 206 626 | 1 712 180 | - | 1 712 180 | (1 494 446) |
| Total partiel b) et c) | 4 168 626 | - | 4 168 626 | 2 455 125 | - | 2 455 125 | (1 713 501) |
| Total partiel a), b) et c) | 6 530 215 | - | 6 530 215 | 5 149 733 | 207 942 | 5 357 675 | (1 172 540) |
| TOTAL CONTRIBUTIONS RÉGULIÈRES ET RECETTES DIVERSES | 285 079 170 | 304 828 | 285 383 998 | 264 324 701 | 19 791 702 | 284 116 403 | (1 267 595) |

a/ GC(52)/RES/5.

b/ État complémentaire S1.

ANNEXE A2

FONDS DE COOPÉRATION TECHNIQUE

RESSOURCES PRÉVUES ET EFFECTIVES POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2009

(en dollars des États-Unis)

| | Année en cours | 2008 | 2007 | 2006 | 2005 | Antérieur à 2005 | Total |
|---|----------------------|-------------------|-------------------|--------------------|--------------------|---------------------|--------------------|
| I. Prévisions | | | | | | | |
| Objectifs | 85 000 000 | 80 000 000 | 80 000 000 | 77 500 000 | 77 500 000 | | 400 000 000 |
| Autres recettes prévues | 1 000 000 | 1 000 000 | 1 000 000 | 1 000 000 | 1 000 000 | | 5 000 000 |
| Total des allocations de ressources | 86 000 000 a/ | 81 000 000 | 81 000 000 | 78 500 000 | 78 500 000 | | 405 000 000 |
| II. Ressources effectives | | | | | | | |
| 1. Contributions volontaires reçues pour 2009 | 77 463 688 | - | - | - | - | | 77 463 688 |
| 2008 | 1 082 251 | 75 800 617 | - | - | - | | 76 882 868 |
| 2007 | 6 400 | 244 963 | 76 491 085 | - | - | | 76 742 448 |
| 2006 | 4 251 | 48 050 | 1 328 177 | 72 100 543 | - | | 73 481 021 |
| 2005 | - | 25 465 | 370 416 | 957 789 | 68 866 684 | | 70 220 354 |
| pour des exercices antérieurs | 43 962 | 70 888 | 12 510 | 362 375 | 3 083 934 | | 3 573 669 |
| Total | 78 600 552 | 76 189 983 | 78 202 188 | 73 420 707 | 71 950 618 | | 378 364 048 |
| 2. Dépenses de programme recouvrables | 364 865 | 514 735 | 513 138 | 685 958 | 829 425 | | 2 908 121 |
| 3. Coûts de participation nationaux | 4 314 593 | 790 565 | 3 295 529 | 795 009 | 3 368 463 | | 12 564 159 |
| 4. Recettes diverses | 491 058 | 2 591 330 | 2 103 111 | 1 866 269 | 486 257 | | 7 538 025 |
| Total des sommes reçues | 83 771 068 | 80 086 613 | 84 113 966 | 76 767 943 | 76 634 763 | | 401 374 353 |
| 5. Sommes dues | | | | | | | |
| Contributions volontaires promises et non payées | 2 435 065 | 20 524 | - | - | - | 897 406 | 3 352 995 |
| Dépenses de programme recouvrables | - | - | - | - | - | 2 450 908 | 2 450 908 |
| Coûts de participation nationaux | 715 428 | 57 215 | 82 038 | 4 989 | 38 206 | - | 897 876 |
| Total des sommes dues | 3 150 493 | 77 739 | 82 038 | 4 989 | 38 206 | 3 348 314 | 6 701 779 |
| Total des ressources effectives | 86 921 561 | 80 164 352 | 84 196 004 | 76 772 932 | 76 672 969 | 3 348 314 | 408 076 132 |
| Différence entre ressources effectives et prévisions | 921 561 | (835 648) | 3 196 004 | (1 727 068) | (1 827 031) | 3 348 314 | 3 076 132 |

a/ GC(52)/RES/6.

b/ Schedule S8.

c/ Schedule S9a.

d/ Schedule S9b.

ANNEXE A3a

**RESSOURCES MISES À LA DISPOSITION DE L'AGENCE
PAR LES ÉTATS MEMBRES POUR 2009 (CONTRIBUTIONS EN ESPÈCES ET EN NATURE)**
(en euros)

| État Membre | EN ESPÈCES | | | | | EN NATURE a/ (Note Q) | | | |
|--------------------------------|------------|---|--|---|--------------------|-------------------------|--------------------|---------------------|---------|
| | TOTAL | Contributions régulières état compl. SI | Contributions volontaires (Fonds de coopération technique) | Contributions volontaires et autres ressources extrabudgétaires | Bourses du type II | Matériel et fournitures | Réunions et autres | Ressources humaines | |
| Afghanistan, Rép. Islamique d' | | | | | | | | | |
| Afrique du Sud | 2 868 | 2 263 | 605 | - | - | - | - | - | - |
| Albanie | 961 076 | 646 167 | 170 646 | - | - | - | - | - | 144 263 |
| Algérie | 17 189 | 13 655 | 3 534 | - | - | - | - | - | - |
| Allemagne | 30 342 409 | 189 234 | 53 111 | 30 369 | - | - | - | - | 50 619 |
| Angola | 18 158 | 23 835 129 | 5 091 116 | 630 606 | 2 263 | 2 665 | 38 777 | - | 721 853 |
| Arabie saoudite | 1 947 806 | 6 848 | 11 310 | - | - | - | - | - | - |
| Argentine | 1 843 100 | 1 685 316 | - | 227 700 | - | - | 704 | - | 34 086 |
| Arménie | 15 757 | 723 699 | 189 518 | 790 642 | - | 138 | - | - | 139 103 |
| Australie | 6 527 142 | 4 598 | - | - | - | - | - | - | 11 159 |
| Autriche | 3 082 647 | 4 965 993 | 1 050 692 | 240 176 | - | 1 195 | - | - | 269 086 |
| Azerbaïdjan | 566 586 | 2 478 870 | 552 248 | - | - | 5 354 | - | - | 46 175 |
| Bangladesh | 48 771 | 11 532 | 2 969 | 550 000 | - | - | - | - | 2 085 |
| Belarus | 73 571 | 22 941 | 6 571 | - | - | - | - | - | 19 259 |
| Belgique | 3 919 970 | 43 737 | 12 306 | - | - | - | - | - | 17 528 |
| Belize | 2 275 | 3 037 146 | 642 424 b/ | 10 000 | - | 763 | - | - | 229 637 |
| Bénin | 2 670 | 2 275 | - | - | - | - | - | - | - |
| Bolivie | 15 040 | 2 254 | - | - | - | - | - | - | 416 |
| Bosnie-Herzégovine | 91 082 | 13 654 | - | - | - | - | - | - | 1 386 |
| Botswana | 37 190 | 13 704 | 3 545 b/ | 73 833 | - | - | - | - | - |
| Bresil | 2 476 997 | 29 584 | 7 606 | - | - | - | - | - | - |
| Bulgarie | 108 694 | 1 947 006 | 338 000 | - | - | 295 | 8 919 | - | 182 777 |
| Burkina Faso | 8 876 | 43 944 | 12 468 | 1 707 | - | 70 | - | - | 50 505 |
| Cameroun | 26 287 | 4 526 | 209 | - | - | - | - | - | 4 141 |
| Canada | 12 445 465 | 20 481 | 5 806 | - | - | - | - | - | - |
| Chili | 505 501 | 8 300 327 | 1 642 370 | 1 928 760 | - | 745 | - | - | 573 263 |
| Chine | 7 789 963 | 356 997 | 91 566 | 14 076 | - | 278 | - | - | 42 584 |
| Cyprus | 149 825 | 5 877 861 | 1 556 737 | 55 403 | - | 55 090 | - | - | 244 872 |
| Colombie | 463 280 | 121 130 | 27 203 | - | - | - | - | - | 1 492 |
| Corée, République de | 8 060 679 | 229 167 | 60 816 | 169 000 | - | - | - | - | 4 297 |
| Costa Rica | 73 449 | 5 348 789 | 1 204 362 | 1 051 832 | - | 191 | - | - | 455 505 |
| Côte d'Ivoire | 25 807 | 70 549 | - | - | - | - | - | - | 2 900 |
| Croatie | 241 248 | 20 490 | 5 317 | - | - | - | - | - | - |
| Cuba | 735 539 | 110 638 | 31 498 | 57 332 | - | - | - | - | 41 780 |
| Danemark | 2 532 848 | 118 340 | 34 493 | 554 000 | - | - | - | - | 28 706 |
| Égypte | 372 278 | 2 052 267 | 458 174 | - | - | - | - | - | 22 407 |
| El Salvador | 45 781 | 196 945 | 56 500 | 78 604 | - | - | 347 | - | 39 882 |
| Émirats arabes unis | 1 071 929 | 43 239 | - | - | - | - | - | - | 2 542 |
| Équateur | 432 550 | 839 272 | 188 481 | 10 974 | - | 17 | - | - | 33 185 |
| Érythrée | 2 254 | 45 516 | 11 815 | 373 556 | - | - | - | - | 1 663 |
| | | 2 254 | - | - | - | - | - | - | - |

ANNEXE A3a (suite)

| État Membre | E N E S P È C E S | | | | E N N A T U R E a/ (Note Q) | | | |
|---|-------------------|---|--|---|-----------------------------|-------------------------|--------------------|---------------------|
| | TOTAL | Contributions régulières état compl. SI | Contributions volontaires (Fonds de coopération technique) | Contributions volontaires et autres ressources extrabudgétaires | Bourses du type II | Matériel et fournitures | Réunions et autres | Ressources humaines |
| Espagne | 11 729 662 | 8 208 496 | 1 674 248 | 1 425 920 | 55 676 | 208 | 3 408 | 361 706 |
| Estonie | 47 137 | 34 574 | 9 639 | - | - | - | - | 2 924 |
| États-Unis d'Amérique | 113 356 232 | 70 748 788 | 14 560 249 | 26 237 613 | 46 200 | 422 976 | 1 956 | 1 338 450 |
| Éthiopie | 52 554 | 6 886 | 1 994 | 40 534 | - | - | - | 3 140 |
| Fédération de Russie | 10 740 474 | 3 334 158 | 518 231 | 6 478 305 | - | 156 | 1 300 | 408 324 |
| Finlande | 2 773 393 | 1 568 951 | 352 349 | 91 042 | - | 550 391 | - | 210 660 |
| France | 23 160 877 | 17 594 617 | 3 710 438 | 904 791 | 13 797 | 2 721 | 62 700 | 871 813 |
| Gabon | 24 248 | 18 760 | 5 488 | - | - | - | - | - |
| Géorgie | 9 249 | 6 759 | 1 936 c/ | - | - | - | - | 554 |
| Ghana | 39 804 | 9 103 | 2 499 | 15 030 | - | - | - | 13 172 |
| Grèce | 1 826 872 | 1 455 606 | 339 681 | 785 | 4 193 | 70 | - | 26 537 |
| Guatemala | 72 535 | 70 549 | - | - | - | - | - | 1 986 |
| Haiti | 4 509 | 4 509 | - | - | - | - | - | - |
| Honduras | 11 935 | 11 434 | - | - | - | - | - | 501 |
| Hongrie | 907 154 | 549 981 | 154 207 | 56 700 | - | 2 218 | - | 144 048 |
| Îles Marshall | 2 275 | 2 275 | - | - | - | - | - | - |
| Inde | 1 485 072 | 1 000 955 | 278 204 | 37 762 | - | 1 168 | - | 166 983 |
| Indonésie | 497 944 | 354 466 | 89 930 | - | - | - | - | 53 548 |
| Iran, Rép. islamique d' | 558 944 | 395 982 | - | 62 754 | - | 35 | - | 100 173 |
| Iraq | 51 525 | 31 976 | 8 242 | - | - | - | - | 11 307 |
| Irlande | 1 588 081 | 1 239 844 | 281 510 | 55 000 | - | 70 | - | 11 657 |
| Islande | 137 650 | 102 855 | 21 870 | - | - | - | - | 12 925 |
| Israël | 1 272 501 | 1 147 298 | 94 792 | - | - | 70 | - | 30 341 |
| Italie | 17 705 893 | 13 883 543 | 3 256 366 | 299 273 | 7 567 | 631 | - | 258 513 |
| Jamahiriya arabe libyenne | 162 257 | 139 912 | - | - | - | - | - | 22 345 |
| Jamaïque | 23 589 | 22 757 | - | - | - | - | - | 832 |
| Japon | 65 499 636 | 45 812 348 | 9 214 285 | 8 899 028 | - | 2 176 | - | 1 571 799 |
| Jordanie | 284 677 | 27 309 | 7 069 | 238 570 | - | - | - | 11 729 |
| Kazakhstan | 113 262 | 64 875 | 18 612 b/ | - | - | - | - | 29 775 |
| Kenya | 86 284 | 22 868 | 6 248 | 52 189 | - | - | - | 4 979 |
| Kirghizistan | 2 866 | 2 275 | 591 b/ | - | - | - | - | - |
| Koweït | 733 772 | 507 597 | 113 098 | 97 750 | - | - | - | 15 327 |
| Lettonie | 111 260 | 39 319 | 11 170 | 50 000 | - | - | - | 10 771 |
| L'ex-République yougoslave de Macédoine | 15 325 | 11 532 | 3 239 | - | - | - | - | 554 |
| Liban | 76 331 | 74 766 | - | - | - | - | - | 1 565 |
| Libéria | 2 254 | 2 254 | - | - | - | - | - | - |
| Liechtenstein | 35 465 | 28 903 | 6 562 | - | - | - | - | - |
| Lituanie | 125 068 | 68 607 | 18 156 | (7 898) | - | - | - | 46 203 |
| Luxembourg | 301 289 | 236 197 | 53 111 | - | - | - | - | 11 981 |
| Madagascar | 5 687 | 4 509 | 1 178 | - | - | - | - | - |

ANNEXE A3a (suite)

| État Membre | E N E S P È C E S | | | | E N N A T U R E a/ (Note Q) | | | |
|----------------------------------|-------------------|---|--|---|-----------------------------|-------------------------|--------------------|---------------------|
| | TOTAL | Contributions régulières état compl. SI | Contributions volontaires (Fonds de coopération technique) | Contributions volontaires et autres ressources extrabudgétaires | Bourses du type II | Matériel et fournitures | Réunions et autres | Ressources humaines |
| Malaisie | 630 273 | 426 906 | 118 529 | - | - | - | - | 84 838 |
| Malawi | 2 837 | 2 252 | 585 b/ | - | - | - | - | - |
| Mali | 2 284 | 2 284 | - | - | - | - | - | - |
| Malte | 48 958 | 37 326 | 10 282 | - | - | - | - | 1 350 |
| Maroc | 142 750 | 92 200 | 24 159 | - | - | - | - | 26 391 |
| Maurice | 35 675 | 25 436 | 6 321 | - | 2 254 | - | - | 1 664 |
| Mauritanie, Rép. islamique de | 4 056 | 2 254 | - | - | - | - | - | 1 802 |
| Mexique | 5 055 355 | 5 014 087 | - | - | 11 111 | - | - | 29 932 |
| Monaco | 1 675 551 | 8 653 | - | 328 810 | - | - | 1 284 172 | 53 916 |
| Mongolie | 3 782 | 2 305 | 645 | - | - | - | - | 832 |
| Monténégro | 4 597 | 2 304 | 629 | - | - | - | - | 1 664 |
| Mozambique | 2 843 | 2 254 | 589 | - | - | - | - | - |
| Myanmar | 15 548 | 11 475 | 3 241 | - | - | - | - | 832 |
| Namibie | 24 025 | 13 846 | 3 886 | - | - | - | - | 6 293 |
| Népal | 6 764 | 6 764 | - | - | - | - | - | - |
| Nicaragua | 6 933 | 4 570 | 1 290 | - | - | - | - | 1 073 |
| Niger | 4 235 | 2 255 | 594 | - | - | - | - | 1 386 |
| Nigeria | 160 471 | 104 684 | 27 096 | - | - | - | - | 28 691 |
| Norvège | 5 134 433 | 2 174 615 | 488 366 | - | 256 | - | - | 96 266 |
| Nouvelle-Zélande | 791 805 | 705 723 | - | 2 374 930 | - | - | - | 30 626 |
| Ouganda | 11 613 | 6 797 | 2 007 | - | - | - | - | 2 809 |
| Ouzbékistan | 23 989 | 18 277 | 4 880 | - | - | - | - | 832 |
| Pakistan | 648 364 | 132 070 | 36 562 | - | 138 | - | - | 79 908 |
| Palao | 2 303 | 2 303 | - | - | - | - | - | - |
| Panama | 51 734 | 50 311 | - | - | - | - | - | 1 423 |
| Paraguay | 12 211 | 11 379 | - | - | - | - | - | 832 |
| Pays-Bas | 6 916 610 | 5 211 564 | 1 170 394 | - | 451 | - | - | 124 990 |
| Pérou | 178 257 | 170 682 | - | 409 211 | - | - | - | 7 575 |
| Philippines | 203 860 | 172 976 | 3 810 | - | - | - | - | 25 550 |
| Pologne | 1 519 660 | 1 113 294 | 308 008 | - | - | - | - | 60 606 |
| Portugal | 1 611 874 | 1 301 427 | 265 853 | - | 2 911 | - | - | 32 213 |
| Qatar | 238 845 | 235 616 | - | - | - | - | - | 2 916 |
| République arabe syrienne | 319 781 | 34 303 | 9 613 | - | - | - | 313 | 10 265 |
| République centrafricaine | 2 843 | 2 254 | 589 | - | - | - | - | - |
| République de Moldova | 2 955 | 2 307 | 648 | - | - | - | - | - |
| République démocratique du Congo | 13 296 | 6 764 | - | - | - | - | - | 6 532 |
| République dominicaine | 54 700 | 52 343 | - | - | - | - | - | 2 357 |
| République tchèque | 1 486 371 | 632 195 | 174 145 | - | 416 | - | - | 134 512 |
| République-Unie de Tanzanie | 117 080 | 13 581 | 3 646 | - | - | - | - | 416 |
| Roumanie | 262 510 | 154 525 | 40 673 | - | - | - | - | 67 312 |

ANNEXE A3a (suite)

| État Membre | E N E S P È C E S | | | | E N N A T U R E a/ (Note Q) | | | |
|---|--------------------|---|--|---|-----------------------------|-------------------------|--------------------|---------------------|
| | TOTAL | Contributions régulières état compl. SI | Contributions volontaires (Fonds de coopération technique) | Contributions volontaires et autres ressources extrabudgétaires | Bourses du type II | Matériel et fournitures | Réunions et autres | Ressources humaines |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | 27 794 126 | 18 306 624 | 4 258 734 | 4 738 956 | 3 234 | 4 211 | - | 482 367 |
| Saint-Siège | 4 890 | 2 890 | 2 000 | - | - | - | - | - |
| Sénégal | 10 054 | 9 054 | 1 000 | - | - | - | - | - |
| Serbie | 106 506 | 46 240 | 13 294 | 42 535 | - | - | - | 4 437 |
| Seychelles | 5 951 | 4 666 | 1 285 | - | - | - | - | - |
| Sierra Leone | 2 254 | 2 254 | - | - | - | - | - | - |
| Singapour | 1 196 542 | 968 178 | 219 827 | - | - | - | - | 8 537 |
| Slovaquie | 32 203 | 140 773 | 40 028 | (232 181) | - | - | - | 83 583 |
| Slovénie | 382 217 | 266 717 | 53 908 | - | - | 7 242 | - | 54 350 |
| Soudan | 32 520 | 22 546 | 6 571 | - | - | - | - | 3 403 |
| Sri Lanka | 51 429 | 34 102 | 9 843 | - | - | - | - | 7 484 |
| Suède | 3 909 393 | 2 948 342 | 625 172 | 137 164 | - | 2 202 | - | 196 513 |
| Suisse | 4 305 038 | 3 381 324 | 759 752 | - | 3 188 | 1 178 | - | 159 596 |
| Tadjikistan | 3 728 | 2 286 | 610 | - | - | - | - | 832 |
| Tchad | 2 818 | 2 254 | 564 | - | - | - | - | - |
| Thaïlande | 563 690 | 407 858 | 106 353 | - | - | - | - | 49 479 |
| Tunisie | 167 364 | 68 857 | 18 742 | 60 564 | 222 | - | - | 18 979 |
| Turquie | 1 141 313 | 835 101 | 226 096 | 62 458 | - | 17 | - | 17 641 |
| Ukraine | 356 687 | 98 216 | 25 994 | 107 570 | - | - | - | 124 907 |
| Uruguay | 140 628 | 60 189 | 14 674 | 57 360 | - | - | - | 8 405 |
| Venezuela, République bolivarienne du | 445 092 | 442 597 | - | - | - | - | - | 2 495 |
| Vietnam | 97 972 | 52 554 | 14 838 | - | - | 17 | - | 30 563 |
| Yémen | 23 168 | 15 979 | 4 455 | - | - | - | - | 2 734 |
| Zambie | 17 469 | 2 264 | 609 b/ | - | - | - | - | 14 596 |
| Zimbabwe | 22 741 | 18 144 | 4 597 b/ | - | - | - | - | - |
| Total partiel | 411 291 256 | 278 453 900 | 57 455 194 | 61 385 123 | 152 616 | 1 066 044 | 1 402 596 | 11 375 783 |
| Nouveaux Membres : | | | | | | | | |
| Bahreïn | 92 569 | 91 311 | - | - | - | - | 374 | 884 |
| Burundi | 2 254 | 2 254 | - | - | - | - | - | - |
| Cambodge | 2 254 | 2 254 | - | - | - | - | - | - |
| Congo | 2 770 | 2 770 | - | - | - | - | - | - |
| Lesotho | 2 254 | 2 254 | - | - | - | - | - | - |
| Oman | 283 868 | 203 985 | 45 607 | - | - | - | 1 292 | 32 984 |
| Total partiel | 385 969 | 304 828 | 45 607 | - | - | - | 1 666 | 33 868 |
| TOTAL | 411 677 225 | 278 758 728 | 57 500 801 | 61 385 123 | 152 616 | 1 066 044 | 1 404 262 | 11 409 651 |

a/ Coûts réels lorsqu'ils sont connus ou bien estimations établies par les divisions techniques de l'Agence et/ou coûts indiqués par les États Membres pour le matériel et les fournitures ; coûts indiqués par les États Membres pour les réunions et autres ; pour les services d'experts gratuits, traitement estimé à 200 dollars par jour, et frais de voyage et de subsistance indiqués par les États Membres.

b/ Contribution promise/versée en 2009 au titre de 2006 : Belgique - 659 000 €; Bosnie-Herzégovine - 3 638 €; Jamaïque - 6 048 €; Kazakhstan - 16 067 €; Kirghizistan - 556 €; Jamaïque - 550 €; Malawi - 3 949 €; Zimbabwe - 4 326 €; au titre de 2007 : Malawi - 550 €; au titre de 2006 : Malawi - 533 €; Zambie - 1 137 €; au titre de 2004 : Zimbabwe - 4 042 €; au titre de 2003 : Zimbabwe - 4 042 €; au titre de 2002 : Zimbabwe - 3 949 €.

c/ Révalorisation de la contribution promise par la Géorgie au titre de 2000 - 210 €.

ANNEXE A3b

**RESSOURCES MISES À LA DISPOSITION DE L'AGENCE
PAR DES DONATEURS AUTRES QUE LES ÉTATS MEMBRES POUR 2009 (CONTRIBUTIONS EN ESPÈCES ET EN NATURE)**

(en euros)

| | EN ESPÈCES | | EN NATURE (Note Q) | | | |
|--|-------------------|---|--------------------|-------------------------|--------------------|---------------------|
| | TOTAL | Contributions volontaires et autres ressources extrabudgétaires | Bourses du type II | Matériel et fournitures | Réunions et autres | Ressources humaines |
| Banque mondiale | 1 112 | - | - | - | - | 1 112 |
| Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) | 28 750 | 28 750 | - | - | - | - |
| Bureau International des Poids et Mesures (BIPM) | 2 853 | - | - | 832 | - | 2 021 |
| Commission des communautés européennes (CE) | 9 499 658 | 9 489 008 | - | - | - | 10 650 |
| Commission internationale des unités et mesures radiologiques (CIUR) | 7 720 | - | - | - | - | 7 720 |
| Fonds OPEP pour le développement international | 231 535 | 231 535 | - | - | - | - |
| Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice (UN | 50 000 | 50 000 | - | - | - | - |
| Nuclear Threat Initiative (NTI) | 91 790 | 91 790 | - | - | - | - |
| Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) | 30 000 | 30 000 | - | - | - | - |
| Organisation des Nations Unies (ONU) | 124 846 | 116 203 | - | - | - | 8 643 |
| Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) | 1 321 960 | 1 313 125 | - | - | - | 8 835 |
| Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) | 10 200 | - | - | - | - | 10 200 |
| Organisation internationale ITER pour l'énergie de fusion | 5 667 | - | - | - | - | 5 667 |
| Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) | 11 237 | - | - | - | - | 11 237 |
| Organisation mondiale de la santé (OMS) | 9 594 | - | - | - | - | 9 594 |
| Organisation régionale pour la protection du milieu marin (ROPME) | 26 670 | 26 670 | - | - | - | - |
| Procter & Gamble (P&G) | 20 181 | 20 181 | - | - | - | - |
| Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) | 842 350 | 836 275 | - | - | - | 6 075 |
| Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) | 233 927 | 233 927 | - | - | - | - |
| Autres sources | 442 615 | 164 946 | 214 137 | - | - | 63 532 |
| TOTAL | 12 992 665 | 12 632 410 | 214 137 | 832 | - | 145 286 |

ANNEXE A3c

**RESSOURCES MISES À LA DISPOSITION DE L'AGENCE
PAR PROGRAMME SECTORIEL POUR 2009 (CONTRIBUTIONS EN ESPÈCES ET EN NATURE)**

(en euros)

| | EN ESPÈCES | | | EN NATURE (Note Q) | | | Ressources humaines |
|--|--|-----------------------|---------------------------|-----------------------|------------------|-------------------|------------------------|
| | Contributions volontaires et autres ressources extrabudgétaires a/ | Bourses du type II | Matériel et fourniture | Réunions et autres | | | |
| TOTAL | | | | | | | |
| Programme sectoriel 1 - Énergie d'origine nucléaire, cycle du combustible et sciences nucléaires | | | | | | | |
| Gestion et coordination globales et activités communes | - | - | - | 347 | - | 1 860 804 | |
| Énergie d'origine nucléaire | 5 176 496 | - | - | 2 683 | - | 932 531 | |
| Technologies du cycle du combustible et des matières nucléaires | 1 251 537 | - | - | - | - | 475 685 | |
| Création de capacités et entretien des connaissances nucléaires pour le développement énergétique | 589 150 | 8 889 | 21 665 | 8 919 | - | 1 422 795 | |
| Sciences nucléaires | 3 163 081 | 7 013 | - | - | - | - | |
| Total Programme sectoriel 1 | 10 180 611 | 15 902 | 21 665 | 11 949 | 11 949 | 4 691 815 | |
| Programme sectoriel 2 - Techniques nucléaires pour le développement et la protection de l'environnement | | | | | | | |
| Gestion et coordination globales et activités communes | 777 655 | - | - | - | - | 35 918 | |
| Alimentation et agriculture | 1 900 676 | 13 058 | - | 2 533 | - | 166 299 | |
| Santé humaine | 834 543 | 279 697 | 13 103 | - | - | 208 231 | |
| Ressources en eau | 294 522 | 2 984 | - | - | - | 88 538 | |
| Environnement | 2 039 813 | 34 954 | - | 1 380 136 | - | 87 624 | |
| Production de radio-isotopes et technologie des rayonnements | 80 212 | 924 | - | - | - | 79 288 | |
| Total Programme sectoriel 2 | 5 927 421 | 331 617 | 13 103 | 1 382 669 | 1 382 669 | 665 898 | |
| Programme sectoriel 3 - Sécurité et sûreté nucléaires | | | | | | | |
| Gestion et coordination globales et activités communes | 2 286 600 | - | - | - | - | 579 156 | |
| Préparation et conduite des interventions en cas d'incident ou d'urgence | 1 226 010 | - | - | - | - | 295 387 | |
| Sûreté des installations nucléaires | 6 966 036 | - | - | - | - | 1 931 701 | |
| Sûreté radiologique et sûreté du transport | 1 854 860 | 9 416 | - | 3 408 | - | 1 429 385 | |
| Gestion des déchets radioactifs | 2 394 736 | 3 234 | 150 858 | 2 980 | - | 1 305 882 | |
| Sécurité nucléaire | 21 451 544 | - | 857 200 | - | - | 90 844 | |
| Total Programme sectoriel 3 | 36 179 786 | 12 650 | 1 008 058 | 7 688 | 7 688 | 5 632 355 | |
| Programme sectoriel 4 - Vérification nucléaire | | | | | | | |
| Gestion et coordination globales et activités communes | 193 532 | - | - | - | - | - | |
| Garanties | 15 586 633 | - | - | - | - | 319 738 | |
| Total Programme sectoriel 4 | 15 780 165 | - | - | - | - | 319 738 | |
| Programme sectoriel 5 - Politique générale, gestion et administration | | | | | | | |
| Information du public et communication | 35 092 | 3 604 | - | - | - | - | |
| Technologies de l'information et de la communication (TIC) | 363 111 | - | - | - | - | - | |
| Services de conférence, de traduction et d'édition | 37 916 | - | 24 050 | - | - | 13 866 | |
| Direction exécutive, politique générale et services juridiques | 319 951 | - | - | - | - | - | |
| Gestion et services financiers, gestion des ressources humaines et services généraux | 1 305 704 | - | - | 1 956 | - | 20 147 | |
| Services de supervision | 30 916 | - | - | - | - | 30 916 | |
| Total Programme sectoriel 5 | 2 092 690 | 3 604 | 24 050 | 1 956 | 1 956 | 64 929 | |
| Programme sectoriel 6 - Gestion de la coopération technique pour le développement | | | | | | | |
| Gestion de la coopération technique pour le développement | 298 462 | 2 980 | - | - | - | 180 202 | |
| Total Programme sectoriel 6 | 298 462 | 2 980 | - | - | - | 180 202 | |
| TOTAL | 70 459 135 | 366 753 | 1 066 876 | 1 404 262 | 1 404 262 | 11 554 937 | |

a/ Non compris les projets extrabudgétaires de coopération technique, d'une valeur de 17 951 226 €.